HISTOIRE
DU DIX-HUIT BRUMAIRE,
OU SUITE
DE L'HISTOIRE DE BUONAPARTE.

QUATRIÈME PARTIE.

HISTOIRE

DU DIX-HUIT BRUMAIRE,

OU SUITE

DE L'HISTOIRE DE BUONAPARTE.

QUATRIÈME PARTIE.



A PARIS,

CHEZ L. G. MICHAUD, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

RUE DES BONS-ENFANTS, N°. 34.

M. DCCC. XVII.

AVERTISSEMENT.

Différentes occupations ayant empêché l'auteur des trois premières parties de l'*Histoire du dix-huit Brumaire* d'en composer la quatrième, un autre littérateur s'en est chargé. S'il n'a pu parvenir à imiter le style piquant et énergique de M. Gallais, il peut assurer du moins qu'il n'a rien négligé pour connaître la vérité des faits importants dont se compose sa narration.

Cette quatrième partie, qui commence à l'époque où Napoléon était parvenu au plus haut degré de puissance et finit à sa déchéance, se lie naturellement à l'*Histoire du vingt Mars*, par le même M. Gallais, et complète ainsi l'Histoire de *Napoléon Buonaparte*, qui paraît condamné à rester désormais enseveli dans cette obscurité dont, pour le bonheur de l'humanité, jamais il n'aurait dû sortir.

HISTOIRE DE BUONAPARTE.

QUATRIÈME PARTIE.

CHAPITRE Ier.

Descente des Anglais dans l'île de Walcheren. — Divorce et second mariage de Napoléon. — Réunion de la Hollande, des villes anséatiques et du Valais.

L'ANGLETERRE, pour faire diversion en faveur de l'Autriche, son alliée, ou plutôt pour rendre moins dures les conditions de la paix auxquelles cette puissance serait forcée de souscrire, avait mis en mer une flotte portant une armée de dix-huit mille hommes, qui avait débarqué vers la fin de juillet, dans l'île de Walcheren. L'expédition devait s'emparer des vaisseaux français mouillés dans le port d'Anvers, détruire les chantiers et arsenaux de ce port, et rendre la navigation de l'Escaut impraticable pour des vaisseaux de guerre.

A la première nouvelle de la descente opérée par les Anglais, les gardes nationales des départements voisins furent mises en marche; et bientôt on requit celles de la moitié de la France. Les ministres de Napoléon avaient plus d'un motif en pressant la levée d'une armée pour la défense des côtes : non-seulement ils avaient à redouter, en cas de revers, le courroux de leur maître; mais comme il était alors attaqué d'une maladie grave, ils craignaient, s'il venait à mourir, que les Anglais ne secondassent les mouvements qui pourraient se faire en faveur du Souverain légitime. Mais la lenteur de l'ennemi fut presque égale à leur activité. Tout ce qu'il put faire, fut de s'emparer de Flessingue, dont il détruisit les ouvrages. A la fin de décembre, il se rembarqua après avoir perdu un grand nombre d'hommes, emportés par les maladies qu'occasionnent, principalement en automne, les marais de l'île de Walcheren.

Napoléon, de retour dans sa capitale, après la paix de Presbourg, voulut y jouir du spectacle de sa puissance et de la dépendance où il tenait les princes allemands auxquels il avait conféré le titre de roi, et dont il avait agrandi les états. Ils furent mandés à sa cour; et le 3 décembre, ils assistèrent au *Te Deum* qui

fut chanté pour l'anniversaire de son couronnement. Le lendemain, il les rassembla de nouveau dans une fête que la ville de Paris lui donnait, et où, seul, il parut couvert. Il était vêtu à l'espagnole, et un énorme panache de plumes blanches ombrageait son chapeau. Les deux rois de Saxe et de Wurtemberg (1), placés à côté de lui, étaient en uniforme, et ils eurent constamment la tête découverte. On les plaignit d'être réduits à pousser si loin la reconnaissance ou l'humilité.

Au sortir de la métropole, le triomphateur s'était rendu au corps législatif pour en faire l'ouverture. « Depuis votre dernière session, » avait-il dit aux députés, j'ai soumis l'Arragon » et la Castille, et chassé de Madrid le gouver- » nement fallacieux formé par l'Angleterre. Je » marchais sur Cadix et Lisbonne, lorsque j'ai » dû revenir sur mes pas, et planter mes aigles » sur les remparts de Vienne (2). Trois mois

---

(1) Le roi de Bavière n'était pas encore arrivé à Paris.

(2) Ceci fait allusion à un passage fameux d'un discours que Buonaparte adressa au corps législatif, le 25 octobre 1808. En voici l'extrait :

« Une partie de mon armée marche contre celles que l'An- » gleterre a formées ou débarquées dans les Espagnes. C'est un » bienfait particulier de cette providence qui a constamment

» ont vu naître et terminer cette quatrième
» guerre punique........

» Le génie de la France a conduit l'armée an-
» glaise ; elle a terminé ses destins dans les ma-
» rais pestilentiels de l'île de Walcheren....
» Peuple Français ! tout ce qui voudra s'oppo-
» ser à vous, sera vaincu et soumis. Votre
» grandeur s'accroîtra de toute la haine de vos
» ennemis. Vous avez devant vous de longues
» années de gloire et de prospérité à parcourir.
» Vous avez la force et l'énergie de l'Hercule
» des anciens. J'ai réuni la Toscane à l'em-
» pire ; ses peuples en sont dignes par la dou-
» ceur de leur caractère, par l'attachement que
» nous ont toujours montré leurs ancêtres, et
» par les services qu'ils ont rendus à la civilisa-
» tion européenne. . . . .

» protégé nos armes que les passions aient assez aveuglé les
» conseils anglais pour qu'ils renoncent à la protection des
» mers, et *présentent enfin leur armée sur le continent.*

» Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-même à la
» tête de mon armée, et, avec l'aide de Dieu, couronner dans
» Madrid le roi des Espagnes, et planter mes aigles sur les
» forts de Lisbonne.

. . . .

» L'empereur de Russie et moi, nous nous sommes vus à
» Erfurt......, *Nous sommes d'accord et invariablement*
» *unis pour la paix comme pour la guerre.* »

» La Hollande, placée entre l'Angleterre et la
» France, en est également froissée; cependant
» elle est le débouché des principales ARTÈRES
» de mon empire; des changements devien-
» dront nécessaires; la sûreté de mes frontiè-
» res, et l'intérêt bien entendu des deux pays,
» les exigent impérieusement.

» Mon allié, l'empereur de Russie, a réuni à
» son vaste empire la Finlande, la Moldavie, la
» Valachie, et un district de la Gallicie. Je ne
» suis jaloux de rien de ce qui peut arriver de
» bien à cet empire. Mes sentiments pour son
» illustre souverain sont d'accord avec ma po-
» litique.

» Lorsque je me montrerai au-delà des Py-
» rénées, le léopard épouvanté cherchera l'O-
» céan pour éviter la honte, la défaite et la
» mort. Le triomphe de mes armes sera le
» triomphe du génie du bien sur celui du mal,
» de la modération, de l'ordre, de la morale,
» sur la guerre civile, l'anarchie et les passions
» malfaisantes...... »

Si les recueils les plus authentiques ne renfermaient pas ce discours, la postérité pourrait le considérer comme une fiction propre à caractériser l'insolence, la présomption et l'orgueil en délire. Cependant nous y avons entendu applaudir; et, pour en fournir la

preuve, nous citerons la réponse qu'y fit le corps législatif, par l'organe de M. de Fontanes, son président : « Tout ce qui s'attache » à vous s'agrandit (allusion délicate ou non » aux avantages, plus apparents que réels, » que les illustres hôtes de Napoléon avaient » retirés de leur étroite alliance avec lui.) » Tout ce qui cherche une influence étrangère » est menacé d'une chute prochaine. Il faut » obéir à votre ascendant : c'est à-la-fois le con- » seil de l'héroïsme et de la politique. » Napoléon, saisissant cette occasion pour préparer le public à un acte qu'il méditait depuis quelque temps, dit à la députation du corps législatif : « Pour conduire la France dans la situa- » tion où elle se trouve (il n'avait travaillé que » pour elle), j'ai surmonté bien des obstacles. » Moi et ma famille, nous saurons toujours sa- » crifier nos plus chères affections aux intérêts » et au bien-être de cette grande nation. . . .

» Je desire vivre trente ans encore, afin de » pouvoir trente ans servir mes sujets, consoli- » der ce grand empire, et voir toutes les pros- » pérités que j'ai conçues, embellir cette chère » France. »

Quel était donc le sacrifice que Napoléon devait consommer ? Etait - ce de descendre d'un trône usurpé, et de rentrer dans l'obs-

curité d'où, pour le repos du genre humain, jamais il n'aurait dû sortir ? Non, sans doute, ce n'était pas comblé des faveurs de la fortune, que Buonaparte devait abdiquer. Ce grand sacrifice qu'il allait faire, c'était la répudiation d'une femme plus âgée que lui, et à laquelle il devait principalement son élévation. Ce grand sacrifice, c'était l'alliance qu'il allait contracter avec une jeune princesse, qui s'immolait au desir d'épargner de nouveaux malheurs à son auguste maison et à des peuples fidèles.

Le 15 décembre, Napoléon, après avoir rassemblé auprès de lui tous les membres de sa famille, adressa la parole à M. Cambacérés, et dit :

« Mon cousin, le prince archi-chancelier, » je vous ai expédié une lettre close en date » de ce jour, pour vous ordonner de vous » rendre dans mon cabinet, afin de vous faire » connaître la résolution que moi et l'impéra- » trice, ma très chère épouse, avons prise. La » politique de ma monarchie, l'intérêt et le » besoin de mes peuples, qui ont constamment » guidé toutes mes actions, veulent qu'après » moi je laisse à des enfants, héritiers de mon » amour pour mes peuples, ce trône où la Pro- » vidence m'a placé. Cependant, depuis plu-

» sieurs années j'ai perdu l'espérance d'avoir
» des enfants de mon mariage avec ma bien-
» aimée épouse, l'impératrice Joséphine; c'est
» ce qui me porte à sacrifier les plus douces af-
» fections de mon cœur, à n'écouter que le
» bien de l'Etat, et à vouloir la dissolution de
» notre mariage.

» Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis
» concevoir l'espérance de vivre assez pour
» élever dans mon esprit et dans ma pensée les
» enfants qu'il plaira à la Providence de me
» donner. Dieu sait combien une pareille réso-
» lution a coûté à mon cœur; mais il n'est
» aucun sacrifice qui soit au-dessus de mon
» courage, lorsqu'il m'est démontré qu'il est
» utile au bien de la France.

» J'ai le besoin d'ajouter que, loin d'avoir
» jamais eu à me plaindre, je n'ai au contraire
» qu'à me louer de l'attachement et de la ten-
» dresse de ma bien-aimée épouse; elle a em-
» belli quinze ans de ma vie: le souvenir en
» restera toujours gravé dans mon cœur. Elle
» a été couronnée de ma main, je veux qu'elle
» conserve le titre et le rang d'impératrice;
» mais surtout qu'elle ne doute jamais de mes
» sentiments, et qu'elle me tienne toujours
» pour son meilleur et son plus cher ami. »

Napoléon ayant cessé de parler, Joséphine

prononça d'une voix altérée, et les yeux mouillés de larmes, un discours peu long, qui n'était qu'une répétition de celui de son ingrat et infidèle époux. Cela fait, l'un et l'autre demandèrent acte à l'archi-chancelier de leur déclaration respective, ainsi que du consentement mutuel qu'ils donnaient à la dissolution de leur mariage (1), et il leur fut délivré.

Ce n'avait pas été sans répugnance que Joséphine avait consenti à cette séparation, quoiqu'elle en fût venue depuis long-temps au point de redouter Napoléon beaucoup plus qu'elle n'avait jamais pu l'aimer. Une répudiation toutefois est toujours affligeante pour une femme, et le motif, donné à celle qui faisait descendre du trône, Joséphine, prouvait qu'elle était parvenue à un âge qu'elle cherchait à dissimuler par tous les artifices de la toilette la plus recherchée. D'ailleurs elle allait cesser d'être l'objet des hommages d'une cour nombreuse et brillante; et quoiqu'elle n'eût pas desiré le rang suprême, il n'en était pas moins pénible pour elle d'y renoncer.

On vient de voir le premier acte de cette

---

(1) On évita soigneusement d'employer le mot de *divorce*, parce que cette sorte de séparation était interdite aux membres de la prétendue famille impériale de tout sexe et de tout âge.

comédie; passons au second. C'est au sénat qu'il fut joué.

Napoléon avait aussi mandé le vice-roi de son royaume d'Italie, le prince Eugène, qui ne vit pas, dit-on, avec indifférence, l'affront fait à sa mère: il fut forcé cependant de renfermer en lui-même son ressentiment. Le sénat ayant été convoqué, Eugène, qui en était membre, mais qui n'y avait pas encore siégé, s'y rendit, et y prêta serment. Cela fait, MM. Regnault-de-Saint-Jean-d'Angély et Defermon, ministres d'Etat, furent introduits, et soumirent à l'assemblée un projet de sénatus-consulte, portant dissolution du mariage contracté entre Napoléon et Joséphine. Des discours, qui roulèrent tous sur les sacrifices des affections les plus chères, furent ensuite prononcés par M. Regnault, par le prince Eugène et par M. Cambacérés. Le projet fut renvoyé, pour la forme, à une commission qui eut ordre de faire son rapport, séance tenante. M. de Lacépède, qui en fut chargé, parut bientôt à la tribune; et, selon la coutume établie depuis long-temps, il paraphrasa les paroles de Napoléon, puis il proposa d'adopter le projet presenté par les ministres. En conséquence on décréta que le mariage, qui avait uni Napoléon et Joséphine, était dissous; que Joséphine conserve-

rait les titre et rang d'impératrice-reine couronnée; que son douaire était fixé à une rente annuelle de deux millions de francs (1), payable par le trésor de l'Etat, et que toutes les dispositions qui pourraient être faites par Napoléon, en faveur de Joséphine, sur les fonds de la liste civile, seraient obligatoires pour ses successeurs. Afin de couronner l'œuvre, des adresses furent votées, l'une à l'empereur et l'autre à l'impératrice. Le sénat, avec sa bassesse accoutumée, disait dans la première: « La puissance » la plus étendue, la gloire la plus éclatante, » l'admiration de la postérité la plus reculée, » ne pourront payer, Sire, le sacrifice de vos » affections les plus chères; l'éternel amour du » peuple Français, et le sentiment profond de » tout ce que vous faites pour lui, pourront » seuls consoler le cœur de Votre Majesté. »

Le lien civil étant rompu par l'autorité souveraine, il restait, pour calmer les scrupules de la cour de Vienne, à dissoudre le lien spirituel. En conséquence l'archi-chancelier, après en avoir reçu l'autorisation de Napoléon et de Joséphine, présenta requête au tribunal diocé-

(1) Napoléon avait ajouté une rente annuelle d'un million, payable sur la liste civile, à celle que portait le sénatus-consulte.

sain de l'officialité de Paris, qui, tout aussi complaisant que le sénat, déclara la nullité du mariage, sentence qui fut confirmée par l'officialité métropolitaine, sans que l'un et l'autre tribunal fissent connaître les motifs de leur jugement. On annonça seulement qu'on s'était conformé aux décrets des conciles et aux usages de l'église gallicane (1).

(1) M. le comte de Firmas Périés, auteur d'un écrit qui a pour titre : *Bigamie de Napoléon Buonaparte*, prétend qu'à l'époque du sacre, Joséphine eut des scrupules sur la validité de son second mariage, qui avait été béni par un prêtre *jureur*. Selon ce même auteur, le pape, consulté, aurait repondu que ce n'était pas sans doute par prédilection qu'elle avait choisi un tel ecclésiastique, qu'elle avait pris le seul qu'elle eût trouvé, et que, nécessité faisant loi, le mariage était valide. Joséphine aurait répliqué, qu'en ce cas Sa Sainteté serait seule chargée du péché, s'il y en avait un. Le pape, après avoir réfléchi un moment, aurait dit : « Pour plus grande sûreté, je vous ferai » donner une bénédiction conditionnelle, comme il est d'usage » pour les baptêmes, lorsqu'on ignore ou qu'on doute s'il y a » eu un baptême antécédent. » Napoléon alors aurait déclaré qu'il ne consentirait jamais à une seconde bénédiction. « Ce » serait avouer aux yeux de toute l'Europe, aurait-il poursuivi, » que j'ai vécu jusqu'à ce jour en concubinage avec l'impéra- » trice; un tel soupçon lui serait injurieux : je l'aime, je la » respecte trop pour y donner lieu. » Le pape aurait répondu avec humeur : « Rien n'est plus difficile que de vous satisfaire : » je vais vous dispenser des témoins et des autres formalités » prescrites par le saint concile de Trente; le cardinal Fesch,

Lorsque toutes les négociations, que toutes les discussions relatives aux conventions matrimoniales furent terminées, Napoléon annonça au sénat, par un message en date du 27 février 1810, qu'il avait choisi pour épouse l'archi-duchesse Marie-Louise, fille de l'empereur d'Autriche. Comme ce n'était jamais son intérêt que Buonaparte avait en vue, il disait dans ce message : « Nous avons voulu contribuer éminemment au bonheur de la présente » génération. Les ennemis du continent ont » fondé leurs prospérités sur ses dissensions et » son déchirement; ils ne pourront plus alimenter la guerre, en nous supposant des projets » incompatibles avec les liens et les devoirs de

---

» grand aumônier de la cour, va sur-le-champ et sans témoins » vous donner la bénédiction nuptiale. » Personne n'insistant plus, Napoléon et Joséphine auraient passé, avec le cardinal Fesch, dans la chapelle (ou peut-être dans une pièce voisine), et, après la cérémonie, ils seraient revenus rejoindre le pape; tout se serait fait verbalement, et il n'aurait pas été expédié de bulle ni dressé aucun acte.

Nous avouerons qu'il nous paraît difficile de croire aux scrupules tardifs sur lesquels toute cette histoire repose. Une chose peut cependant la rendre vraisemblable jusqu'à un certain point, c'est que le bruit courut que, la veille du sacre, le pape avait donné la bénédiction nuptiale à Napoléon et à Joséphine.

» parenté que nous venons de contracter avec » la maison impériale, régnant en Autriche. » Le sénat parut enchanté de cette communication, et fit de grands remercîments à Napoléon. Cependant nombre de ses membres, principalement ceux qui avaient trempé dans les crimes de la révolution, furent très mécontents. On prétendait qu'une des conditions du mariage était la destitution de tous les régicides; mais la cour de Vienne n'était pas dans le cas de dicter des lois de ce genre. Les révolutionnaires soutinrent aussi que toute alliance avec l'Autriche était contraire aux intérêts de Napoléon ; elle l'était sans doute à l'intérêt de son ambition, en le forçant, du moins pendant quelques années, à des ménagements envers cette puissance ; mais s'il avait été assez sage pour se contenter des états immenses qui composaient son empire, cette même alliance aurait empêché qu'il ne se formât de nouvelles ligues contre lui.

Le mariage de Napoléon et de Marie-Louise fut célébré à Vienne le 11 mars 1810. Peu de jours après, cette princesse partit pour Braunau, ville que son auguste père venait d'être forcé de céder, et près de laquelle la remise devait être faite. Celle qui n'est plus aujourd'hui que la veuve Murat, mais qui alors était

reine de Naples, du moins de fait, s'était aussi rendue à Braunau par ordre de Napoléon, pour accompagner l'auguste épouse pendant le voyage. Marie-Louise fut reçue avec les plus grands honneurs, ou plutôt comme leur souveraine, par tous les princes de la confédération du Rhin dont elle traversa les états. Les hommages extérieurs ne pouvaient être moindres en France, où il n'y avait d'autre volonté que celle de Buonaparte. Quant à ceux qui partent du cœur, ils furent peu vifs, lorsque la jeune princesse eut quitté les départements formés dans l'Alsace et la Lorraine, où d'anciens souvenirs s'étaient réveillés; et à mesure qu'elle approcha de la capitale, on put remarquer plus de curiosité que de témoignages de contentement de la part de la foule rassemblée pour la voir.

Une tente avait été dressée aux environs de Soissons, pour la première entrevue des deux époux. Cependant le fils du juge d'Ajaccio eut assez de pudeur pour dispenser la fille des Césars de l'aborder avec ces marques de profond respect que lui prescrivait l'étiquette. Napoléon alla au-devant de son épouse, à la distance de quatorze lieues. Il voulait, dit-on, garder l'incognito; mais l'écuyer l'ayant reconnu, fit arrêter les chevaux, cria: l'*empereur!* et ouvrit la voiture dans laquelle Buona-

parte s'élança. On se rendit ensuite à Compiègne. Le 1er. avril, la cour partit pour Saint-Cloud, où se fit l'acte civil; et, le lendemain, la bénédiction nuptiale fut donnée par le cardinal Fesch, dans une des salles du Louvre, transformée plutôt en salle de spectacle qu'en chapelle. Une foule de personnes des deux sexes, et d'un ordre au-dessus du commun, avaient sollicité et obtenu la faveur d'être admises dans la galerie que le cortége impérial devait traverser pour se rendre à l'autel. Les deux époux étaient suivis de tous les rois et reines éphémères de la famille Buonaparte, et même du prince Eugène, qu'on fit revenir une seconde fois d'Italie, pour être témoin d'une cérémonie à laquelle il ne pouvait assister qu'à regret. Cependant on avait acheté son inutile acquiescement par le titre de prince de Venise et l'expectative du grand duché de Francfort. Des illuminations, des concerts et d'autres réjouissances publiques remplirent le reste de la journée. Napoléon, du balcon de son palais, présenta deux fois son épouse à la foule, qui ne lui témoigna que de l'indifférence. Le lendemain, ce fut pis encore: une sorte d'improbation éclata dans la capitale, et elle se répandit bientôt dans les provinces. L'infortunée Marie-Louise fut représentée sous les

traits les plus odieux. On l'accusait principalement d'être hautaine et méchante, imputations que toute sa conduite a démenties. C'était, selon toute apparence, une manœuvre d'un ministre qui s'était montré des plus contraires au mariage de Napoléon avec une archi-duchesse, et qui craignait, avec tous ses amis, que Marie-Louise ne parvînt à se concilier la faveur publique, et à les faire éloigner de tous les emplois.

Napoléon ne tarda pas à s'occuper des changements qu'il se proposait de faire éprouver à la Hollande. Louis, son frère, qu'il lui avait donné pour roi, était d'un caractère entièrement opposé au sien. Ne voulant point sacrifier à un système extravagant, le pays sur lequel il régnait, et à qui le commerce maritime est aussi nécessaire que l'agriculture l'est aux autres états, il ne faisait point exécuter à la rigueur les prohibitions ordonnées par Napoléon. Ce dernier l'ayant mandé à Paris, à l'époque de son mariage avec Marie-Louise, le traita de la manière la plus dure, et porta l'oubli de toutes les convenances jusqu'à l'appeler contrebandier. Louis, intimidé, consentit à signer un traité par lequel le territoire que la Hollande possédait sur la rive gauche du Rhin,

ou plutôt du Wahal, fut cédé à la France (1). Napoléon s'empressa de visiter cette nouvelle acquisition. Vers la fin du premier mois de son mariage, il partit de Compiègne, emmenant avec lui sa jeune épouse. C'était moins pour ne pas s'en séparer que pour la montrer à des peuples qui avaient obéi si long-temps aux princes de la Maison d'Autriche, et qui en regrettaient encore le gouvernement. Napoléon visita Middlebourg et Flessingue, où il commanda divers ouvrages pour la défense de cette place. Il se rendit aussi à Bréda, où, en présence de Marie-Louise, de Jérôme son frère et de la princesse de Wurtemberg sa femme, d'Eugène, vice-roi d'Italie, de plusieurs de ses ministres et de ses grands officiers, et de tous les fonctionnaires publics du pays, et notamment du clergé protestant, il se livra contre le clergé catholique, à toute la fougue, à toute la fureur de son caractère, qui le portait si souvent à des actes que la démence seule pourrait faire excuser (2).

Le retour de Napoléon à Paris fut signalé

(1) La plus grande partie de ce territoire forma le département des Bouches-du-Rhin.

(2) Voyez le Recueil de pièces officielles publié par M. Schœll, tom. IV, pag. 247.

par la disgrâce de Fouché, duc d'Otrante, à qui le ministère de la police générale fut enlevé pour être remis à un homme plus servilement dévoué aux intérêts de son maître, à Savary, duc de Rovigo. Le public n'avait point à se plaindre de Fouché; mais l'année précédente, tandis que Buonaparte était malade au château de Schœnbrunn, près de Vienne, il avait voulu organiser, sans en avoir reçu l'ordre, la garde nationale parisienne. En ce moment, il jouissait d'une telle influence à Paris et dans les départements, que, si Napoléon fût venu à mourir, ce ministre eût, selon toute apparence, tenu entre ses mains la destinée de la France; et on peut présumer que ce n'eût été ni en faveur de la famille de Buonaparte, ni en faveur du Souverain légitime, qu'il eût disposé de l'empire. Quoi qu'il en soit, durant le voyage, dont nous venons de rendre compte, un homme intimément lié avec Fouché, avait passé en Angleterre, et s'était présenté aux ministres du roi Georges, pour tenter de connaître les conditions auxquelles on voudrait faire la paix. Comme cet agent n'avait point de pouvoir véritable, il ne fut pas écouté. Buonaparte ayant été instruit de cette mission, demanda en plein conseil à son mi-

nistre, ce que cet homme était allé faire en Angleterre. La réponse fut l'équivalent d'un aveu, et Napoléon reprit tranquillement : « Ainsi vous faites la guerre et la paix sans » ma participation. » Le lendemain, Fouché fut nommé gouverneur des états romains qui avaient été réunis à l'empire français. C'était un exil dans lequel la haine de Fouché contre le sacerdoce aurait pu être utile à son maître, s'il ne l'avait pas poussée si loin, que cette destination fut bientôt changée contre le gouvernement des provinces Illyriennes.

Le traité par lequel Napoléon s'était fait céder les possessions hollandaises situées sur la rive gauche du Rhin, n'était que le prélude de l'envahissement complet de la Hollande. Louis avait été également forcé, tant par promesses que par menaces, à consentir à l'occupation de ses états par une armée française, et à l'introduction d'une troupe nombreuse de douaniers. Il avait été stipulé, toutefois, que les troupes françaises ne pourraient entrer dans la ville d'Amsterdam ; mais, dès le 29 juin, Louis apprit que cette condition allait être violée. Réduit à cette extrémité, il prit un parti qui, s'il ne pouvait sauver la Hollande, lui conservait l'honneur à lui-même.

Il abdiqua en faveur de son fils aîné, et, au défaut de celui-ci, en faveur du second. « Mon » frère, dit-il, dans le message du 1er. juillet, » par lequel il communiqua cette résolution au » corps législatif, mon frère, quoique très exas» péré contre moi, ne l'est pas contre mes » enfants; certainement il ne détruira pas pour » eux ce qu'il a institué pour eux; il ne leur » enlevera pas leur héritage, puisqu'il ne trou» vera jamais l'occasion de se plaindre d'un en» fant qui ne pourra parvenir, qu'après tant » d'années, à gouverner par lui-même. La » reine, appelée à la régence, fera tout ce qui » pourra être agréable à l'empereur, mon frère. » Elle y sera plus heureuse que moi, dont les » efforts n'ont jamais réussi... Et qui sait? » est-il dit plus loin, « peut-être serais-je le seul » obstacle d'une réconciliation entre la France » et la Hollande. Si cela était, oh! je trouve» rais ma consolation à passer, loin des pre» miers objets de ma plus vive affection, les » restes d'une vie errante et souffrante. » A peine ce message fut-il envoyé, que Louis quitta en secret la Hollande. Il se retira dans les états autrichiens, à Gratz en Styrie, où il vécut d'une chétive pension, dont il avait lui-même fixé la quotité. Napoléon toutefois fit décréter, en sa faveur, une rente apanagère

de deux millions que s'appropria sa femme, qui était loin de partager sa modestie et son désintéressement.

L'abdication de Louis parut surprendre Napoléon. Peut-être desirait-il qu'on lui opposât une résistance qui eût pu justifier aux yeux d'un public complaisant, la conquête de la Hollande; mais il avait l'esprit trop fécond en expédients, pour ne pas en inventer quelqu'un, à l'aide duquel il pût exécuter son dessein. D'ailleurs il était toujours entouré d'hommes occupés, sans relâche, à colorer ses invasions. Son ministre des relations extérieures, M. le duc de Cadore, prétendait, dans un rapport qu'il lui adressa, que l'acte d'abdication de Louis n'avait pu se faire sans le consentement de Napoléon, et que par conséquent il était nul. La Hollande devait donc être considérée comme conquise, et être réunie à l'empire. La convenance de cette mesure fut exprimée de la manière la plus naïve par le même ministre. « La Hollande », dit-il, « est comme une émanation du territoire » de la France; elle est le complément de l'em- » pire. Pour posséder le Rhin tout entier, Votre » Majesté doit aller jusqu'au Zuyderzée. Alors » tous les cours d'eau qui naissent dans la » France, ou qui en baignent la frontière, lui

» appartiennent jusqu'à la mer. Laisser dans des » mains étrangères le débouché de nos ri- » vières, c'est, Sire, borner votre puissance » à une monarchie mal limitée, au lieu d'éle- » ver un trône impérial. » Pour invoquer de pareilles maximes au milieu de l'Europe, il faut avoir perdu tout sentiment de pudeur, et croire ses contemporains tombés dans le dernier abrutissement.

Le rapport de M. le duc de Cadore fut sui- vi d'un décret, daté du 9 juillet 1810, par le- quel la Hollande fut réunie à l'empire fran- çais, dont Amsterdam dut être considérée comme la troisième ville. Quelques mois plus tard, ce décret fut transformé en un projet de sénatus-consulte, qui ordonnait, en même temps, la réunion des villes anséatiques, du Lawenbourg et de divers autres territoires de l'Allemagne septentrionale. On en fit dix dé- partements. Les sénateurs, dont la plupart ne voyaient, dans ces envahissements, qu'un accroissement d'influence et de revenus pour eux-mêmes, s'empressèrent (le 13 dé- cembre) de les consacrer par leurs suffrages.

M. le duc de Cadore avait dit aussi dans son rapport : « La réunion de la Belgique a » détruit l'indépendance de la Hollande. » Nous nous permettrons d'ajouter : « La réu-

» nion de la Hollande a détruit l'indépendance » des villes anséatiques. » La réunion de ces villes a occasionné, plus tard, celle du pays d'Oldenbourg, dont Napoléon s'empara, quoique le souverain de cet état fût beau-frère de l'empereur de Russie, spoliation non moins imprudente qu'injuste, qui a été une des causes de cette guerre, dont la chute de l'usurpateur a été le résultat.

Une petite république se cachait au pied des Alpes. C'était le Valais, qui était divisé en deux parties, l'une haute et l'autre basse. La partie haute était souveraine, et la partie basse sujette. On prétendit que cela occasionnait des contestations entre les habitants : et pour les faire cesser, Napoléon, semblable au juge de la fable, crut devoir s'emparer du pays. Il reprocha aussi à la république valaisienne de n'avoir pas tenu les engagements qu'elle avait contractés envers lui, lorsqu'il avait fait commencer la route du Simplon. Nous ne rechercherons pas si le reproche était fondé. Le Valais eut donc l'honneur de devenir partie intégrante de l'empire français ; et il lui fut conféré en même temps qu'aux villes anséatiques et à la Hollande. Ce n'eût pas été la peine d'assembler le sénat, pour la réunion seule d'un pays de si peu d'importance, qui reçut naturellement le nom de département du Simplon.

CHAPITRE II.

Campagne de Russie, et incendie de Moscou.

Une année ne s'était pas encore écoulée, depuis le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, lorsque cette princesse lui donna un fils. Les flatteurs, dont son père payait si bien la bassesse, promirent à cet enfant les destinées les plus brillantes, et tout, il est vrai, semblait concourir à réaliser leurs présages. Qui eût pu présumer que, dans un court espace de trois ans, cette puissance colossale, que des succès inouïs, joints aux conjonctures les plus favorables, avaient élevée, n'existerait plus que dans le souvenir des hommes ?

Avant de passer au récit des événements mémorables qui ont amené cette révolution, jetons un coup d'œil rapide sur le vaste empire soumis à la domination de Buonaparte, lorsqu'il fut parvenu à son plus haut degré d'accroissement.

L'empire français, proprement dit, s'étendait du nord-est au sud-ouest, depuis Travemunde, sur la mer Baltique, jusqu'au pied

des Pyrénées, et du nord au midi, depuis Dunkerque jusqu'à Terracine, sur les confins du royaume de Naples. Une population de quarante-deux milions d'habitans, doués des qualités les plus propres à créer et à maintenir la prospérité d'un état, couvraient ce vaste territoire, dont la plus grande partie est remarquable, soit par la fertilité du sol, soit par la beauté du climat, soit même par l'une et l'autre réunies. Telle était la base de la puissance de Napoléon, qui régnait immédiatement aussi sur toute la Lombardie, dont la conquête sera toujours son plus beau titre de gloire, et que, de république, il avait également transformée en une monarchie héréditaire. Il possédait, sous le nom de provinces Illyriennes, l'Istrie, la Carniole, la Dalmatie, l'Albanie vénitienne, etc. Sous le titre de médiateur, il tenait dans sa dépendance, la république helvétique, toujours si recommandable par la bravoure et la fidélité de ses guerriers. La confédération du Rhin, formée de l'Allemagne presque tout entière, et dont il s'était déclaré protecteur, lui était plus assujettie encore. A la première réquisition de son ministre, ces mêmes princes allemands qui, autrefois, fournissaient si lentement et avec si peu d'exactitude à leur empereur, de chétifs contingents, met-

taient à la disposition de Napoléon, les troupes et les sommes qu'il exigeait d'eux pour l'exécution de ses projets ambitieux. Enfin il avait placé le mari d'une de ses sœurs sur le trône de Naples, et il combattait pour asseoir Joseph, son frère, sur le trône d'Espagne.

Les diverses parties de l'empire de Napoléon, étaient distribuées de façon, qu'il confinait à la Prusse, au Danemarck, à la Suède, ou du moins à la Poméranie suédoise, à la Russie, à l'Autriche, et même à la Turquie, seules puissances demeurées indépendantes de droit, mais non toutes de fait, sur le continent de l'Europe. Leur sort même était plus déplorable que celui des états qui faisaient, soit immédiatement, soit médiatement partie de son empire. Il les enchaînait par des traités captieux, dont il interprétait à son gré les stipulations. A l'exception d'une seule, la Turquie, que son éloignement exposait moins à ses coups, il menaçait chacune d'elles du poids accablant de sa puissance, et long-temps il sut les empêcher de se réunir pour lui opposer une résistance dont le succès même eût été douteux. Enfin la population des diverses parties de l'empire napoléonien s'élevait à près de soixante-quatorze millions d'ames, ce qui faisait presque les trois quarts du reste

de la population de l'Europe, y compris l'Espagne et l'Angleterre. C'est avec toutes les ressources qu'elle lui fournissait, qu'il a commencé son expédition contre la Russie, à laquelle alors il ne restait pas un allié dont elle pût attendre des secours effectifs; c'est avec ces forces immenses qu'il a succombé, vaincu par les éléments, par la constance d'un souverain qu'il s'était flatté d'intimider promptement, et par l'héroïsme de tout un peuple qu'aucun sacrifice ne put effrayer pour sauver la patrie.

Les hommes clairvoyants jugèrent longtemps d'avance qu'une nouvelle rupture, entre Napoléon et la Russie, était inévitable. Les journaux de Paris, dont l'indiscrétion n'était pas alors le défaut, annonçaient fréquemment que des vaisseaux anglais étaient admis dans les ports russes. C'était signaler, soit à tort, soit avec raison, une infraction aux engagements que la Russie avait pris, d'adhérer strictement au système continental. On alla même jusqu'à insulter, quoique sans le nommer, le comte de Tchernitcheff, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, qui vint plusieurs fois à Paris avec mission de son souverain. Enfin une mesure prise, au mois de mars 1812, acheva de prou-

ver que la mésintelligence survenue entre les deux cours impériales de France et de Russie, éclaterait bientôt par des hostilités. Le senat ayant été assemblé, on lui communiqua un rapport fait à l'empereur par le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, rapport hypocrite et mensonger, où l'on vantait les prétendus avantages du système continental, et les heureux effets que, disait-on, il avait déjà produits. « Pour maintenir, sans at-» teinte, ce grand système, poursuivait le mi-» nistre, il est nécessaire que Votre Majesté » emploie les moyens puissants qui appar-» tiennent à son empire, et trouve dans ses su-» jets cette assistance qu'elle ne leur deman-» da jamais en vain. Il faut que toutes les for-» ces disponibles de la France puissent se por-» ter partout où le pavillon anglais et les au-» tres pavillons dénationalisés ou convoyés par » les bâtiments de guerre de l'Angleterre, vou-» draient aborder. »

Le rapport finissait ainsi : « La paix, Sire, » que Votre Majesté, au milieu de sa toute-» puissance, a si souvent offerte à ses enne-» mis, couronnera vos glorieux travaux, si » l'Angleterre, exilée du continent avec per-» sévérance, et séparée de tous les états dont

» elle a violé l'indépendance, consent à ren-
» trer enfin dans les principes qui fondent la
» société européenne, à reconnaître la loi des
» nations, à respecter les droits consacrés par
» le traité d'Utrecht.

» En attendant, le peuple Français doit res-
» ter armé. L'honneur le commande, l'intérêt,
» les droits, l'indépendance des peuples enga-
» gés dans la même cause, et un oracle plus
» sûr encore, souvent émané de la bouche
» même de Votre Majesté, en font une loi im-
» périeuse et sacrée. »

Le ministre de la guerre, à la suite d'un rapport également adressé à l'empereur et au sénat, proposa l'organisation de la garde nationale, en la divisant en premier et second bans et en arrière-ban. Le premier devait se composer des hommes de vingt à vingt-six ans, qui n'avaient point été appelés à l'armée. Tous les hommes valides, depuis l'âge de vingt-six ans jusqu'à celui de quarante, devaient former le second ban, et tous ceux de quarante ans à soixante, l'arrière-ban. Le premier ban ne devait point sortir du territoire de l'empire. Il était exclusivement destiné à la garde des frontières, à la police intérieure et à la conservation des grands dépôts maritimes, arse-

naux et places fortes. Enfin cent cohortes (1) de ce ban devaient être mises à la disposition du ministre de la guerre. Le projet de sénatus-consulte fut renvoyé à une commission spéciale, dont le rapport fut fait dans la séance du 13 mars, par le comte de Lacépède. Le discours que le sénateur-naturaliste prononça à cette occasion, est trop remarquable pour que nous n'en citions pas quelques passages, qui, d'ailleurs, serviront à démontrer à quel point on a poussé la flatterie envers Napoléon, et sous quelles couleurs on présentait les mesures les plus désastreuses.

Après avoir rappelé les dispositions du projet, le rapporteur dit : « Voilà ce que le hé-» ros croit devoir faire pour rendre les fron-» tières inviolables, pour tranquilliser les es-» prits les plus prompts à concevoir des alarmes, » pour garantir la sécurité publique de toutes » les atteintes du faux zèle, de l'impéritie » ou d'une malveillance perfide.

» Voici ce que fait le père de ses sujets, pour » que ce grand bienfait exige le moins de sa-» crifices. Les cohortes du premier ban, se » renouvelant par sixième chaque année, les

(1) Chaque cohorte devait être composée de onze cent vingt hommes.

» jeunes Français qui en feront partie, con-
» naîtront l'époque précise à laquelle, rendus
» sous le toit paternel et à leurs affections,
» à leurs travaux, à leurs habitudes, ils joui-
» ront du prix de leur dévouement.

» Parvenus à l'âge où l'ardeur est réunie à
» la force, ils trouveront, dans leurs exercices
» militaires, des jeux salutaires et des délasse-
» ments, plutôt que des devoirs sévères et des
» occupations pénibles. La surveillance, la di-
» rection, l'administration de leurs cohortes,
» porteront l'empreinte de l'attention pater-
» nelle de l'empereur pour les braves aux-
» quels il confiera la garde du territoire de
» l'empire et de ses propriétés les plus pré-
» cieuses. Ils ne seront étrangers à aucun des
» avantages dont jouissent les anciennes pha-
» langes de Napoléon ; et la défense expresse
» que leur fait le sénatus-consulte, de quitter
» les rivages et de franchir les frontières qu'ils
» doivent garder, sera, pour leur courage, un
» frein que ne pourra briser l'impétuosité fran-
» çaise. »

Il suffira de peu de mots pour répondre à ce discours, dont l'absurdité n'est pas ce qu'il y a de plus choquant. Le sénat s'est empressé de lever la défense formelle qu'il avait faite aux cent cohortes, de sortir de France, et les in-

fortunés qui les composaient, sont morts sur un sol étranger, pour une querelle étrangère aux intérêts de leur patrie, qui bientôt devait avoir un si grand besoin de leurs services. Il est même plus que probable que Napoléon, par un motif que nous expliquerons plus loin, les a sacrifiés à sa vengeance. D'après ce qu'on vient de dire, on pourrait se dispenser d'ajouter que le sénatus-consulte devint loi de l'État.

Cependant on gardait encore, soit en France, soit en Russie, les dehors de la bonne intelligence. L'empereur Alexandre avait toujours son ambassadeur à Paris, où se trouvait aussi le comte de Tchernitcheff, son aide-de-camp, qui toutefois, étant parvenu à se procurer, à prix d'argent, l'état de situation de tous les corps qui composaient l'armée d'Allemagne, s'empressa de partir. Une lettre qu'il eut l'imprudence de laisser sous un tapis de son appartement, fit découvrir le coupable. C'était un commis des bureaux de la guerre, nommé Michel, qui bientôt paya de sa tête, son infidélité, dont, au surplus, il paraît qu'il faisait un métier lucratif depuis neuf ans. L'ordre d'arrêter M. de Tchernitcheff fut transmis par le télégraphe; mais cet officier avait fait une telle diligence, qu'il était hors de toute atteinte, lorsque la dépêche parvint

à l'extrémité de la ligne. M. de Tchertnitcheff était destiné à rendre bientôt des services d'un genre plus noble à son souverain.

Peu de temps après cet événement, Napoléon quitta Paris (10 mai 1812). Voulant ne pas paraître l'agresseur, il fit annoncer simplement qu'il allait faire l'inspection de la grande-armée réunie sur la Vistule. Accompagné de Marie-Louise, il se rendit à Dresde, où l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse vinrent le trouver. Ces deux princes, qui n'avaient à redouter que lui seul, s'étaient engagés, par un traité prétendu défensif, à lui fournir un certain nombre de troupes, en cas d'agression de la part de la Russie, dont ils ne devaient rien appréhender (1). Quelque

(1) Ce fut seulement le 3 juillet, époque où l'on pensait que les hostilités devaient être commencées, que l'archi-chancelier communiqua au sénat les traités conclus avec l'Autriche et avec la Prusse. On lut d'abord un rapport du duc de Bassano, contenant les griefs de son maître contre la Russie. « En 1809, » l'Autriche fit la guerre à la France, dit le ministre; la Russie, contre le texte précis du traité, ne fut d'aucun secours à » Votre Majesté; au lieu de cent cinquante mille hommes » qu'elle *pouvait* faire marcher, quinze mille seulement entrèrent en campagne, et lorsqu'ils dépassèrent la frontière » russe, le sort de la guerre était déjà décidé. » Singulier grief, qui consistait, non pas à avoir violé ses engagements, mais à n'avoir pas fait tout ce qu'on aurait pu faire! Et c'était avant de produire un traité d'alliance avec l'Autriche, qu'on reprochait à

satisfaction qu'il dût éprouver à se voir environné de souverains qu'il avait réduits à n'être plus que des auxiliaires soumis à ses volontés, Napoléon s'arracha promptement aux hommages et aux fêtes qui lui furent prodigués à Dresde (1). Les champs de bataille l'atten-

---

la Russie de n'avoir pas concouru efficacement à écraser cette puissance.

« Depuis cette époque, Sire, poursuivait le duc de Bassano, » l'ukase du 19 décembre 1810, qui détruisit nos relations » commerciales avec la Russie, l'admission du commerce de » l'Angleterre dans ses ports, ses armements, qui menaçaient » d'envahir le duché de Varsovie, enfin sa protestation sur le » pays d'Oldenbourg anéantirent l'alliance. »

Le même ministre fit un autre rapport sur la Prusse. Il y disait que cette puissance avait appris avec beaucoup de regret les agressions de la cour de Saint-Pétersbourg, à qui elle avait fait vainement des représentations; que voyant cette *fatalité*, qui depuis dix ans avait entraîné l'Europe, peser aussi sur la Russie, elle avait demandé *franchement*, dès le mois de mai 1811, à s'unir à la France par un traité d'alliance.

Ainsi deux puissances, qui n'existaient encore que parce que la Russie leur avait prêté son appui, s'armèrent contre elle en faveur du conquérant farouche qui les avait dépouillées. Telle était cependant la position critique où elles se trouvaient, qu'on ne pouvait guère les accuser d'ingratitude. C'était du moins à leur propre conservation qu'elles sacrifiaient leur reconnaissance; mais ce ne devait pas être pour long-temps.

(1) M. de Pradt rapporte, dans son *Ambassade à Varsovie*, une conversation qu'il prétend avoir eue avec Napoléon,

daient, et lui promettaient de plus douces jouissances. Son instinct féroce l'emportait encore sur sa vanité, tout outrée qu'elle était.

---

et qui, dans le fait, offre tous les caractères de la vérité. Comme elle expose en partie le plan que le grand homme avait conçu pour son expédition de Russie, nous croyons ne pouvoir nous dispenser d'en citer quelques traits.

Après lui avoir annoncé qu'il se proposait de l'envoyer en ambassade en Pologne, Napoléon dit à M. l'archevêque de Malines, dans ce style burlesque qu'il employait si souvent : « Allez, faites, je vous essaie ; vous pensez bien que ce n'est » pas pour dire la messe (*) que je vous ai fait venir. Il faut » tenir un état immense..... Soignez les femmes ; c'est essen- » tiel dans ce pays. Vous devez savoir la Pologne ; vous avez lu » Rulhières..... Dans quinze jours on a des cuisiniers. Pour » moi, je vais battre les Russes ; la chandelle brûle ; à la fin de » septembre il faut avoir fini ; *peut-être* y a-t-il déjà du temps de » perdu. Je m'ennuie ici. Depuis huit jours je suis à faire le » galant, le petit Narbonne auprès de l'impératrice d'Autri- » che..... Je vais à Moscou ; une ou deux batailles en feront » la façon. *L'empereur Alexandre se mettra à genoux* (**). » Je brûlerai Toula ; voilà la Russie désarmée. On m'y attend. » Moscou est le cœur de l'empire. D'ailleurs je ferai la guerre » avec du sang polonais. Je laisserai cinquante mille Français » en Pologne ; je ferai de Dantzick un Gibraltar. Je donnerai » 50,000,000 par an de subside aux Polonais ; ils n'ont point

(*) Le jour de la Trinité, M. l'archevêque de Malines célébra la messe pontificalement à Dresde, dans la chapelle de la cour. Napoléon y assista.

(**) Il ne s'y est pas mis, et Napoléon est à Ste.-Hélène

Napoléon, après avoir passé en revue les différentes divisions de son armée, porta son quartier-général à Wilkowisky, ville située à l'extrémité du duché de Varsovie, et peu éloignée du Niémen. Il y fit mettre à l'ordre du jour la proclamation suivante, qui lui servit de déclaration de guerre :

« SOLDATS !

» La seconde guerre de Pologne est com-
» mencée : la première s'est terminée à Fried-
» land et à Tilsitt. A Tilsitt, la Russie a juré
» éternelle alliance à la France, et guerre à
» l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses ser-
» ments ; elle ne veut donner aucune explica-
» tion de son étrange conduite, que les aigles
» françaises n'aient repassé le Rhin, laissant,
» par-là, nos alliés à sa discrétion (1).

» d'argent ; je suis assez riche pour cela. Sans la Russie, le
» système continental n'est qu'une bêtise. L'Espagne me coûte
» bien cher ; sans elle je serais le maître de l'Europe. Quand
» cela sera fait, mon fils n'aura qu'à s'y tenir ; il ne faudra pas
» être bien fin pour cela. »

(1) Le deuxième bulletin fut accompagné de plusieurs pièces officielles, dont la première était une lettre du ministre des relations extérieures, duc de Bassano, au comte de Romanzoff, chancelier de Russie. C'est une récapitulation de tout ce qui s'était passé depuis le traité de Tilsitt ; récapitulation faite de la

» *La Russie est entraînée par la fatalité!*
» *ses destins doivent s'accomplir!* Nous croi-
» rait-elle donc dégénérés ? Ne serions-nous

---

manière la plus astucieuse et probablement dans le dessein de servir de manifeste. La seconde pièce est vraiment curieuse. C'est une lettre du même duc de Bassano au lord Castlereagh, secrétaire d'état pour les affaires étrangères de S. M. B. Napoléon y faisait proposer la paix à l'Angleterre. Voici quelles devaient en être les bases : « L'intégrité de l'Espagne serait garantie ; la France renoncerait à toute extension du côté des Pyrénées ; la dynastie actuelle serait déclarée indépendante, et l'Espagne régie par une constitution nationale des cortès ; l'indépendance et l'intégrité du Portugal seraient également garanties, et la maison de Bragance régnerait ; le royaume de Naples resterait au roi de Naples ; le royaume de Sicile serait garanti à la maison actuelle de Sicile. Par suite de ces stipulations, l'Espagne, le Portugal et la Sicile seraient évacués par les troupes françaises et anglaises de terre et de mer. Quant aux autres objets de discussion, ils pouvaient être négociés sur cette base : que chaque puissance garderait ce que l'autre ne pouvait lui ôter par la guerre. » Mylord Castlereagh répondit que le prince Régent desirait savoir préalablement ce qu'on entendait par ce passage : « La dynastie actuelle serait déclarée indépendante et l'Espagne régie par une constitution nationale des cortès. » Ce ministre poursuivait de la sorte : « Si, comme S. A. R. le » craint, le sens de cette proposition est que l'autorité royale » d'Espagne et son gouvernement, établi par les cortès, seront » reconnus comme résidant en la personne du frère du chef » du gouvernement français et les cortès formés sous son au- » torité, et non dans le souverain légitime, Ferdinand VII et

» plus les soldats d'Austerlitz ? Elle nous place » entre le déshonneur et la guerre : le choix ne » saurait être douteux. Marchons donc en

---

» ses héritiers, et l'assemblée extraordinaire des cortès mainte- » nant investie du pouvoir du gouvernement dans le royaume, » en son nom et sous son autorité, il m'est ordonné de décla- » rer franchement et explicitement que des engagements de » bonne foi ne permettent pas à S. A. R. de recevoir une pro- » position de paix fondée sur une telle base. »

On concevra facilement qu'il n'y eut pas de réplique à cette réponse. Napoléon a eu trop de peine à renoncer à l'Espagne après les plus grands revers, et lorsqu'une telle résolution lui eût peut-être conservé la couronne, pour le faire au milieu du déploiement des plus grandes forces qu'il eût jamais rassemblées.

Quant au comte de Romanzoff, il répondit que le prince Kourakin avait reçu des instructions qui lui fournissaient les moyens de terminer tous les différends. Cet ambassadeur avait ordre d'insister sur l'évacuation de la Prusse et de la Poméranie suédoise par les troupes françaises et sur la réduction de la garnison de Dantzick. La Russie promettait en même temps de faire dans le tarif de ses douanes les modifications que la France pourrait desirer pour l'avantage de son commerce; elle consentait aussi à conclure un traité d'échange convenable pour le duché d'Oldenbourg. Des propositions si modérées parurent un outrage à Napoléon. Son ministre ne répondit point au prince Kourakin, qui, au bout de quinze jours d'attente, crut devoir demander ses passe-ports. Alors le duc de Bassano lui écrivit pour savoir s'il avait des pleins-pouvoirs. L'ambassadeur répondit qu'il se croyait suffisamment

» avant ; passons le Niémen ; portons la guerre » sur son territoire. La seconde guerre de Po- » logne sera glorieuse aux armes françaises » comme la première ; mais la paix que nous » conclurons, portera avec elle sa garantie, » et mettra un terme à cette orgueilleuse in- » fluence que la Russie a exercée, depuis cin- » quante ans, sur les affaires de l'Europe. »

Était-ce à Napoléon qu'il appartenait de faire un pareil reproche ? Mais il croyait pouvoir tout se permettre, en se voyant à la tête de la

---

autorisé à signer une convention fondée sur les bases qu'il avait proposées, et que, d'après la connaissance qu'il avait des intentions de l'empereur son maître, il était persuadé qu'elle serait ratifiée. Cette dernière lettre demeura également sans réponse. Napoléon et son ministre quittèrent Paris, et, le 12 juin, ce dernier fit expédier, de Thorn, les passe-ports que le prince Kourakin avait demandés. Cependant, pour sauver un peu les apparences, on eut recours à une petite finesse diplomatique. On feignit de croire que le prince Kourakin *avait beaucoup pris sur lui* en demandant ses passe-ports, et on écrivit à l'ambassadeur de France, le comte de Lauriston, pour lui donner ordre de se rendre vers l'empereur Alexandre ou son chancelier ; mais en même temps on coupa les communications avec la Russie. Alexandre, indigné, refusa de recevoir Lauriston, qui bientôt demanda et obtint aussi ses passe-ports. Napoléon affecta un grand courroux de ce refus, et donna l'ordre de passer le Niémen. Pour nous servir d'une expression qui lui était familière, la fatalité l'entraînait.

plus belle armée qui ait jamais existé. Selon les rapports les plus authentiques, elle consistait en dix corps d'infanterie, de vingt mille hommes chacun, et en trois corps de cavalerie de la même force, ce qui, joint à quarante mille hommes de la garde, à l'artillerie, au génie et aux équipages, formait un total de quatre cent mille combattants, parmi lesquels on comptait trois cent mille Français. Cette armée traînait à sa suite douze cents bouches à feu et plus de dix mille caissons ou voitures de bagages. Les troupes qui la composaient, étaient de la plus grande beauté; presque toutes avaient fait la guerre; et celles qui étaient de nouvelle levée, ne montraient pas moins d'ardeur que les vieilles bandes.

L'armée russe, que l'armée française avait en tête, était divisée en deux parties, désignées sous les noms de première et de deuxième armées de l'ouest. L'une était sous le commandement du général Barclay de Tolly, et l'autre sous celui du prince Bagration. On ne dit pas quelle en était la force; mais on peut conjecturer qu'elle était bien moindre que celle de l'armée française. Le 25 juin, cette dernière armée tout entière avait passé le Niémen sans avoir éprouvé aucun obstacle. Elle avait continué sa marche, et en

quatre jours elle était parvenue à Wilna, capitale de la Lithuanie. Elle avait eu déjà beaucoup à souffrir, en traversant un pays peu fertile et peu habité. Les pluies avaient rendu les chemins presque impraticables ; et ce ne fut qu'avec les plus grands efforts qu'on put transporter l'artillerie et les équipages. Il périt un très grand nombre de chevaux, dont une température humide et chaude putréfia bientôt les corps, ce qui occasionna beaucoup de maladies. Enfin les pluies durèrent plusieurs semaines, et firent un mal considérable à l'armée.

On trouva affiché sur les murs de Wilna une proclamation que l'empereur Alexandre avait adressée à ses sujets. Après avoir rappelé tous les efforts qu'il avait faits pour maintenir la paix, ce prince disait : « Il ne nous reste plus, » en invoquant à notre secours le Tout-Puis- » sant, témoin et défenseur de la vérité, qu'à » opposer nos forces aux forces de l'ennemi. Il » n'est pas nécessaire de rappeler aux com- » mandants, aux chefs des corps et aux sol- » dats, leur devoir et leur bravoure ; le sang des » valeureux Slavons coule dans leurs veines. » Guerriers! vous défendez la religion, la patrie » et la liberté. Je suis avec vous. Dieu est » contre l'agresseur. » Quel contraste entre ce

ton religieux, noble et calme, et la présomption, l'arrogance et la forfanterie qui caractérisaient les discours et les écrits de Napoléon !

Cependant la diète de Varsovie s'était constituée en confédération générale, et avait déclaré le rétablissement du royaume de Pologne. La première démarche de cette assemblée fut d'envoyer des députés vers Napoléon, pour lui demander sa sanction et solliciter sa puissante protection. « Sire, dites *le royaume de Pologne existe*, et ce décret sera pour le monde » l'équivalent de la réalité ! » s'écrièrent les ambassadeurs. La position des Polonais peut, jusqu'à un certain point, faire excuser un tel discours ; mais quoique Napoléon ne fût pas insensible à la plus grossière flatterie, il fit à la députation une réponse entortillée et ambiguë, qui parait avoir glacé les partisans de l'indépendance de la Pologne. Il dit : « Polonais, je penserais et j'agirais comme vous; » j'aurais voté, comme vous, dans l'assemblée » de Varsovie : l'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé..... J'aime » votre nation. Depuis seize ans, j'ai vu vos » soldats à mes côtés, sur les champs d'Italie » comme sur ceux d'Espagne. J'applaudis à » tout ce que vous avez fait. J'autorise tous les » efforts que vous voulez faire. Tout ce qui dé-

» pendra de moi pour seconder vos résolutions, » je le ferai. » Il recommanda ensuite l'unanimité, de façon à faire juger qu'elle n'existait pas parmi les Polonais, du moins quant au point que probablement il avait le plus à cœur. Il dit aussi qu'il avait garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses états. Sa mauvaise foi paraît ici à découvert; car dans le traité d'alliance, prétendue défensive, qu'il venait de conclure avec ce monarque, il y avait des articles secrets par lesquels il s'engageait à lui rendre les provinces Illyriennes en échange de la plus grande partie de la Gallicie. Il est donc vraisemblable que Napoléon ne s'était proposé de rétablir le royaume de Pologne, que pour en joindre la couronne à celles dont sa tête était déjà surchargée, et qu'il fut piqué qu'on ne la lui eût pas offerte. Il lui eût été facile d'obtenir l'adhésion de son allié le roi de Saxe, qui, probablement n'aurait pas été disposé à la lui refuser, et à qui le duché de Varsovie était plutôt onéreux qu'utile; mais il paraît qu'un grand nombre de Polonais voulaient bien de Napoléon pour libérateur et pour appui, et non pour maître. Dans le fait, leur caractère et le sien étaient trop incompatibles pour que la bonne intelligence eût pu subsister long-temps entr'eux. Cet esprit d'indépendance qui, en Pologne,

a été si souvent poussé jusqu'à la licence, n'aurait pu plier sous un despotisme extravagant et fréquemment voisin de la tyrannie.

Ce fut à Ostrownovo, à six lieues de Vitepsk, que le premier combat remarquable fut livré. Le 26 juillet, on rencontra l'ennemi qui était en position devant cette ville. On l'attaqua vivement, et, malgré tous ses efforts pour résister à l'impétuosité des troupes françaises, il fut culbuté en peu de temps; mais il fit sa retraite avec beaucoup d'ordre, et on ne put lui enlever ni artillerie ni équipages. Le lendemain, on l'atteignit encore. Il était posté à une lieue d'Ostrownovo, entre des bois qui rendaient l'attaque très difficile. Cependant, après une défense opiniâtre, il fut forcé de céder le terrain. On le poursuivit très vivement, et, le 28 juillet, l'armée française, après une affaire peu sérieuse, entra dans Vitepsk, où le quartier-général s'établi. Presque tous les habitants s'étaient enfuis, emportant avec eux autant de vivres qu'ils l'avaient pu; et les Russes, en se retirant, avaient brûlé tous les magasins. Aussi la disette commença-t-elle déjà à se faire sentir.

La Lithuanie se trouvait alors entièrement conquise; l'aile droite de l'armée était entrée à Mohilow, et la gauche s'étendait jusqu'à Riga.

Poursuivis dans toutes les directions, les Russes avaient été rejetés jusqu'au-delà de la Dwina, d'un côté, et du Dniéper de l'autre. Cependant, quoique battus et forcés partout, ils étaient parvenus à se concentrer sans avoir perdu ni artillerie, ni équipages; partout ils brûlaient les magasins, coupaient les ponts, ruinaient le pays, et mettaient tout en œuvre pour ralentir les progrès de l'ennemi.

L'armée française, qui avait besoin de repos après une marche de quatre-vingts lieues, durant laquelle elle avait manqué de beaucoup de choses, fit quelque séjour à Vitepsk, où l'on s'occupa avec activité à pourvoir à ses besoins. Les forces principales des Russes étaient réunies sur la rive droite du Dniéper, et couvraient Smolensk. Le comte Barclay de Toliy, qui commandait leur armée, fut remplacé à cette époque par le prince Koutouzoff, qui arrivait de l'armée de Turquie. Ce général était âgé de soixante-quinze ans, et jouissait d'une haute réputation militaire parmi ses compatriotes. Il conservait tout le feu de la jeunesse, et était doué d'une grande présence d'esprit. Koutouzoff apportait la ratification du traité de paix qu'il venait de conclure avec la Porte-Ottomane, et qui permettait d'employer, contre l'armée française, les troupes qui avaient com-

battu les Turcs. Enfin un corps nombreux, qui était aux ordres du comte de Wittgenstein, couvrait le chemin de Saint-Pétersbourg.

Indépendamment de ces forces régulières, les Russes organisaient une insurrection générale, et annonçaient qu'ils étaient déterminés à faire les plus grands sacrifices pour arrêter l'invasion. L'empereur Alexandre, afin de ranimer l'esprit de ses troupes, qu'une retraite si prompte avait découragées, fit répandre le bruit qu'elle entrait dans le plan qui avait été conçu pour la délivrance du pays, et déclara qu'il était, plus que jamais, déterminé à le suivre (1). Les habitants furent sommés en même temps d'abandonner leurs maisons, et

---

(1) La proclamation qui fut faite à cette occasion finissait par le passage suivant, qu'un caractère antique et religieux rend des plus remarquables :

« Noblesse russe, c'est toi qui, dans tous les temps, a sauvé » la patrie! Saint synode et clergé, ce sont vos ferventes » prières qui ont aussi, dans tous les temps, fait descendre sur la » Russie les bénédictions du Ciel! Et toi, nation russe, illus- » tre descendance des valeureux Slaves, souvent tu as fait » trembler les tigres et les loups prêts à te dévorer! aujour- » d'hui que vous vous réunissez tous, la croix du Sauveur dans » le cœur et le glaive à la main, aucune force humaine ne pourra » vous résister. »

de tout détruire à la première apparition des Français. Des officiers furent envoyés en différentes provinces pour enlever les subsistances qui excéderaient les besoins du moment. Toutes les récoltes sur pied devaient être sacrifiées, ainsi que les magasins particuliers de marchandises et de provisions, que le gouvernement promettait de rembourser ; et les magistrats étaient responsables de l'exécution de ces mesures rigoureuses. Enfin les Russes ne négligeaient rien non plus pour débaucher les Allemands et autres étrangers qui servaient dans l'armée française; et, en peu de temps, ils en comptèrent un grand nombre dans leurs rangs.

Le 12 août, le comte de Wittgenstein attaqua, en avant de Polosk, le deuxième corps de l'armée française, qui était commandé par le maréchal duc de Reggio. Le combat se soutint avec acharnement durant trois jours, au bout desquels les Russes furent enfin obligés de céder le terrain.

Le 8, dix mille hommes de cavalerie russe tombèrent sur le village d'Inkonovo, où se trouvait une partie du troisième corps de la cavalerie française, qui fut forcé de se retirer avec précipitation. Cette attaque inopinée porta Napoléon à lever ses quartiers pour marcher à l'ennemi. Deux jours après, tous les

corps, formant le centre de l'armée, furent dirigés vers le Dniéper, l'ancien Borysthène, qui fut franchi dans la nuit du 13 au 14, sans aucune opposition. La cavalerie, soutenue par le troisième corps, s'avança sur-le champ vers Krasnoï. Une forte division russe, postée en avant de cette ville, voulut arrêter la marche de l'avant-garde française; mais on l'attaqua si vivement, qu'elle fut forcée de se replier sur Krasnoï, où elle se défendit encore. Plusieurs charges de cavalerie eurent lieu de part et d'autre. Les Russes se battirent avec acharnement, et ce ne fut qu'après avoir disputé long-temps le terrain, qu'ils se retirèrent, ce qu'ils firent avec ordre et sans avoir été enfoncés. L'armée française, après cette affaire, qui fut assez sérieuse, ne rencontra plus d'obstacles; et, le 16, elle arriva sur les hauteurs qui avoisinent Smolensk.

Cette ville, l'une des plus belles et des plus considérables de la Russie, était considérée comme le boulevard de Moscou. Elle était entourée d une enceinte de murailles, hautes de vingt-cinq pieds, construites en briques, crénelées et flanquées de grosses tours. Trente mille hommes en composaient la garnison. Les forces principales de l'armée russe, placées sur la rive droite du fleuve, couronnaient les hau-

teurs qui dominent cette ville, avec laquelle elles entretenaient une communication facile, au moyen de plusieurs ponts.

L'armée française demeura en observation pendant la moitié de la journée du 17. Napoléon reconnut la place ainsi que la position de l'ennemi, et fit toutes ses dispositions pour attaquer. Le but de ses manœuvres était de couper la communication entre la ville et l'armée russe. Une canonnade terrible s'engagea d'une rive du fleuve à l'autre. Une batterie de soixante pièces de canons, dressée sur un plateau dont les Français s'étaient emparés, et d'où ils pouvaient battre le premier pont, vomissait perpétuellement une grêle de boulets contre les masses de troupes ennemies postées à l'opposite. Deux faubourgs retranchés, qui étaient à deux cents toises des remparts, furent attaqués avec une vivacité incroyable, et emportés à la bayonnette après une longue canonnade. Les assaillants dirigèrent ensuite tous leurs efforts contre le corps de la place. Des batteries de pièces d'un gros calibre, placées sur les points dominants, battirent les murs en brèche. Enfin des bombes et des obus, lancés dans la ville sans interruption, y mirent le feu de toutes parts.

Cependant des troupes fraîches étant venues,

de la rive droite du fleuve, renforcer celles qui défendaient la place, le combat se soutint opiniâtrément. Les Russes s'obstinaient à tenir dans une ville embrasée, sous le feu d'artillerie le plus meurtrier, et quoique les mineurs fussent déjà attachés aux remparts. Des tourbillons de flammes et de fumée s'élevaient du sein de la malheureuse Smolensk, spectacle qui fut plus effrayant encore lorsque la nuit fut venue. Le bruit du canon ne couvrait qu'imparfaitement le fracas épouvantable qu'occasionnait la chute des édifices. Enfin, à une heure après minuit, la garnison, reconnaissant l'impossibilité de se maintenir dans la place, passa le fleuve pour aller rejoindre son corps d'armée sur la rive droite, et brûla les ponts. Ce mouvement n'ayant point été aperçu, à deux heures on donna l'ordre de livrer l'assaut. Les soldats s'élancèrent sur les brèches; mais ils n'éprouvèrent aucune résistance, et entrèrent dans la ville. On n'y trouva pas un seul habitant, et les magasins immenses, qu'elle contenait quelques heures auparavant, étaient devenus la proie des flammes. Le carnage fut affreux: les Français eurent six mille hommes de tués et plus de dix mille blessés. La perte fut à peu près la même pour les Russes, qui firent leur retraite, sur la route de Moscou,

avec beaucoup d'ordre et de lenteur, emmenant avec eux leurs blessés et leurs équipages. Ils prirent ensuite position sur les hauteurs de Valontina, qui commandaient la route, et aboutissaient, de chaque côté, à des bois. Il s'engagea une forte canonnade; et, après deux heures d'un combat indécis, deux divisions françaises reçurent l'ordre de se porter, au pas de charge, sur le centre de la position de l'ennemi. Ce mouvement fut exécuté avec succès, et les hauteurs furent enlevées, non sans un carnage affreux.

Après cette affaire, Napoléon reporta son quartier-général à Smolensk, ce qui fit croire qu'il voulait cesser la poursuite. Son armée, qui s'affaiblissait journellement par les combats et les maladies, se trouvait dans un pays désert et complètement ruiné. Il était impossible qu'elle s'y arrêtât long-temps, et il devenait urgent de prendre des mesures pour lui assurer des subsistances. On ne tarda pas à être détrompé sur les intentions qu'on prêtait si gratuitement à Napoléon, qui, peu de jours après le combat de Valontina, fit reprendre l'offensive et continuer la marche sur la route de Moscou.

Jusqu'au 30 du mois d'août, il y eut plusieurs combats dont le succès fut toujours favo-

rable à l'armée française, qui, ce jour même, entra dans Viasma, ville considérable et bien bâtie, à laquelle les Russes, comme ils le faisaient partout en se retirant, avaient mis le feu. On parvint cependant à arrêter l'incendie et à sauver quelques maisons.

Les Français, pressés par la famine, poursuivaient leur marche avec la plus grande vitesse, et ne laissaient pas aux Russes un instant de repos. Le 4 septembre, une forte reconnaissance fut poussée en avant. Ayant rencontré des forces supérieures, elle se retira en désordre, et vint annoncer que l'ennemi, posté sur la Kologha, paraissait disposé à conserver sa position.

Le lendemain, à cinq heures du matin, toutes les colonnes de l'armée française s'ébranlèrent. Elles continuèrent leur marche jusqu'à deux heures après-midi, qu'on découvrit l'armée russe retranchée sur la rive gauche de la Kologha. Sa droite s'étendait vers la Moskowa, et sa gauche s'appuyait sur des hauteurs garnies de bois et défendues par des redoutes formidables.

Napoléon, ayant reconnu la position de l'ennemi, fit attaquer sur-le-champ un mamelon fortifié, qui fut enlevé au bout de deux heures d'un combat très vif. Toute la journée

du 6 se passa en reconnaissances de part et d'autre, et en dispositions d'attaque de la part des Français. Les deux armées étaient à peu près de force égale, chacune d'elles se composant d'environ cent trente mille combattants.

Le 7, à deux heures du matin, Napoléon réunit ses maréchaux sur la redoute qui avait été emportée la veille. Il leur donna ses instructions; puis on lut à l'armée, qui était sous les armes, l'ordre du jour suivant :

« Soldats !

» Voici la bataille que vous avez tant de-
» sirée! Désormais la victoire dépend de vous ;
» elle vous est nécessaire ; elle vous donnera
» l'abondance, de bons quartiers d'hiver, et un
» prompt retour dans la patrie. Conduisez-
» vous comme à Austerlitz, à Friedland, à
» Witespk, à Smolensk; que la postérité la
» plus reculée cite avec orgueil votre conduite
» dans cette journée, et qu'on dise de vous :
» ils étaient à cette grande bataille sous les
» murs de Moscou. »

A six heures du matin, l'artillerie donna le signal du combat. L'astre du jour se leva radieux, et Buonaparte s'écria, dit-on : *C'est le soleil d'Austerlitz !* C'était celui du moins, qui,

devait éclairer son dernier triomphe (1). Tous les efforts des Français furent dirigés d'abord contre la gauche de l'ennemi, qui fut tournée. La gauche de l'armée française s'étant portée en avant, marcha contre le village de Borodino, dont elle s'empara. A sept heures, le maréchal Ney (2) attaqua le centre de la position de l'ennemi. Alors l'affaire devint générale, et de chaque côté, mille pièces de canon vomirent la mort avec un fracas épouvantable. Après quatre heures d'un combat opiniâtre et des plus sanglants, les Russes furent enfoncés et chassés des redoutes qu'ils avaient élevées en avant de leur gauche et de leur centre. Cependant ils parvinrent, après le premier choc, à se remettre en ligne sous le canon même des Français, et ils s'avancèrent en colonnes serrées pour reprendre leurs retranchements. Trois cents bouches à feu, et plusieurs charges de cavalerie, portèrent la mort dans leurs rangs; et, malgré des efforts prodigieux, ils furent repoussés de nouveau.

---

(1) Les avantages que Napoléon a obtenus les deux années suivantes, en Allemagne et en France, ne peuvent être comparés aux victoires qu'il avait remportées auparavant, et n'ont fait que retarder sa chute.

(2) Ce maréchal, qui contribua éminemment au succès de la journée, fut en conséquence créé prince de la Moskowa.

Les positions de droite de l'ennemi furent attaquées ensuite; on les enleva en peu d'instants; mais bientôt, assaillis par des forces supérieures, les Français en furent chassés à leur tour. Les Russes, encouragés par ce succès, se précipitèrent sur le centre de l'armée française; et le combat se ranima avec furie. Des troupes fraîches se portèrent contre les colonnes ennemies, qui restèrent long-temps immobiles et indécises sous le feu de cent pièces de canon. La cavalerie française les ayant alors chargées, se fit jour à travers leurs rangs, et les mit en déroute.

Telle fut cette bataille mémorable de la Moskowa, à laquelle les Russes donnent le nom de Borodino, et dont le gain fut plus funeste aux vainqueurs, que ne l'eût été la défaite la plus sanglante, puisqu'en leur livrant Moscou, cette fatale victoire leur a fait perdre le temps nécessaire pour opérer leur retraite.

Le 14 septembre, l'armée française parut devant l'ancienne capitale de la Moscovie, que les Russes révéraient à un tel point, qu'ils la qualifiaient de ville sainte et de Jérusalem nouvelle. Il y régnait le plus profond silence. L'ordre de l'évacuer entièrement avait été donné par le gouverneur comte de Rostopchin, et presque tous les habitants avaient obéi. Le petit nombre

de ceux qui étaient restés, et qui étaient ou des français, ou d'autres étrangers, s'étaient barricadés dans leurs maisons. S'il y avait quelques créatures humaines dans les rues, c'étaient des vieillards et des enfants, ou des hommes de la lie du peuple. Les églises étaient ouvertes et les autels parés comme aux jours des plus grandes solennités. Mille flambeaux y brûlaient en l'honneur des saints, sous le nom desquels ces temples étaient consacrés, et ils attestaient que, jusqu'à leur départ, les pieux Moscovites n'avaient cessé de les invoquer (1).

Buonaparte, qui s'était arrêté à l'une des portes de la ville, où il attendit que les magistrats vînssent le complimenter, n'ayant vu paraître personne, remit son entrée au lendemain. Elle se fit sans aucun appareil et par un temps nébuleux, ce qu'il fut loin, sans doute, de considérer comme un sinistre présage. Il n'en connaissait encore que de favorables, quoique déjà la fortune l'eût abandonné.

---

(1) Dans les premiers moments, des patrouilles nombreuses furent commandées pour parcourir la ville, et, à la lueur des feux qui s'élevaient de tous côtés, elles ne tardèrent pas à entrevoir des hommes couverts de lambeaux, qui couraient de place en place, et s'introduisaient dans les maisons pour y allumer les matières les plus inflammables.

Les Russes, en se retirant, avaient mis le feu à la Bourse, vaste et superbe édifice qui renfermait quantité de marchandises de prix. Dans la nuit du 14 au 15, un autre incendie éclata; mais on parvint à l'éteindre. Peu de temps après, des flammes s'élancèrent de toutes parts, et un vent violent, qui s'éleva le 16, à neuf heures du matin, en favorisa les progrès, auxquels les Français, étonnés de l'apathie que montraient le peu d'habitants restés dans la ville, n'opposèrent plus aucun obstacle.

L'embrasement alors devint général, et il dura six jours consécutifs. L'atmosphère était transformée en une voûte de feu, sous laquelle s'élevaient continuellement des tourbillons de fumée. Différents effets de lumière se succédaient rapidement sur ce vaste théâtre, dont l'embrasement offrait un caractère surprenant de majesté et de désolation. Mais ce n'était point une vaine illusion; partout on entendait les cris des malheureux atteints par les flammes et les rugissements des chevaux et des autres animaux domestiques qui se débattaient au milieu des habitations enflammées.

Buonaparte, qui s'était logé au Kremlin, put, comme un autre Néron, suivre des yeux les progrès de l'incendie; mais lorsqu'on lui eût annoncé qu'on venait d'arrêter des misérables

qui cherchaient à mettre le feu en plusieurs endroits de ce palais, il se retira dans celui de Peterskoé, qui était situé hors de la ville.

On avait présumé d'abord que l'incendie de Moscou était occasionné, soit par quelque accident, soit par l'imprévoyance des habitants qui avaient laissé du feu dans leurs maisons, soit par la négligence des soldats; mais on ne tarda pas à reconnaître que cette catastrophe était l'effet d'un calcul suggéré par le désespoir. Le gouverneur, comte de Rostopchin, avait formé un corps d'incendiaires, composé d'agents de la police, de cosaques déguisés, de malfaiteurs à qui on avait rendu la liberté, et même, dit-on, de quelques étudiants en théologie, à qui l'on avait persuadé qu'ils feraient une action méritoire en livrant la ville sainte aux flammes, pour empêcher qu'elle ne fût profanée (1). On rapporte aussi que le pre-

---

(1) Malgré le nombre considérable de personnes qui se réfugiaient journellement à Moscou, les habitants de cette ville furent tenus long-temps dans l'erreur sur la situation des choses. Le gouverneur leur protestait que, si le péril devenait imminent, il les en instruirait. Il avait coutume de leur dire : « Soyez tranquilles ; jamais les Français ne verront la tour d'Ivan. » La bataille de la Moskowa fut livrée, et, loin qu'on en fît connaître le véritable résultat, des salves d'artillerie et

mier qui, dans la nuit du 14 et 15 septembre, s'arma d'une torche enflammée, fut un carrossier, possesseur d'une immense quantité de voitures, auxquelles il mit le feu, afin qu'elles ne pussent être utiles à l'ennemi. Les deux tiers d'une des plus grandes cités du monde ne tardèrent donc pas à être réduits en cendres. Moscou vit disparaître ses édifices fastueux, ses coupoles dorées, les flèches de ses nombreuses églises, ses couvents, ses palais, ses hôtels magnifiques (1), ses bibliothèques, ses musées, et ses jardins délicieux tracés à l'imitation des jardins de Schiraz et d'Ispahan, tous ces asiles des sciences, des arts, des plaisirs et du goût,

---

des réjouissances publiques annoncèrent une victoire éclatante. Lorsqu'il ne fut plus possible de dissimuler, et que le général en chef eût réclamé l'exécution des mesures secrètes qui avaient été concertées d'avance, le gouverneur publia la marche victorieuse des Français, et ordonna à tous les habitants de se retirer, sous peine d'encourir la disgrâce de l'empereur et d'être considérés comme traîtres à la patrie. Il paraît qu'on eut peu de temps pour se préparer: car on trouva une infinité de maisons où tout annonçait qu'on ne faisait que de les quitter. Ce fut seulement après l'évacuation qu'on ouvrit les prisons, et qu'on remit aux malfaiteurs les mèches au moyen desquelles ils devaient mettre le feu.

(1) Il y avait à Moscou seize cents églises, mille palais et hôtels en pierre, et huit mille maisons en bois.

les chefs-d'œuvre des artistes les plus célèbres, et les fruits de la munificence de tant de souverains. Mais les flammes qui dévorèrent les édifices, allumèrent la vengeance dans le cœur des Russes; et son ardeur fut entretenue avec soin par les prédications des prêtres, par les discours du patriarche Platow, qui était âgé de près de cent ans, et par les proclamations énergiques du comte Rostopchin.

On arrêta quelques malheureux occupés à propager l'incendie, à l'aide de pièces d'artifice. Buonaparte les fit fusiller (1); et leur supplice n'empêcha pas qu'ils ne trouvassent des imitateurs. On fit les plus cruelles menaces aux habitants de la campagne, qui livraient aussi aux flammes leurs propres villages. On les voyait, tenant d'une main leur femme ou quelqu'un de leurs enfants, et de l'autre un flambeau allumé, mettre le feu à leurs chaumières, à leurs meubles et à leurs vivres. Ils marchaient à la suite de l'armée, jusqu'à ce qu'ils eussent

(1) Il paraît que les incendiaires étaient au nombre de trois mille, qu'il y en eut cinq cents de mis à mort, et que les autres furent conduits, comme prisonniers de guerre, sur les derrières de l'armée. On avait donné l'ordre de tuer ces derniers, lorsque, épuisés de fatigues, ils ne pourraient plus continuer leur route; et leurs cadavres jonchaient les chemins.

trouvé un lieu de sûreté où ils pussent déposer leur famille, puis ils se joignaient aux combattants, ou allaient massacrer les Français sur les ruines de leurs habitations. Plusieurs starostes et notables furent traduits devant Buonaparte, qui leur enjoignit de maintenir la tranquillité dans leurs cantons, leur disant qu'il les en rendait responsables sur leurs têtes. Ces courageux et fidèles sujets lui répondirent qu'ils ne pouvaient recevoir ses ordres, et qu'ils étaient liés par leur serment de fidélité envers l'empereur Alexandre.

La ville de Moscou, quoique incendiée, renfermait encore des richesses immenses, fruits de son commerce avec l'Europe et l'Asie. Elles furent livrées au pillage (1), ce qui n'empêcha pas que bientôt les vainqueurs ne fussent plongés dans la plus profonde misère. La plupart des soldats n'avaient plus que des lambeaux pour vêtement. La garde impériale seule conservait un maintien militaire. La famine ne tarda pas non plus à faire éprouver ses horreurs, et elle s'accrut au point qu'il ne fut plus possible de se procurer un morceau de pain. Il y

(1) On trouva beaucoup de marchandises, telles que de l'huile, de la viande et du poisson salés, des vins, de l'eau-de-vie, et une prodigieuse quantité de sucre et de café.

avait des luttes continuelles entre les Français et les Russes, dans les jardins et dans les champs où l'on pouvait recueillir encore quelques racines.

Il serait difficile de croire que, sous un prince humain, tel que l'empereur Alexandre, on eût pu, sans les motifs les plus puissants, ordonner une mesure aussi terrible que l'incendie de Moscou, dont on a cependant révoqué en doute l'utilité. On a prétendu qu'il n'était point nécessaire pour forcer les Français à la retraite. Un témoin oculaire de cette grande catastrophe, M. Labaume, qui a publié un livre intéressant sur la campagne de Russie, nous semble détruire complètement cette objection. Moscou, dit-il, était approvisionnée pour huit mois; l'armée française, en l'occupant, pouvait attendre jusqu'au retour du printemps, et rentrer en campagne avec les armées de réserve qui campaient à Smolensk et sur le Niémen; tandis qu'en brûlant cette capitale, on contraignait les Français à faire une retraite précipitée au milieu de la saison la plus rigoureuse. Il n'y avait pas lieu de craindre non plus, poursuit le même auteur, qu'ils prissent position nulle part, puisque leurs ravages avaient fait un désert de tout le pays qu'ils avaient traversé, et que l'imprévoyance habi-

tuelle de Napoléon n'avait rien ménagé pour faciliter leur retour. Il est donc très vraisemblable que ce sacrifice, bien que l'humanité doive en gémir sous plus d'un rapport, en occasionnant la ruine de l'armée de Buonaparte, a été une mesure utile à la Russie et même à l'Europe entière, qui peut dater, de cette époque, le commencement de sa délivrance.

CHAPITRE III.

Retraite de Moscou.

Buonaparte, renfermé dans le Kremlin, où il était revenu après que l'incendie eut cessé d'exercer ses ravages, et dont les portes étaient palissadées et les remparts hérissés de canons, eut recours à ses artifices accoutumés. Il fit croire à ses soldats qu'il allait prendre ses quartiers d'hiver, et que la paix était prochaine. Chaque jour on répandait de faux bruits : Riga s'était rendu ; le maréchal Macdonald était entré à Saint-Pétersbourg et l'avait livré aux flammes; le chemin de Wilna à Smolensk était couvert d'innombrables chariots qui transportaient des vêtements d'hiver et d'autres objets nécessaires à l'armée ; le maréchal Victor s'avançait avec de puissants renforts ; dès le printemps l'armée française devait se trouver tout aussi formidable qu'elle l'était à l'ouverture de la campagne ; si les Russes ne faisaient point la paix, Napoléon partagerait leurs possessions d'Europe en deux grands duchés, sous la dénomination de duché de Smolensk et de duché de St.-Pétersbourg ; et enfin l'empereur Alexan-

dre, si on daignait le laisser sur le trône, ne régnerait plus qu'en Asie.

Tandis qu'on débitait toutes ces impostures, Napoléon faisait des propositions de paix qui étaient rejetées. Cependant il ne désespérait pas encore de traiter à des conditions avantageuses. Aveuglé par ses anciens succès, refléchissant que le gain d'une seule bataille lui avait livré toute la monarchie prussienne; et que deux fois l'Autriche, épouvantée par la conquête de sa capitale, avait souscrit aux sacrifices les plus douloureux, rien ne lui paraissait impossible. Cette confiance en son etoile explique en partie le temps irréparable qu'il perdit sur les décombres d'une ville anéantie. Son indomptable orgueil ne pouvait si tôt se résoudre à plier sous le joug de la necessité : il le fallut cependant. Buonaparte offrit de se retirer à Wiasma, si l'on voulait conclure un armistice ; mais on lui répondit qu'on était surpris de recevoir une telle proposition à l'instant où la guerre allait seulement commencer pour la Russie.

Le prince Koutouzoff, en sortant de Moscou, où il s'était retiré momentanément après la bataille de la Moskowa, s'était porté vers le sud par les routes de Kalouga, de Toula et d'Arel, couvrant ainsi les riches provinces méridionales de la Moscovie. Il avait assis son camp

sur la rive droite de la Nara ; et, dans cette position, il recevait des vivres en abondance. Son armée s'était renforcée de plusieurs régiments d'infanterie, de bataillons de Landwehr, et de quatre-vingts régiments de cosaques du Don, ainsi que des malades et des blessés heureusement rétablis, et d'un nombre infini de volontaires. Il surveillait sans relâche les mouvements de Buonaparte ; il le resserrait journellement dans les environs de Moscou, qui n'étaient plus qu'un désert, et il lui coupait tous les vivres. Chaque jour des milliers de soldats français sortaient de leurs cantonnements, les uns pour découvrir un peu d'or au milieu des ruines, les autres pour chercher des subsistances et des fourrages; mais les forêts et les lieux marécageux étaient remplis de paysans armés qui fondaient à l'improviste sur eux ; et, s'ils en évitaient les coups, ce n'était le plus souvent que pour tomber entre les mains des cosaques. La position de Napoléon devenait donc tous les jours plus critique ; le mécontentement des soldats se déclarait hautement, et l'espoir d'obtenir la paix s'affaiblissait de plus en plus. Enfin il fallut, après un séjour de cinq semaines, se décider à quitter Moscou (1). Avant de commencer sa re-

(1) Le 18 octobre, à la pointe du jour, Murat, qui comman-

traite, Napoléon dit à ses soldats : « Je vais
» vous conduire dans des quartiers d'hiver : si
» je rencontre les Russes, je les battrai ; si je
» ne les rencontre pas, tant mieux pour eux. »
Mais les Russes, quelque formidables qu'ils fussent en ce moment, ne devaient pas être les ennemis les plus terribles pour l'armée française.

Du 15 au 19 octobre, cette armée, qui était réduite à environ cent mille hommes, partit de Moscou et dirigea sa marche vers Kalouga. Elle était suivie d'un nombre de voitures si prodigieux, que, marchant sur huit files, ce qu'un chemin très large permettait de faire, elles

---

dait un corps de quarante mille hommes, posté près du bourg de Taroutino, fut attaqué à l'improviste par une armée russe d'élite et aux ordres du général Benigsen. L'ennemi tomba sur la cavalerie légère dans le temps où elle était à pied, occupée à recevoir des vivres. Cette troupe aurait été entièrement sabrée si Murat n'était accouru à son secours, à la tête de sa grosse cavalerie. Les Français perdirent plus de deux mille hommes, tués ou blessés; et l'ennemi, s'il fallait en croire son rapport, se serait emparé d'un étendard d'honneur, de trente-huit pièces de canon, de quarante chariots de munitions, et de tous les bagages, y compris même ceux de Murat. Quoi qu'il en soit, les bruits de paix que Napoléon avait fait circuler dans son armée, ne pouvant plus se soutenir après cette affaire, il en profita pour donner, le jour même, l'ordre du départ.

couvraient un espace de plus de quatre lieues. Toutes, excepté celles qui étaient consacrées au transport des munitions de guerre, étaient chargées de fourrages, de toutes sortes de vivres, et principalement de farine, de vins, de sucre, de café, de thé et de liqueurs. Elles emportaient aussi les riches dépouilles de Moscou, l'or, l'argent, les fourrures et toutes les choses précieuses que l'incendie avait épargnées.

La température n'était pas encore froide le jour du départ; mais la pluie qui survint le lendemain rendit les chemins très difficiles. Les chevaux, qui étaient mal nourris, n'avaient point de force, et bientôt on fut forcé d'abandonner quantité de voitures. Le soldat manquait déjà de tout en arrivant, le 23, à Borrowsk, lieu qui était entièrement désert, et dont toutes les maisons furent livrées au pillage.

Le 24, à la pointe du jour, une forte canonnade se fit entendre. L'ennemi avait été rencontré à Maloï-Jaroslawetz, où il soutint un combat très vif; et il fut impossible de le forcer à quitter la position formidable qu'il occupait. L'action fut renouvelée le lendemain, et dirigée en personne par Napoléon, dont la garde de service fut tout-à-coup entourée d'une nuée de cosaques poussant des cris épouvantables.

Ils traversèrent le chemin en un instant, frappant de leurs lances tout ce qu'ils rencontraient, et leur impétuosité fut telle qu'on n'eut pas le temps de se mettre en bataille. Il paraît que cette charge, dont la hardiesse fut remarquable, puisqu'elle se fit sur le centre même de l'armée française, avait pour objet d'enlever Buonaparte ; ce qui fut sur le point d'être exécuté. Plusieurs autres charges de cavalerie eurent lieu sur les derrières de l'armée, et les cosaques se montraient partout. Cependant le plateau de Maloï-Jaroslawetz fut emporté après une vive résistance de la part des Russes, qui ne cédèrent le terrain que pied à pied. Les Français eurent quatre mille hommes de tués et un pareil nombre de blessés : « Encore deux com» bats comme celui-ci, disaient les soldats, et » Napoléon n'aura plus d'armée. » Les ennemis, à ce qu'on rapporte, furent plus maltraités encore. Le champ de bataille offrait un spectacle effrayant ; les coteaux et les ravins étaient couverts de morts et de mourants. Au milieu des décombres de la ville, qui avait été incendiée pendant le combat, on découvrait les cadavres torréfiés des malheureux blessés qui s'étaient réfugiés dans les maisons, et que le feu y avait surpris. On pouvait juger par l'expression de leur physionomie et l'affreuse

contraction de leurs membres, des tourments horribles qu'ils avaient soufferts.

Au lieu de poursuivre l'ennemi, comme tout semblait l'annoncer, l'armée fit un mouvement en arrière et se porta, dans la nuit du 26, vers Borrowsk. Cette ville était en feu lorsqu'on y arriva. L'armée en partit le lendemain et s'achemina vers Mojaïsk, pour rejoindre la grande route de Moscou à Smolensk. Comme Napoléon avait gardé le silence sur ses intentions, ce fut seulement alors qu'on put juger que la retraite était décidée.

On franchit avec la plus grande célérité l'espace qui sépare Borrowsk de Mojaïsk. La marche fut si rapide, que les cosaques eurent à peine le temps d'inquiéter l'armée, qui, de la sorte, gagna quinze lieues sur l'ennemi. Elle fut jointe à Mojaïsk par la jeune garde qui avait été laissée à Moscou, avec ordre de faire sauter le Kremlin. On avait rempli de poudre les caves et les souterrains pratiqués sous les édifices renfermés dans cette vaste enceinte. Des mèches, dont on avait calculé la longueur de façon que le feu ne gagnât les mines que lorsque les troupes seraient à une distance où elles ne pussent être atteintes, furent cachées en différents endroits. Les Français se furent à peine éloignés, qu'attirée, par l'espoir du pillage, la popu-

lace se porta au Kremlin et se répandit dans tous les appartements (1). Bientôt les mines jouent, et des milliers de malheureux sont lancés dans les airs, puis ensevelis sous un amas de ruines. Ainsi disparut le Kremlin, ce monument singulier, d'un style à moitié oriental, à moitié italien. Le palais impérial de Péterskoé fut également l'objet des ordres barbares du moderne Attila; il fut en partie réduit en cendres. Buonaparte, avant son départ de Moscou, avait fait enlever la croix dorée de l'église d'Ivan Veliki, l'aigle qui surmontait la porte de Nikolski, et le saint George du Sénat. Il se proposait de les étaler à Paris; mais il n'y rapporta que la honte. Ces trophées d'une conquête extravagante furent repris par le général Winzingerode, et on les a replacés sur les édifices élevés sur les ruines de ceux dont ils faisaient l'ornement.

Le pays que l'armée française avait à traverser dans sa retraite, était désert; et, depuis six semaines, il avait été totalement dévasté, tant

(1) M. Bourgeois, *Tableau de la campagne de Moscou, en* 1812, pag. 91, est, je crois, le seul qui rapporte cette particularité. Il dit la tenir d'un officier de la jeune garde. Il est à remarquer cependant que cette garde était hors de Moscou lorsque le Kremlin sauta.

par elle-même que par les Russes. De semblables ravages avaient été commis de chaque côté du chemin à la distance de plus de dix lieues. Toutes les munitions de bouche consistaient donc en ce qu'on avait emporté de Moscou, et même elles étaient déjà fort réduites par la consommation qu'on en avait faite depuis dix jours. On avait été forcé d'abandonner beaucoup de voitures chargées de vivres et de fourrages. Une grande partie de l'armée, qui avait occupé des positions autour de Moscou, n'avait pu se pourvoir de substances alimentaires; car elle y avait éprouvé des privations. Tous ceux qui sortaient de cette capitale étaient écrasés sous le poids de l'or, de l'argent et de quantité d'objets précieux, dont ils s'étaient chargés de préférence à des vivres. Ainsi, à quinze lieues seulement du point de départ, l'armée manquait des choses de première nécessité. Pour comble de misère, l'hiver s'annonçait d'une manière effrayante; et on n'avait, pour se soustraire à la rigueur du froid, que les fourrures qu'on avait trouvées à Moscou. A la vérité, il était peu d'officiers qui n'en fussent munis; mais la plupart des soldats n'avaient que leurs vêtements ordinaires; et un grand nombre d'entre eux manquaient de chaussures.

On disposa les corps d'armée avec tout l'or-

dre qui fut possible; on forma une arrière-garde considérable ; les équipages marchèrent au centre, et l'on prit la route de Smolensk. Des instructions avaient été données pour que des colonnes parcourussent les campagnes en divers sens, afin d'incendier tout ce qui restait de bâtiments. On voulait, disait-on, combattre les Russes avec leurs propres armes, et empêcher qu'ils ne se missent à la poursuite de l'armée. Cependant on révoqua bientôt ces ordres dictés par la colère, et dont, au surplus, l'exécution n'eût pas été facile.

Les troupes marchaient avec courage vers Wiasma, espérant y recevoir des vivres. Un violent incendie achevait de consumer les restes de la ville lorqu'on y arriva. L'administration n'avait point été avertie de l'approche de l'armée, et l'on ne trouva qu'une très petite quantité de pain. Les magasins peu considérables de farine et de riz qu'on y avait formés, furent la proie des premiers venus : les autres n'eurent rien.

Le lendemain (3 novembre), à l'instant où l'on se disposait à se mettre en marche, on fut instruit que l'ennemi, arrivé par le chemin de Kalouga, avait pris position en avant de Wiasma ; il fallut donc lui livrer un combat : il fut sanglant; mais on parvint à s'ouvrir un passage

et à éloigner les Russes. On fut obligé toutefois d'abandonner beaucoup d'équipages et de canons.

A mesure que les chances de la guerre devenaient plus périlleuses, l'intempérie de la saison, le manque de vivres, les fatigues et le découragement rendaient de plus en plus désastreuse la position de l'armée française. Le thermomètre était descendu de huit ou dix degrés jusqu'à dix-huit au-dessous de glace. Après avoir été exposé toute la journée au froid le plus rigoureux, on arrivait le soir au bivouac, et on passait la nuit au milieu d'un champ, sans autre abri que quelques fourrures et un feu qu'on avait à peine la force d'entretenir. S'il existait encore quelques masures, elles étaient dévolues à la maison de Napoléon et aux officiers-généraux, qui s'en emparaient et qui écartaient avec violence tous ceux qui voulaient s'y réfugier.

Il était au-dessus des forces humaines de lutter long-temps contre de pareils fléaux : aussi les troupes ne tardèrent-elles pas à se débander. Les soldats ne pouvant plus supporter le poids de leurs armes, ou les tenir dans leurs mains glacées, les jetaient sur les chemins. Ils étaient réduits à ne se nourrir que de chair de cheval et à ne boire que de l'eau de neige. Des centaines d'hommes mouraient journellement d'i-

nanition, de froid et d'épuisement. Une longue file de cadavres indiquait la route que suivait l'armée; mais on ne les distinguait plus qu'aux tas de neige qui les recouvraient, et qui formaient des ondulations semblables à celles des cimetières.

On ne pouvait donner aux chevaux, pour toute nourriture, que quelques brins de paille enlevés aux toits du peu de maisons qui n'avaient pas été la proie des flammes, ou ramassés dans les champs, pourris et foulés aux pieds (1). Le verglas vint ajouter encore aux fatigues de ces animaux. Etant mal ferrés, ils glissaient au moindre mouvement, et, manquant de point d'appui pour tirer, ils s'épuisaient en efforts impuissants. Il fallait en atteler douze ou quinze pour traîner une seule pièce de canon, et encore le moindre exhaussement du sol devenait-il un obstacle invincible. En peu de temps il ne fut plus question de cavalerie. Les régiments s'éparpillèrent; l'ordre et la discipline disparurent; le soldat ne reconnaissait plus ses chefs; l'officier ne s'inquiétait plus de ses soldats; chacun ne songeait qu'à soi et marchait comme il l'entendait.

L'armée ne formait plus qu'une masse d'hom-

(1) Ils périssaient par milliers.

mes entièrement désorganisée, et offrait l'aspect le plus bizarre. Officiers et soldats étaient enveloppés de fourrures de toute espèce, de jupons de toutes couleurs, de grands schalls, de lambeaux de drap ou d'étoffe, et de couvertures de cheval. On s'entourait les pieds de chiffons, de morceaux de feutre ou de peaux de mouton, qu'on assujettissait avec des liens de paille. A l'exception de la garde, qui était encore réunie et nombreuse, on peut dire qu'il n'existait plus de troupes. On avait perdu plus de quatre cents canons et une quantité immense d'équipages. Trente mille hommes au moins avaient péri, et la moitié de ceux qui restaient n'avaient plus d'armes.

Telle était l'armée française lorsque, le 13 novembre, elle parvint à Smolensk. Le bruit de sa retraite n'avait point encore gagné cette ville, où elle desirait si ardemment d'arriver : rien n'était prêt pour la recevoir. On l'y attendait si peu, qu'un corps de troupes, qui en composait la garnison, en était parti quelques jours auparavant et avait dirigé sa marche vers Kalouga. L'ennemi, qui poursuivait les Français dans toutes les directions, fit ce corps prisonnier.

L'armée demeura deux jours à Smolensk, et se porta à toutes sortes d'excès. Les magasins

furent pillés, et les soldats se battirent entre eux pour s'arracher les vivres. Ils dévoraient en un instant ce qui aurait pu les nourrir plusieurs jours, ou ils brûlaient ce qu'ils ne pouvaient emporter. A peine l'arrière-garde fut-elle arrivée, que les cosaques, qui la suivaient sans relâche, attaquèrent vivement les bivouacs établis autour de la ville. On leur opposa avec précipitation tous ceux qui pouvaient combattre. Le feu du peu de pièces qu'il fut possible de mettre en batterie parvint cependant à les contenir, et ils se retirèrent après avoir fait quelques charges.

Mais les troupes chargées de la poursuite, quelque suffisantes qu'elles fussent pour forcer toutes les positions que les Français auraient pu prendre, ne composaient qu'une partie de celles qui agissaient contre eux. L'armée de Koutouzoff marchait sur la gauche de Smolensk, et s'avançait en toute hâte pour leur barrer le passage. L'armée de Turquie se portait à marches forcées vers Minsk, dans le même dessein. Napoléon, instruit de ces manœuvres, se pressa de continuer sa retraite, dans l'espoir d'arriver avant l'ennemi sur la Bérézina. Il fallut donc procéder avec promptitude à l'évacuation de la place. Tous les grands édifices, toutes les maisons que l'incendie avait épargnés, étaient

remplis de malades et de blessés. Faute de moyens de transport, ils furent abandonnés, ainsi qu'on avait fait pour tous ceux qui étaient dans le même état, à Moscou même, à Koloskoï, à Ghiat, à Wiasma et ailleurs (1).

L'arrière-garde ayant été renforcée de tout ce qu'on put trouver d'hommes armés et capables de quelque service, le maréchal Ney, qui la commandait, reçut l'ordre de rester à Smolensk pour en faire sauter les fortifications, ce qu'on peut considérer comme la preuve que Napoléon n'avait pas encore renoncé à ses projets d'envahissement, quelque insensés qu'ils fussent.

L'armée s'était accrue à Smolensk, mais ce n'avait été que d'hommes inutiles, qui devaient plus embarrasser la marche que la faciliter : c'étaient des officiers blessés, des employés d'administration, des vivandiers, et d'autres individus que des spéculations de commerce

---

(1) C'était encore, dit un homme de l'art (M. Bourgeois), la chance la moins effrayante qu'ils eussent à courir. Les tourments qui les attendaient ne pouvaient pas être aussi cruels que ceux auxquels avaient succombé les malheureux qui, lorsqu'on avait été forcé d'abandonner les équipages sur lesquels on les avait chargés, avaient été déposés sur les chemins, au milieu de la neige. Aucun d'eux ne parvint jusqu'à Smolensk.

avaient attirés en Russie. Il n'était plus question ni d'ailes ni de centre; tout était concentré en une seule colonne qui manquait de cavalerie pour l'éclairer, et qui ne possédait d'autre terrain que la surface de la route. L'artillerie et les équipages roulaient confondus au milieu de la foule; on ne leur avait donné pour toute recommandation que d'aller autant qu'il leur serait possible. La rigueur du froid s'accroissait sans cesse. Le jour même du départ de Smolensk, la marche ayant été infiniment pénible et prolongée fort avant dans la nuit, il périt plus de cinq cents soldats par l'effet de la congélation. Le chemin était très montueux, et le verglas qui le couvrait rendait la marche des plus difficiles. On laissa encore une grande quantité de bagages et d'artillerie; et, après des efforts prodigieux, la garde elle-même se vit obligée d'abandonner la plus grande partie de la sienne. Le lendemain, la colonne des fuyards rencontra l'ennemi qui s'était porté directement sur Krasnoï. Il avait surpris cette petite ville, et s'en était emparé après un combat de quelques heures. La garde se mit en bataille pour protéger le chemin. Toute la journée du 16 novembre se passa en escarmouches, en marches et en contre-marches très fatigantes. On éprouva surtout la plus grande peine à pas-

ser un ravin très profond où coule une petite rivière, et situé à une demi-lieue de Krasnoï. Tous les équipages s'y trouvèrent encombrés en même temps. Les cosaques avaient monté sur des traîneaux des bouches à feu, qu'ils transportaient partout avec la plus grande facilité. De chaque mamelon, où ils pouvaient découvrir le chemin, ils lançaient des boulets et faisaient un mal affreux, avant qu'il fût possible de leur repondre avec une artillerie lourde et difficile à manier sur le verglas. Cependant, à la faveur des ténèbres, après des efforts inouïs et à travers mille dangers, on gravit la montagne, et on arriva dans la plus grande confusion à Krasnoï, ville qui la veille avait été pillée de fond en comble et était entièrement déserte.

Cependant il fallut prendre position pour attendre l'arrière-garde et deux autres corps de l'armée qui soutenaient le combat. Il dura toute la journée du 17 avec le plus grand acharnement. Les Russes déployèrent des forces considérables, et tout ce qui restait de la jeune garde fut anéanti. L'action cependant se renouvela le lendemain et dura jusqu'à dix heures du matin. N'ayant alors aucune nouvelle de l'arrière-garde, on la crut perdue sans ressource, et on donna le signal du départ comme de coutume. Les blessés restèrent abandonnés

sur le champ de bataille, ainsi que dans les décombres de Krasnoï où ils s'étaient traînés.

La garde s'étant mise en bataille pour donner le temps à tous les hommes isolés de passer en avant, Napoléon fut alors forcé de les voir défiler. Tout le chemin de Krasnoï à Liadoui, qui en est éloigné de cinq lieues, était couvert de ces malheureux. Ils étaient sans armes et plongés dans un morne silence : cavalerie, artillerie, infanterie, tout était pêle mêle ; généraux, officiers et soldats marchaient confondus. La plupart avaient sur l'épaule une besace remplie de farine, et portaient à leur côté un pot attaché avec une corde. D'autres traînaient par la bride des ombres de chevaux du pays (1), chargés de l'attirail de la cuisine et de chétives provisions. Lorsque ces animaux succombaient, ils servaient de pâture à leurs maîtres. Avant même qu'ils fussent morts, on se jetait dessus pour dépecer tout ce qui pouvait être dévoré.

Tous les corps de l'armée étant dissous, il s'était formé de leurs débris une multitude de petites associations de huit ou dix individus, qui marchaient ensemble, et de qui tou-

---

(1) Appelés *Cognas*, nom qu'on donne aux chevaux en Pologne.

tes les ressources étaient en commun. Ils prenaient le plus grand soin de ne pas se séparer les uns des autres. Malheur à qui s'était trop écarté ; il ne trouvait personne qui lui prêtât le moindre secours ; on le chassait sans pitié de tous les feux, de tous les lieux dont il s'approchait, et il ne cessait d'être assailli que lorsqu'il était parvenu à rejoindre les siens.

On vint, le 17 au soir, établir les bivouacs à Liadoui. Comme l'ennemi, pour arrêter l'arrière-garde, avait cessé de poursuivre le gros de l'armée, beaucoup de gens continuèrent la marche pendant la nuit, pour gagner un meilleur gîte. Le pays était tout aussi ruiné que celui qu'on venait de traverser ; mais il n'avait pas été incendié totalement, et l'on trouvait encore, de distance en distance, des villages où l'on pouvait s'abriter. Ce fut à qui arriverait des premiers ; car on ne reconnaissait d'autre droit que celui de premier occupant ; mais les cosaques ayant passé sur la gauche, tombèrent à l'improviste sur cette misérable avant-garde et la forcèrent à se réunir au gros de l'armée.

Liadoui fut livré aux flammes comme tous les autres lieux que l'armée traversa. Des malades et des blessés étaient renfermés dans des granges auxquelles le feu ne tarda pas à se

communiquer. Quelques-uns parvinrent à se sauver. Les autres, à demi-ensevelis sous des solives ardentes, supplièrent leurs camarades d'abréger leur supplice. On crut devoir le faire *par humanité*. Plusieurs s'écriaient : « Tirez » à la tête! tirez à la tête! ne nous manquez » pas! » Et les cris ne cessèrent que lorsque toutes les victimes eurent été consumées.

Le 18, au point du jour, l'immense colonne se remit en mouvement. Napoléon, vêtu comme à l'ordinaire d'un habit de colonel de chasseurs et d'une redingotte grise, marchait à pied à la tête de ses gardes et entouré d'un nombreux état-major. Il paraissait extrêmement inquiet; il s'arrêtait à chaque instant, et, après une pause d'un quart-d'heure ou d'une demi-heure, il reprenait sa marche. Selon toute apparence il attendait l'arrière-garde dont on n'avait toujours point de nouvelles.

On allait péniblement au milieu des neiges, sur des chemins à peine tracés, à travers des déserts et d'immenses forêts de sapins. Toute fraternité d'armes, tout sentiment d'humanité et de commisération avaient cédé, dans le cœur de chacun, à l'instinct de sa propre conservation ; ne voyant que soi, tout autre était un étranger. Les infortunés fugitifs se faisaient

même entre eux une guerre cruelle; et l'on peut dire, presque sans hyperbole, que le plus fort dévorait le plus faible. Partout où l'on portait ses regards, on ne voyait que des figures sinistres, effrayées et mutilées, que des scènes de carnage, que la famine et la mort.

Il semblait aussi qu'on fût remonté jusqu'au temps de la tour de Babel, tant on entendait de langues différentes. Chacune d'elles fut d'abord un motif particulier de liaison entre ceux à qui elle était commune. Ils formaient des associations qui ne se signalaient que par des témoignages d'éloignement et de haine envers les autres nations. Les Français, surtout, accoutumés à la domination, ne voulaient point renoncer à leur supériorité. Ils se croyaient en droit de s'emparer de tout ce qui leur convenait. Les étrangers ne cédaient qu'à la force, et il en résultait des luttes toujours plus ou moins fâcheuses.

A la pointe du jour, et sans aucun autre signal, la masse entière reprenait sa marche. Elle gardait un morne silence, qui n'était inter rompu que par les gémissements des mourants. Sur le point de rendre le dernier soupir, ils recueillaient le reste de leurs forces, pour exhaler la haine qu'ils portaient à Napoléon. Ils le déclaraient l'auteur de leurs

maux et l'accablaient des plus affreuses malédictions (1).

Dans la situation désespérée où l'on se trouvait, le motif le plus léger suffisait pour occasionner des contestations qui, le plus souvent, finissaient par des combats; la rage était dans tous les cœurs : on aurait voulu s'entredéchirer. Souvent, au milieu du désordre, les cosaques paraissaient : on ne les avait pas plutôt aperçus, qu'il se faisait un large vide dans cette partie de la colonne qu'ils menaçaient; on se repliait, on courait en avant pour les éviter. On était d'autant plus effrayé de tomber entre leurs mains, qu'après avoir accablé de coups leurs malheureux prisonniers, ils les dépouillaient de tous leurs vêtements, et les exposaient entièrement nus à toute la rigueur de la saison.

On marchait à grands pas et sans prendre

(1) Un malheureux employé d'administration avait eu les deux jambes fracassées par les roues d'une voiture; il était gissant sur le chemin à l'instant où Napoléon passa à la tête de ses gardes; il se souleva à sa vue, et s'écria : « Le voilà ce mi» sérable pantin, qui, depuis dix ans, nous mène comme des » automates! Camarades, il est fou, défiez-vous de lui. C'est un » cannibale; le monstre vous dévorera tous. » *Tableau de la campagne de Moscou, en* 1812; par René Bourgeois, page 188.

aucun repos tant que durait le jour, et l'on ne s'arrêtait qu'à nuit close. Excédé de fatigue, il fallait que chacun s'occupât à trouver sinon un logement, du moins un abri contre le vent. On se jetait en foule dans les maisons, les granges, les hangars et tous les bâtiments qu'on rencontrait. En peu de temps on y était entassé de façon que personne ne pouvait plus ni entrer ni sortir. Bientôt des feux étaient allumés dans ces demeures, et on les entretenait avec tout ce qu'on y trouvait de combustible.

Ceux qui ne pouvaient s'introduire dans les maisons s'établissaient à l'extérieur et contre les murs. Leur premier soin était de se procurer de la paille et du bois. Dans ce dessein, ils enlevaient les toits des édifices voisins; et, quand cela ne suffisait pas, ils arrachaient les solives, les cloisons, et finissaient par démolir le bâtiment, malgré l'opposition, les clameurs et les menaces de ceux qui s'y étaient réfugiés. Souvent on soutenait un véritable siége. On faisait des sorties contre les assaillants. On les chassait à coups de poing; mais bientôt ils revenaient à la charge; fallait céder et se déterminer à sortir, pour ne pas être enfoui sous les décombres. Si l'on n'était pas expulsé des chaumières où l'on avait cherché un asile, on courait le risque d'y être dévoré par les flammes.

Il était difficile que des bâtiments construits en bois de sapin, et dans lesquels on allumait de grands feux, ne fussent pas promptement réduits en cendres. Très souvent aussi, quand on ne pouvait entrer dans les maisons, on y mettait le feu pour en faire sortir ceux qui les occupaient, surtout lorsque c'étaient des officiers-généraux qui s'en étaient emparés de vive-force. En un instant toute la maison était embrasée. Les malheureux qu'elle renfermait, se portaient tous à la fois vers les issues, en poussant des cris affreux. Quelques-uns s'échappaient sains et saufs; d'autres, atteints par les flammes, sortaient, le visage, le corps et les mains brûlés; mais le plus grand nombre périssaient.

Ces scènes affreuses se renouvelaient souvent. Le meilleur parti à prendre était donc de se mettre au bivouac. Aussi, au lieu de se loger dans les maisons, on les démolissait, et on en prenait les matériaux pour se construire des abris au milieu des champs. Le feu allumé, on préparait le repas : les uns pétrissaient des galettes; les autres faisaient une bouillie, qui était la nourriture la plus habituelle du soldat. Comme la glace couvrait toutes les sources et tous les marais, on faisait fondre dans une marmite une quantité suffisante de neige. On obtenait

de la sorte une eau noire et bourbeuse, où l'on délayait une farine plus ou moins grossière. Au défaut de celle-ci, on broyait du grain entre deux pierres, et on en retirait un gros son qui la remplaçait. Souvent aussi on faisait cuire dans l'eau des grains de blé ou de seigle, et on les mangeait comme du riz. On couvrait les charbons de chair de cheval, coupée en filets; et le tout était assaisonné avec de la poudre à canon, lorsque le sel manquait. Tout étant prêt, on s'asseyait autour de la marmite; et, en un clin d'œil, on avait dévoré des aliments qui, en toute autre position, auraient occasionné le plus grand dégoût.

Ce fut ainsi que l'armée arriva sur le Borysthène, qu'elle passa à Orscha. Là, on apprit vaguement que les corps qui avaient été laissés sur la Dwina, avaient été attaqués à Polosk par des forces supérieures, et qu'après plusieurs combats très opiniâtres, ils avaient aussi été contraints de faire retraite. Il en fut de même du corps qui faisait le siége de Riga. Quant à l'arrière-garde, après avoir quitté Smolensk, elle avait rencontré l'armée russe à Krasnoï. Le maréchal Ney avait déployé un si grand courage et manœuvré avec tant d'habileté, qu'il était parvenu à se faire jour. Au moment où on s'y attendait le moins, il parut sur le

Borysthène, qu'il passa sur les glaçons; mais il avait perdu la plus grande partie de ses troupes, qui, ayant été dispersées, furent successivement forcées de se rendre. Cette retraite ajouta infiniment à la gloire du maréchal, que rien ne ternirait aujourd'hui, s'il y avait laissé la vie.

Après cette jonction inéspérée, l'armée française se vit placée entre trois armées russes: celles de Wittgenstein, de Koutouzoff et de Tchitzchakoff, toutes trois composées de soldats robustes et du pays. De plus, elle était environnée aussi de partis de cavalerie qui la harcelaient sans cesse. On n'était pas plus préparé à la recevoir à Orscha (19 novembre), que dans les autres places. Dans la situation déplorable où elle était réduite, Napoléon voulut combiner encore de grandes manœuvres. Plusieurs corps furent envoyés d'Orscha sur la route de Witepsk, pour se porter sur les derrières de l'armée de Wittgenstein. Ces corps, ayant marché quelque temps dans des chemins que la neige rendait très difficiles à reconnaître, finirent par s'égarer, et furent forcés de revenir sur leurs pas, après avoir laissé dans les ravins toute l'artillerie et les bagages qu'ils avaient emmenés.

Napoléon veillait avec le plus grand soin à ce que le désordre ne se glissât pas dans sa

garde, et à ce qu'elle se tînt toujours en colonne serrée. Il pourvoyait, autant que cela était possible, à ce qu'elle ne manquât de rien; et toutes les ressources qu'offrait chaque gîte lui étaient exclusivement réservées. Mais pour se former des gardes encore plus dévoués, s'il se pouvait, il rassembla tous les officiers de cavalerie qui avaient conservé un cheval, et il en fit quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune, qui furent destinées à faire le service auprès de sa personne. Ce corps, auquel il donna le nom d'*escadron sacré*, était commandé par Murat, son beau-frère. Les officiers-généraux en étaient capitaines et lieutenants, et les colonels sous-officiers; mais les chevaux ne tardèrent pas à périr; et, au bout de quelques jours, l'escadron sacré n'existait plus.

La route d'Orscha à Tolokzin, point vers lequel on marcha ensuite, est une des plus belles de l'Europe. Elle a, de chaque côté, une double allée de bouleaux dont les branches, chargées de glaçons et de neige, retombaient jusqu'à terre. Mais ces promenades majestueuses n'étaient, pour les malheureux fugitifs, qu'un lieu de larmes et de désespoir. De tous côtés on n'entendait que plaintes et gémissements. On ne trouva pas plus de secours à Tolokzin, que

dans les autres lieux où l'on avait passé; et il en fut de même à Bobr.

On approchait alors de la Bérézina, rivière qui est peu large, mais rapide et profonde, et coule entre des marais. Comme il y avait eu un petit dégel, elle charriait beaucoup de glaçons. C'était sur cette rivière que les diverses armées russes devaient se réunir pour couper la retraite à l'armée française. Nous ne pouvons entrer dans le détail des mouvements qui eurent lieu de part et d'autre, pour effectuer ou prévenir le passage ; mais la vérité nous fait un devoir de dire que Napoléon, à force de manœuvres et de stratagêmes, trompa si bien la vigilance de l'ennemi, qu'il parvint à s'établir au village de Studzianca, situé sur une éminence qui domine la rivière. Là, il fit construire en sa présence, et malgré l'opposition des Russes, deux ponts sur lesquels le passage de l'armée s'effectua les 25, 26 et 27 novembre. Ce fut la garde impériale qui passa la dernière. Tant qu'elle était restée à Studzianca, la masse, rassurée par sa présence, n'avait fait aucune tentative sérieuse pour franchir la rivière; mais aussitôt qu'on l'eût vue de l'autre côté, on se porta en foule vers les ponts. Tous voulaient passer en même temps, se froissaient, se pres-

saient, se culbutaient; les cavaliers renversaient les fantassins; les voitures se faisaient place, en écrasant tout ce qui se trouvait sur leur passage : on n'entendait que des imprécations et des cris. Des gendarmes gardaient les ponts; mais bientôt, ne pouvant plus résister à la foule, ils quittèrent leurs postes pour ne pas être massacrés. Beaucoup de généraux tentèrent de rétablir l'ordre : ce fut inutilement; la voix de Napoléon lui-même, qui avait regagné la confiance du soldat, eût été méconnue. Quand on avait passé la rivière, il fallait traverser un marais d'un quart de lieue de largeur, et couvert de saules et de roseaux; les chevaux y enfonçaient jusqu'au ventre; et, à chaque instant, on était menacé d'être englouti. Beaucoup de voitures ne pouvaient être arrachées de ce cloaque, qui devint de plus en plus dangereux, à mesure qu'on le traversa.

Le 28, à la pointe du jour, l'armée de Turquie se présenta en ligne de bataille, et marcha contre le 2e. corps, en même temps que l'armée russe de la Dwina s'avançait contre le 9e. Le combat s'engagea avec fureur. Le 2e. corps, soutenu par la garde, tint l'ennemi en échec toute la journée, et lui fit même éprouver des pertes considérables. Mais il n'en était pas ainsi de l'autre corps : les Russes le repoussaient

de position en position. Enfin, assailli par des forces trop supérieures, il se vit contraint, après une vigoureuse résistance, à se replier jusqu'à la rivière.

Dès le matin, aussitôt que l'épouvantable canonnade qui avait annoncé l'approche de l'ennemi, s'était fait entendre, toute la masse, restée encore sur la rive gauche, s'était portée avec fureur vers les ponts. Les hommes les plus robustes s'ouvraient un passage à coups de sabre, et en renversant tout ce qui était devant eux. Les voitures, heurtées les unes contre les autres, étaient culbutées sur les malheureux dont elles étaient entourées. Les chevaux qui s'abattaient, les hommes qui tombaient étaient écrasés impitoyablement. Grand nombre de passagers furent poussés dans la rivière; d'autres s'y jetèrent volontairement, dans l'espoir de se sauver à la nage : mais il y en eut peu qui parvinrent à gagner la rive opposée, et la plupart furent emportés par les glaces. L'ennemi arriva, sur le soir, à peu de distance de la rivière, et fit pleuvoir sur la foule, qui, depuis trois jours, attendait l'instant du passage, une grêle de boulets et de mitraille. Ce ne fut plus alors qu'un massacre épouvantable, qu'une véritable boucherie; et beaucoup d'entre ceux qui ne furent pas atteints par le feu de

l'ennemi, périrent assommés par leurs camarades, tant la confusion et le délire étaient extrêmes.

La nuit vint enfin mettre un terme à ces calamités. Quelques parties du 9e. corps passèrent la Bérézina, mais presque tout le reste fut anéanti. Une division entière se rendit à discrétion. Les ponts furent brûlés, et tous les malheureux qui se trouvaient encore sur la rive gauche, furent sacrifiés.

Ce fut alors que les Russes reconquirent tous les trophées, toutes les richesses qui avaient été emportés de Moscou. Ils s'emparèrent aussi des dépouilles des malheureuses familles de négociants et d'artistes français, qui, n'ayant point quitté cette capitale à l'approche de leurs compatriotes, avaient pris le parti de se retirer avec eux (1). Enfin on fut forcé d'abandonner tout ce qui restait du matériel de l'armée, ainsi que la caisse, et, ce qui était bien plus pré-

(1) Les femmes qui faisaient partie de ces familles furent les êtres qui eurent le plus à souffrir. La plupart étaient à pied, en souliers minces et vêtues de robes légères. Elles cherchaient à se dérober à l'excessive rigueur du froid avec des lambeaux de pelisses ou des capotes enlevées aux cadavres des soldats. Souvent même il fallait qu'elles portassent encore leurs enfants entre leurs bras.

cieux encore, les vivres qu'on avait transportés jusque-là.

Lorsqu'on eut cessé de se battre, on revint au village où le quartier-général était établi. On le trouva encombré de ceux des blessés qui avaient pu s'y traîner. En peu d'instants tous les bâtiments où ils s'étaient réfugiés furent abattus pour fournir aux feux des bivouacs; et l'on ensevelissait sans remords, sous les décombres, tous les malheureux qui ne pouvaient se transporter ailleurs. On fit pourtant, à Napoléon, la grâce de lui laisser le grenier de la maison qu'il occupait; on se contenta d'en arracher le faîte.

La nuit du 28 au 29 fut une des plus funestes; il faisait, au milieu des marais dont on était environné, un froid humide et pénétrant, et on manquait entièrement de vivres. Le lendemain, les bivouacs furent jonchés des cadavres de ceux qui avaient succombé à la rigueur du temps, ou qui étaient morts de faim. Cependant on se trouvait encore à quatre-vingts lieues de Wilna. La grande route de cette ville était coupée; et Minsk, où il y avait des magasins considérables, était au pouvoir de l'ennemi. Il fallut donc suivre une sorte de chemin de traverse, qui conduisait en ligne droite à Wilna. Tous les blessés furent encore aban-

donnés, sans aucun secours et au milieu des cadavres, à leur malheureux sort.

Pendant les premiers jours, on suivit un chemin fort étroit, élevé sur un terrain marécageux et coupé par des ponts de bois de plus de quatre cents toises de longueur. Il est inconcevable que l'ennemi ait négligé de brûler ces ponts : il eût suffi d'en détruire un seul pour que l'armée française eût été dans l'impossibilité absolue de continuer sa retraite.

Des fossés très profonds bordaient le chemin de chaque côté, et le séparaient des marais fangeux qu'il traversait. On allait pêle-mêle sur cet espace étroit et obstrué par l'artillerie et les voitures des équipages. Si par malheur quelqu'un était jeté sous les roues, les conducteurs ne daignaient pas ralentir un instant leur marche, pour lui donner le temps de se dégager. Un grand nombre d'hommes furent précipités dans les fossés, et se noyerent dans la boue dont ils étaient pleins. D'autres ayant voulu se frayer un passage au milieu des marais, qu'ils croyaient assez fortement gelés pour les soutenir, enfoncèrent jusqu'à mi-corps dans la fange, et ne purent s'en tirer. La température était devenue humide depuis quelques jours; on était même menacé d'un dégel com-

plet ; mais le froid reprit bientôt avec une nouvelle force.

Après avoir franchi les marécages et la Bérézina, on entra dans un pays montueux et couvert de forêts de sapins, au milieu desquelles le chemin se trouvait souvent resserré sur un espace plus ou moins long. Toutes les fois qu'on arrivait à ces défilés, la précipitation que chacun mettait à s'y engager, occasionnait bientôt l'encombrement et toutes les misères qui en étaient la suite.

De jour en jour la position des malheureux débris de l'armée française devenait plus affreuse. Les corps de la Dwina étaient déjà tout aussi désorganisés que ceux qui revenaient de Moscou. A chaque instant on abandonnait des canons et des équipages. Les soldats jetaient leurs fusils, leurs gibernes et leurs sacs. L'argent n'exerçait plus sa puissante influence ; il était devenu un fardeau inutile, et c'était la première chose dont on se débarrassait. La route en était semée, ainsi que d'autres objets de prix. Toutefois, par un contraste remarquable, il y eut des hommes qui préférèrent mourir accablés sous le poids de leur or, plutôt que de s'en dessaisir.

Le froid devenait cependant toujours plus

vif, et on était dépourvu de ce qui pouvait en adoucir la rigueur. On manquait surtout de souliers et de bottes, et l'on ne pouvait y suppléer que très imparfaitement. L'habillement répondait à la chaussure. Chacun était surchargé des guenilles les plus sales, et disposées de la manière la plus grotesque. On n'apercevait, sous les coiffures les plus bizarres, que des cheveux en désordre, que des yeux caves, des joues décharnées et une barbe longue et dégoûtante. L'armée, enfin, semblait n'être plus composée que de spectres effrayants.

Malgré tout ce qu'on faisait pour la prévenir, peu de personnes échappèrent à la congélation. L'état moral n'était pas moins déplorable que l'état physique. L'armée ne formait plus qu'une bande d'hommes abrutis et dégradés. On était devenu cruel par calcul. Quand un malheureux succombait, on était sûr qu'il ne se relèverait plus; et avant qu'il eût rendu le dernier soupir, on lui arrachait les misérables vêtements qui le couvraient. En peu d'instants il était dépouillé de tout, et on le laissait expirer dans cet affreux état de nudité.

Un très grand nombre d'hommes étaient réellement en démence. A leur regard fixe, hébêté, on les reconnaissait facilement dans la foule, au milieu de laquelle ils marchaient en

gardant le plus morne silence. On ne pouvait en tirer que des réponses sans suite et dépourvues de sens. Ils semblaient impassibles. Les outrages, les coups même dont on les accablait souvent, ne pouvaient les faire sortir de cet état de stupidité qui, chez plusieurs, s'est prolongé jusqu'après leur retour en France (1).

Le découragement s'était emparé de tous. On n'avait plus qu'une seule pensée, celle de sauver ses jours. Pour tout dire, en un mot, cette bravoure même, dont on avait donné tant et de si grandes preuves, avait fait place à la plus insigne lâcheté (2). A l'apparition de quelques cosaques, ou plutôt de paysans armés de longs bâtons, une terreur panique saisissait tous les esprits. Ceux qui avaient encore des armes les jetaient, ou pour fuir plus promptement, ou pour qu'on ne pût leur supposer l'intention d'avoir voulu se défendre, s'ils étaient pris. Cent grenadiers se seraient laissé arrêter

(1) M. Labaume, *Campagne de Russie*, impute à plusieurs de ces malheureux, et encore à d'autres, d'avoir dévoré des cadavres. Un autre témoin oculaire, M. Bourgeois, ne nie pas la possibilité du fait; mais il déclare ne pas en avoir été témoin. Qui ne sait, au surplus, que la rage occasionnée par la faim est si grande qu'on a vu des femmes, ayant l'esprit égaré par elle, dévorer leurs propres enfants ?

(2) Bourgeois, page 165.

et conduire par quelques-uns de ces paysans, sans songer à résister ; mais les barbares dédaignaient d'emmener les malheureux tombés en leur pouvoir, et ils les chassaient à coups de bâton, quand ils les avaient mis entièrement à nu.

L'excès de l'infortune avait banni tout sentiment d'honneur et de probité. Le vol, l'incendie, le meurtre, n'étaient plus que des choses ordinaires. De même qu'on brûlait une maison pour se chauffer un instant, on enlevait sans scrupule à un malheureux les seules ressources qu'il eût pour soutenir son existence. On l'aurait assassiné sans plus de remords, si on avait pu s'en promettre quelque avantage.

Au milieu de ce désastre inexprimable, la garde, quoique affaiblie, avait conservé ses rangs, ses armes et ses drapeaux. Napoléon marchait à la tête des grenadiers et entouré d'un nombreux état-major. Comme la plupart des officiers-généraux qui l'accompagnaient, il était couvert d'une pelisse et coiffé d'un bonnet fourré à la polonaise. Le froid était trop vif pour qu'on pût tenir long-temps à cheval, et il cheminait presque toujours à pied. Il avait conservé tout son embonpoint, et aucune altération ne paraissait sur sa figure de marbre ainsi que son cœur.

On s'avançait de la sorte et à grands pas vers Wilna, qu'on croyait devoir être le terme de tant de maux. Le pays qu'on parcourut en approchant de cette ville, n'était plus aussi dénué de ressources, et la poursuite de l'ennemi n'était plus assez vive pour qu'il fût impossible de s'étendre sur les côtés du chemin. En conséquence, on se procura quelques vivres. Mais si, sous ce rapport, on éprouva un peu de soulagement, les souffrances s'étaient encore accrues par la rigueur du froid, dont l'intensité devenait toujours plus forte. A Smorghony, ville où l'on rejoignit la grande route, il se fit sentir avec une telle violence, que dans les journées des 6, 7 et 8 décembre, le thermomètre descendit jusqu'à 26 et 27 degrés au-dessous du point de congélation. Peu de personnes en évitèrent les atteintes, et chaque jour il moissonnait un grand nombre de victimes. Les nuits, surtout, étaient très meurtrières. Pour ne pas succomber, il ne fallait rien moins qu'un exercice continuel. Si, abattu par la fatigue, on se laissait aller au sommeil loin du feu, le sang se glaçait, selon l'acception rigoureuse du terme, en peu de temps dans les veines, et l'on passait, sans s'en apercevoir, d'un engourdissement léthargique à la mort.

Tandis que les éléments étaient conjurés

contre les malheureuses victimes de son insatiable ambition, Napoléon formait le projet de les abandonner, pour aller en France aviser aux moyens de réparer ses pertes et venger sa honte : mais, quels que fussent ses efforts, sa puissance ne devait plus se relever. En arrivant à Smorghony, il apprit que le chemin était sûr jusqu'au Niémen. Après avoir fait venir les chefs de corps d'armée, il sortit de son cabinet, suivi de quelques-uns de ses grands-officiers. En traversant un salon, il rencontra Murat, son beau-frère, et lui dit d'un ton léger : *A vous, roi de Naples!* Il monta ensuite en voiture, et prit la route de Wilna.

A la nouvelle de cette fuite précipitée, il y eut un cri général d'indignation. On n'eut pas d'expression assez forte pour exhaler toute la fureur qu'inspirait une conduite que l'on considérait comme une lâche trahison. La garde, qui jusque-là était restée réunie, se débanda aussi, et bientôt il fut impossible de reconnaître, parmi la foule, ceux qui l'avaient composée. Quant à Murat, mécontent peut-être du commandement qu'on lui avait remis, il affecta de se mêler de rien, et il ne voulut donner aucun ordre.

On avait trouvé à Osmiana, environ dix mille

hommes de troupes fraîches, venus à la rencontre de l'armée, à laquelle ils avaient amené un convoi de vivres, qui lui fut d'un grand secours. Au bout de trois jours, cette belle division, qui était composée de jeunes Allemands, fut réduite, par les fatigues de la marche et la rigueur du froid, à moins de trois mille hommes. On les voyait d'abord chanceler quelques instants. Bientôt ils étaient comme frappés de paralysie; ils laissaient retomber leurs bras; leurs armes s'échappaient de leurs mains; leurs jambes fléchissaient, et ils succombaient enfin. Il semblait que tout leur sang fût refoulé vers la tête, tant ils avaient la figure rouge et gonflée; et, ce qui est à la lettre, des larmes de sang s'échappaient de leurs yeux (1).

Cependant on approchait de Wilna, que l'on considérait comme le port où l'on espérait trouver et repos et sûreté, après tant de calamités. C'était à qui arriverait le premier. On voyait des malheureux, dont les pieds et les mains étaient gangrenés par la gelée, se traîner, presque sans connaissance, sur le chemin, dans l'espoir de gagner cette ville où, disaient-ils, ils mourraient contents. On y par-

(1) Bourgeois, page 174.

vint enfin. Durant plusieurs jours, l'armée y entra par portions plus ou moins considérables. En peu de temps toutes les maisons furent encombrées. Les hangars, les cours, les rues même, furent couverts d'hommes épuisés et mourants qui ne pouvaient aller plus loin.

Wilna renfermait des ressources immenses, dont on ne retira que peu d'avantages. L'administration aux soins de laquelle elles étaient confiées, les réservait sans doute pour une meilleure occasion, celle où elle pourrait se les approprier (1). On éluda, par de vaines formalités, de faire des distributions; mais les soldats découvrirent quelques magasins de biscuits et d'eau-de-vie, qui furent livrés au pillage et procurèrent quelques secours.

Les habitants de Wilna ne pouvaient revenir de la surprise que leur causait le retour désastreux de cette armée, qu'ils avaient vue naguères si florissante et si belle. En général, ils ne furent point sourds d'abord à la voix de la pitié, et on en obtint des vivres, soit par commisération, soit en les payant; car l'argent avait recouvré là toute sa valeur. Les juifs, surtout, ne manquèrent pas de s'approprier, au plus vil

(1) Bourgeois, page 175.

prix, les effets précieux qu'on avait sauvés du naufrage.

On espérait demeurer quelque temps à Wilna, pour s'y remettre de tant de fatigues ; mais à peine y avait-il douze heures que toute l'armée y était réunie, que le canon se fit entendre, et que le cri, *cosaques!* retentissant à toutes les oreilles, porta la consternation dans les cœurs. On ne songea plus alors qu'à la fuite. L'approche des Russes changea aussi bientôt les dispositions des habitants. Craignant que leur ville ne devînt le théâtre d'un combat, ils témoignaient hautement l'intention qu'ils avaient de tomber sur les Français pour les expulser.

Tandis que le trouble régnait dans Wilna, les faibles restes de la division qui avait fait l'arrière-garde depuis Osmiana, soutinrent un combat dont le résultat fut leur anéantissement. Cependant on ne donnait aucun ordre pour l'évacuation de la place. Un grand nombre de maraudeurs se précipitaient dans les magasins qui n'étaient plus gardés, et prenaient tout ce dont ils pouvaient se charger. Le manque de moyen de transport fit livrer à peu près au pillage toutes les caisses militaires ; et chaque individu de l'armée, put, sur un simple reçu, toucher la somme qu'il voulait.

Toute la soirée et une partie de la nuit se passèrent dans cet état d'agitation et de désordre. Enfin, à deux heures du matin, ceux auxquels il restait encore assez de force, moralement et physiquement, pour continuer leur route, étaient sortis de Wilna et s'enfuyaient vers Kowno. Lorsqu'il n'y eut plus rien à craindre de la part des Français, la populace de la première de ces villes se livra à toutes sortes d'excès envers les malheureux traîneurs qui tombèrent entre ses mains, et dont un grand nombre furent massacrés. Les juifs surtout se signalèrent par les actes les plus atroces. Beaucoup d'entr'eux, sous prétexte de ne pas s'exposer à la vengeance de leurs anciens maîtres, jetèrent par les fenêtres les soldats français, malades et mourants, qui s'étaient réfugiés dans leurs maisons. D'autres les exposèrent dans les rues, après les avoir entièrement dépouillés. Les Russes, indignés d'une telle conduite, firent pendre quelques-uns de ces infâmes israélites.

On laissa à Wilna plus de vingt mille hommes, dont moitié au moins étaient des officiers de tout grade, qui, la plupart, aimèrent mieux se constituer prisonniers, que d'aller plus loin. Cette ville échappa, comme par miracle, au

pillage et à l'incendie. Depuis Moscou, c'était la seule qu'on n'eût pas saccagée.

On ne conduisit pas loin les bagages qu'il avait été possible de sortir de Wilna; ils furent tous arrêtés à une lieue de la ville, au bas d'une pente fort roide qui était couverte de verglas. Les chevaux, glissant à chaque pas, ne purent tirer les voitures qui se culbutèrent les unes sur les autres, et il n'y en eut pas une seule de sauvée. Là, furent abandonnés tous les équipages de la maison de Napoléon. Ils furent livrés au pillage, et on y trouva une foule de choses précieuses, et, entr'autres, les marques de la dignité impériale. On rapporte qu'un cosaque entra dans Wilna, ayant la couronne en tête, le sceptre à la main, et les épaules couvertes du manteau de pourpre, parsemé d'abeilles. Ces ornements, qui n'étaient d'aucune utilité dans une expédition militaire, peuvent être considérés comme des indices du projet que Napoléon avait conçu de se faire déclarer roi de Pologne. Quoi qu'il en soit, ils furent étalés aux yeux des curieux, à Saint-Pétersboug, et même, dit-on, à Londres.

Tout le matériel étant perdu, on poursuivit la marche avec rapidité. Le 12 décembre, on repassa le Niémen à Kowno, ville qui fut aussi

livrée au pillage ; après quoi on y mit le feu. L'armée était réduite à trente-mille hommes(1), épuisés de fatigue, minés par les privations, et la plupart portant en eux le germe d'une mort prochaine. Durant quatre mois, les mal-

---

(1) *Note officielle contenant le nombre de cadavres, d'hommes et de chevaux qui ont été brûlés en Russie, après la retraite des Français.*

	hommes.	*chevaux.*
Dans le gouvernement de Minsk, jusqu'au 15 janvier 1813.	18,797	2,746
Dans le même, il restait à brûler à la même date.	30,106	27,316
Dans le gouvernement de Moscou, jusqu'au 3 février.	49,754	27,859
Dans le gouvernement de Smolensk, jusqu'au 20 février.	71,735	51,430
Dans le gouvernement de Wilna.	72,203	9,407
Dans le gouvernement de Kalougha. . . .	1,017	4,384
	243,612	123,132

Nota. La note officielle, insérée dans la gazette de Saint-Pétersbourg, ajoute que ce dénombrement est bien loin d'être complet, parce que les gouverneurs avaient déjà fait brûler un grand nombre de cadavres, avant de recevoir l'ordre de la cour d'en faire le dénombrement. Elle dit de plus, que les 30,106 cadavres humains et les 27,316 cadavres de chevaux, qui restèrent à brûler dans le gouvernement de Minsk, avaient été trouvés, presque tous, sur la Bérézina. (*Recueil des Pièces officielles publiées par M. Schœll, tom. 4, page 304.*

heureux qui la composaient, errèrent encore de contrée en contrée, en butte aux outrages des habitants, qui leur témoignaient, sans ménagement, la haine qu'ils portaient à la nation française et à son indigne chef.

Les annales du monde ne contiennent pas, depuis les temps fabuleux jusqu'à nos jours, le tableau d'un désastre aussi épouvantable que celui dont nous venons de retracer les horribles détails. L'expédition mémorable dont il est le résultat, fondée sur un faux calcul et conseillée par une ambition en délire, n'a pas, selon les hommes versés dans l'art de la guerre, été conduite avec l'habileté qui avait signalé jusqu'alors les opérations militaires de Napoléon. On lui reproche principalement, comme général, d'avoir trop étendu sa ligne, et d'avoir négligé d'assurer ses derrières et ses flancs, avant de s'enfoncer dans un pays tel que la Russie, dont les habitants, quelque accueil qu'ils fassent aux étrangers, sont extrêmement attachés à leur religion, à leur prince, à l'honneur national et à leurs mœurs, et devaient, par conséquent, réunir tous leurs efforts contre l'ennemi. On prétend aussi que Napoléon n'a pas agi avec sa vigueur accoutumée à la bataille de la Moscowa ou de Borodino, et qu'il a commis une grande faute en te-

nant sa garde dans l'inaction, ce qui a permis aux Russes de faire leur retraite en bon ordre. Mais le reproche qu'on adresse le plus généralement au chef de l'armée française, est le long séjour qu'il a fait à Moscou, après avoir reconnu qu'il lui serait impossible de s'y maintenir. Cette faute, toutefois ne nous paraît être que la suite à peu près inévitable des opérations précédentes. Après avoir passé Smolensk, il fallait livrer bataille aux Russes, pour les forcer à se soumettre aux conditions que voudrait leur imposer le vainqueur. La fermeté d'Alexandre, combinée avec le dévouement héroïque de ses sujets, ayant rendu nul ce moyen, il devint nécessaire d'en tenter un autre, et de s'emparer de Moscou, si toutefois l'occupation de cette capitale n'entrait pas dans le plan primitif de l'expédition (1). Napoléon étant allé chercher la paix si loin, devait ouvrir des négociations, de la durée desquelles il ne pouvait être entièrement le maître. Il ne s'agissait donc plus alors pour les Russes que de gagner du temps; ils l'ont senti; ils se sont conduits en conséquence, et leurs défaites sont devenues des victoires.

Il semble résulter de toutes ces considéra-

---

(1) La chose nous paraît hors de doute. (*Voyez* ci-devant, page 362.).

tions, que jamais Buonaparte n'aurait dû passer le Dniéper. C'était l'opinion et le vœu de son armée, qui, à ce qu'on assure, exprima quelque mécontentement de voir qu'il n'y avait aucun égard. Au premier coup-d'œil, ce plan paraît plus sage que celui qui a été mis à exécution; mais peut-être n'était-il pas non plus sans inconvénient. Borner à la prise de Smolensk, qui eut lieu le 18 juillet, les opérations de la campagne de 1812, c'eût été donner aux Russes près de dix mois pour rassembler et organiser toutes les forces de leur vaste empire, dont une faible portion seulement était envahie. Durant ce long espace de temps, l'armée française aurait été obligée de demeurer stationnaire sur le Dniéper, en laissant derrière elle des alliés peu dévoués, au nombre desquels on peut compter les Lithuaniens, qui, avons-nous dit précédemment, ne se montrèrent pas fort empressés à échanger le gouvernement paternel d'Alexandre contre le despotisme de Napoléon, et dont le pays eût nécessairement eu beaucoup à souffrir par le séjour des Français. Les autres Polonais eux-mêmes étaient extrêmement refroidis à cette époque, par la crainte de voir Buonaparte placer sur sa tête la couronne de Pologne. Mais s'il n'avait pas à redouter un soulèvement de leur part, il pouvait n'en être

pas ainsi des peuples de l'Allemagne, qui ne supportaient qu'avec la plus vive impatience le joug de sa domination, et que le moindre espoir de succès aurait pu exciter à le secouer. L'Autriche et la Prusse, dont l'alliance n'était due qu'au danger de leur position, n'auraient pas manqué de favoriser les tentatives qui auraient eu pour objet de renverser la puissance de Buonaparte; et personne ne doutera que l'Angleterre n'eût fait les plus grands efforts pour provoquer une telle révolution. Ainsi les troupes françaises restées sur le Borysthène, auraient pu se voir enveloppées tout-à-coup; et peut-être Napoléon, qui, en outre, avait à soutenir en Espagne une guerre ruineuse de tout point, n'aurait-il fait que succomber plus tôt. Si ces réflexions ont quelque justesse, c'est bien moins encore la manière dont il a conduit ses opérations en Russie, que l'expédition elle-même qui est à blâmer, puisque le succès en devait dépendre de la terreur, ou plutôt de la volonté de l'ennemi.

L'histoire ne devant être fondée que sur la vérité, nous avons omis jusqu'ici de parler des rapports publiés par Buonaparte, qui l'a toujours respectée si peu. Cependant, comme il fallait des efforts prodigieux pour réparer, s'il était possible, les pertes de la grande armée,

elles furent indiquées d'une manière assez exacte dans le vingt-neuvième bulletin. Les hommes sensibles en gémirent. Quant aux suppôts de Napoléon, ils n'en furent pas moins consternés que surpris. Ils ne pouvaient plus se dissimuler que le prestige qui avait fait croire à l'infaillibilité de leur héros, ne fût sur le point de se dissiper. Des hommes sensés, quoique sans doute en très petit nombre, avaient prévu le résultat de sa folle entreprise. Dès le mois de juillet, un écrivain spirituel, et connu par la relation d'un voyage qu'il a fait en Russie, avait prononcé cette terrible sentence : « Buonaparte perdra son armée, pour signer un décret à Moscou. » La prophétie s'est accomplie : plusieurs décrets, dits impériaux, sont datés de l'ancienne capitale des czars ; et, à la honte éternelle de Napoléon, le plus remarquable de tous, est l'organisation de l'un des théâtres de Paris (1).

(1) Du Théâtre Français. (*Voyez* le *Journal de l'Empire*, du 16 janvier 1813.) Plusieurs acteurs et chanteurs restés à Moscou, furent réunis pour donner des spectacles et des concerts à Napoléon, dans ce même palais du Kremlin, dont il devait bientôt ordonner la destruction.

CHAPITRE IV.

Conspiration du général Mallet. — Retour de Buonaparte à Paris. — Défection des Troupes prussiennes aux ordres du général d'Yorck. — Levée de trois cent cinquante mille hommes. — Entrevue du Pape et de Napoléon à Fontainebleau. — Régence de Marie-Louise. — Défection de la Prusse. — Nouvelle levée d'hommes.

L'ARMÉE française avait à peine quitté les ruines encore fumantes de Moscou, qu'une conspiration tramée dans l'ombre d'une prison, fut sur le point de renverser le gouvernement de Napoléon, dans le court espace de deux heures. Celui qui l'avait conçue, le général Mallet, après s'être concerté avec les généraux Lahorie et Guidal et avoir gagné plusieurs officiers, tant de la dixième cohorte du premier ban de la garde nationale, que de divers régiments de la garde de Paris, s'évada d'une maison de santé où il était détenu, et s'empara, dans la nuit du 22 au 23 octobre, de différents postes de la capitale. Sur les huit

heures du matin de ce dernier jour, Mallet se rendit chez le général Hullin, commandant de la place, et le somma de le suivre à la prison de l'Abbaye. Sur le refus de Hullin, il lui tira un coup de pistolet au visage, et sortit croyant l'avoir tué. Dans le même temps, Laborie et Guidal conduisaient tranquillement à la Force, chacun dans une voiture de place, le duc de Rovigo et M. Pasquier, l'un ministre et l'autre préfet de police. Les conspirateurs avaient eu soin de répandre le bruit que Buonaparte avait été tué par ses propres troupes, et ils avaient fabriqué un faux sénatus-consulte portant abolissement du gouvernement impérial. Munis de cette pièce, deux émissaires de Mallet allèrent trouver le préfet du département de la Seine, M. Frochot, et l'invitèrent à faire préparer à l'hôtel-de-ville, une salle pour y tenir les séances d'un gouvernement provisoire. Il paraît que M. Frochot eut le malheur de ne pas se rappeler que la couronne impériale était alors héréditaire dans la famille de Napoléon; et il donna les ordres qui lui étaient demandés.

Mallet et ses amis avaient fait une grande faute en négligeant de s'assurer de la personne de M. le duc de Feltre, ministre de la guerre, et de celle de l'archi chancelier Cambacérès,

qui firent prendre les armes à la garde de Marie-Louise. On releva les postes occupés par les troupes que les conspirateurs avaient séduites, et eux-mêmes furent arrêtés et conduits en prison. On les jugea promptement ; et le 29 octobre, on les fusilla au nombre de douze. Mallet, Lahorie et Guidal moururent avec un courage héroïque.

Aucun événement politique n'a peut-être jamais été appris avec une indifférence égale à celle que témoigna le public, lorsque le bruit de la mort de Buonaparte se répandit. L'imprudence de sa conduite frappait alors les esprits les moins éclairés; et l'on pensait assez généralement qu'elle lui attirerait quelque catastrophe. On ne vit donc d'effrayés que les suppôts du gouvernement, et leur inquiétude fut une véritable jouissance pour ses nombreux ennemis.

Quoique l'entreprise du général Mallet ait été qualifiée d'équipee, par ceux qui avaient dû le plus en redouter le succès, il n'est pas improbable qu'elle eût pu réussir. Elle eût trouvé du moins de puissants coopérateurs dans les cent mille hommes du premier ban, qui, arrachés à leurs familles et à leurs travaux, par l'usurpateur, eussent concouru avec joie au renversement de son autorité. Les dé-

sastres de la retraite de Moscou venant aussi à être connus sur les entrefaites, il n'eût pas été difficile d'exciter la haine publique, tant au dedans qu'au dehors, contre celui qui en était l'auteur, et qui, dès ce moment même, eût eu peut-être de la peine à trouver un asile en Europe.

Mais, que se proposait le général Mallet? Quel gouvernement eût-il institué, si l'autorité suprême avait été déposée momentanément entre ses mains? Selon toute apparence, ce sera toujours un mystère, quoique depuis la restauration on ait prétendu que Mallet avait le dessein de rétablir sur son trône le souverain légitime. La sagesse l'eût conseillé, sans doute; mais, dans le temps où nous vivons, ce n'est pas un motif suffisant pour juger qu'on l'eût fait. D'ailleurs on ne voit parmi les complices, ou, si l'on veut, les coopérateurs de Mallet, aucun des anciens et fidèles serviteurs du Roi, et l'on y compte, au contraire, des hommes bien connus par leur attachement aux principes du gouvernement républicain. S'il est donc quelque conjecture à former sur le résultat probable, qu'en cas de succès, aurait eu la conspiration, c'est qu'elle aurait produit le rétablissement de cette sorte de gouvernement, qui, ne pouvant se maintenir en France, n'y conduira jamais qu'au

despotisme ou à l'anarchie. Au moyen d'une modération que les circonstances auraient commandée, elle aurait pu avoir aussi l'inconvénient de changer la direction des affaires de l'Europe, et par conséquent de retarder, sinon de prévenir totalement la restauration.

Napoléon apprit en même temps la conjuration et le supplice de Mallet et de ses complices. Il paraît que ce fut à Smolensk, où il arriva le 13 novembre, qu'il en reçut la nouvelle; et l'on croit qu'elle fut au nombre des causes qui le firent presser son départ. Il jugea, dit-on, qu'il ne devait point perdre de temps pour se rendre dans sa capitale, et contenir les malveillants dont les revers de son armée allaient augmenter le nombre. Quoi qu'il en soit, parti de Smorghony, le 5 décembre, il arriva le 10 à Varsovie (1), le 14 à Dresde,

(1) Napoléon, à son passage à Varsovie, eut avec son ambassadeur, M. de Pradt, et avec quelques polonais, un entretien où il a si bien développé son caractère et ses projets, tant pour le passé que pour l'avenir, que nous ne pouvons nous dispenser d'en citer quelques traits : « Il faut lever dix mille cosaques polo- » nais, dit-il; un cheval et une lance suffiront; on arrêtera les » Russes avec cela. » Les Polonais qui étaient présents, ayant félicité Buonaparte d'être arrivé sain et sauf après avoir couru tant de dangers, il reprit : « Des dangers! pas le moindre. Je » vis dans l'agitation; plus je tracasse, mieux je vaux; il n'y a

et le 18 au soir à Paris, où l'impression fâcheuse produite par le 29e bulletin, qui était connu seulement depuis deux jours, ne pouvait

---

» que les rois fainéants qui engraissent dans les palais. Du » sublime au ridicule il n'y a qu'un pas. Je vous trouve bien » alarmés ici. L'armée est superbe (on ne pouvait mentir plus » impudemment). J'ai cent vingt mille hommes (il en avait » emmené quatre cent mille, et il n'en restait que trente mille). » J'ai toujours battu les Russes; ils n'osent pas tenir devant » nous...... Je vais chercher trois cent mille hommes...... Le » succès rendra les Russes audacieux. Je leur livrerai deux ou » trois batailles sur l'Oder, et dans six mois je serai encore sur » le Niémen. Je pèse plus sur mon trône qu'à la tête de mon » armée. Sûrement je la quitte à regret; mais il faut surveiller » l'*Autriche et la Prusse*. Tout ce qui arrive n'est rien; c'est » un malheur; c'est l'effet du climat : l'ennemi n'y est pour » rien. Je l'ai battu partout. On voulait me couper à la Béré- » zina. Je me moquai de cet imbécille d'amiral. J'avais de » bonnes troupes et du canon. La position était superbe; 1500 » toises de marais et une rivière........... Je ne puis empêcher » qu'il gèle. On vient me dire tous les matins que j'ai perdu » dix mille chevaux dans la nuit. Eh bien! bon voyage. Nos » chevaux sont moins durs que ceux des Russes: ils ne résis- » tent pas passé neuf degrés de glace. Il en est de même des » hommes. Allez voir les Bavarois; il n'en reste pas un. (A-t-on » jamais poussé plus loin l'insensibilité?) Peut-être dira-t-on » que je suis resté trop long-temps à Moscou. Cela peut être; » mais il faisait si beau. La saison a devancé l'époque ordi- » naire; j'y attendais la paix. Le 5 octobre j'ai envoyé Lau- » riston pour en parler. J'ai pensé aller à Pétersbourg; j'en

être encore affaiblie. Buonaparte n'en fut pas moins complimenté le surlendemain par le sénat, dont le comte de Lacépède fut de nouveau l'organe. « L'absence de votre Majesté, » Sire, dit l'orateur, est toujours une calamité » nationale; sa présence est un bienfait qui » remplit de joie et de confiance tout le peuple » Français. » La première partie de cette phrase était parfaitement conforme à la vérité,

---

» avais le temps; dans les provinces méridionales de la Russie; » à passer l'hiver à Smolensk. On tiendra à Wilna. J'y ai laissé » le roi de Naples. Ah! ah! c'est une grande scène politique. » Qui ne hasarde rien n'a rien. Du sublime au ridicule, il n'y a » qu'un pas. Les Russes se sont montrés. L'empereur Alexan- » dre est aimé. Ils ont des nuées de cosaques. C'est quelque » chose que cette nation. Les paysans de la couronne aiment » leur gouvernement. La noblesse est montée à cheval. On » m'a proposé d'affranchir les esclaves; je ne l'ai pas voulu; ils » auraient tout massacré: cela eût été horrible (Les esclaves, » ou pour mieux dire les serfs, n'étaient pas moins furieux » contre les Français que les autres habitants de la Russie; » et quelque peu éclairés qu'on veuille les supposer, la liberté » donnée par Buonaparte leur eût paru un contre-sens). Je » faisais une guerre réglée à l'empereur Alexandre. Mais aussi » qui aurait cru qu'on frappât jamais un coup comme celui de » la brûlure de Moscou? Maintenant ils nous l'attribuent; mais » ce sont bien eux : cela eût fait honneur à Rome. » Il nous semble difficile de nier, après cet aveu, que l'incendie de Moscou ait sauvé la Russie.

si M. de Lacépède entendait parler du fléau de la guerre, dont les opérations étaient ordinairement sur le point de commencer, lorsque Napoléon quittait sa capitale; mais pour la joie dont sa présence aurait rempli le peuple Français, on peut assurer que c'était un jeu de l'imagination de l'orateur. Le passage suivant du même discours pourrait en fournir la preuve: « Dans les commencements de nos anciennes » dynasties, Sire (poursuivit M. de Lacépède), » on vit plus d'une fois le monarque ordonner » qu'un serment solennel liât d'avance les » Français de tous les rangs à l'héritier du » trône; et quelquefois, lorsque l'âge du jeune » prince le permit, une couronne fut placée » sur sa tête, comme le gage de son autorité » future et le symbole de la perpétuité du gou- » vernement. » Si les Français, et surtout les habitants de Paris, avaient montré une froideur moins marquée au bruit de la mort de Buonaparte, on n'aurait certainement pas songé à une précaution qui n'a guère été prise que lorsque la succession au trône a paru menacée.

Napoléon dit, entre autres choses, au sénat, dans la réponse qu'il lui adressa : « Des soldats » timides et lâches perdent l'indépendance des » nations; mais des magistrats pusillanimes

» détruisent l'empire des lois, les droits du » trône et l'ordre social même.

» La plus belle mort serait celle d'un soldat » qui périt au champ d'honneur, si la mort » d'un magistrat qui périt en défendant le » souverain, le trône et les lois, n'était plus » glorieuse encore.......

» Nos pères avaient pour cri de ralliement: » *le Roi est mort, vive le Roi!* Ce peu de mots » contient les principaux avantages de la mo- » narchie...... »

C'était évidemment la conduite du préfet de la Seine, qui avait suggéré ces réflexions, dont la justesse ne peut être contestée. Napoléon, en les faisant, se proposait sans doute aussi d'attirer l'attention publique sur les conspirateurs et leurs adhérents, pour l'empêcher de se porter tout entière sur les désastres de sa retraite. Il fallut en parler cependant; mais la matière était si délicate, que, pour se tirer d'embarras, Buonaparte fut forcé de se mettre en contradiction avec lui-même, en déclarant que les pertes essuyées par son armée n'étaient dues qu'à la rigueur prématurée de la saison (1),

---

(1) Il aurait fallu n'avoir aucune connaissance du climat de la Russie, où il n'y a ordinairement ni printemps ni automne, pour croire que l'hiver y aurait été prématuré le 6 novembre,

quoiqu'il eût dit dans le 36e. bulletin, daté de Borrowsk et du 23 octobre : « Les » habitants de la Russie ne reviennent pas » du temps qu'il fait depuis vingt jours. » C'est le soleil et les belles journées du voyage » de Fontainebleau. »

Le conseil d'état ne pouvait se dispenser non plus de présenter ses félicitations. Le discours de son orateur roula sur la conspiration et sur les malheurs de la grande armée. Nous n'en ferions aucune mention sans la réponse remarquable à laquelle il donna lieu : « C'est, dit » Napoléon, c'est à l'idéologie, à cette téné- » breuse métaphysique, qui, en rassemblant » avec subtilité les causes premières, veut, sur » ces bases, fonder la législation des peuples, » au lieu d'approprier les lois à la connaissance » du cœur humain et aux leçons de l'histoire, » qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a » éprouvés notre belle France. Ces erreurs » devaient, et ont effectivement amené le ré- » gime des hommes de sang (du nombre des-

---

jour où il commença de se faire sentir, et où la neige tomba à gros flocons. Napoléon avait même été prévenu plutôt de son approche; car une lettre de Moscou, en date du 3 octobre, annonçait qu'on y avait déjà ressenti un froid de trois degrés. (*Voyez* le *Journal de l'empire*, du 20 octobre 1812.)

» quels il était). En effet, qui a proclamé le
» principe d'insurrection comme un devoir?
» Qui a adulé le peuple, en le proclamant à
» une souveraineté qu'il était incapable d'exer-
» cer? Qui a détruit la sainteté et le respect des
» lois, en les faisant dépendre, non des prin-
» cipes sacrés de la justice et de la nature des
» choses, mais seulement de la volonté d'une
» assemblée, composée d'hommes étrangers à
» la connaissance des lois civiles, criminelles,
» administratives, politiques et militaires?
» Lorsqu'on est appelé à régénérer un état, ce
» sont des principes constamment opposés
» qu'il faut suivre. L'histoire peint le cœur
» humain: c'est dans l'histoire qu'il faut cher-
» cher les avantages et les inconvénients des
» différentes législations. Voilà les principes
» que le conseil d'état d'un grand empire ne
» doit jamais perdre de vue. Il doit y joindre
» un courage à toute épreuve, et, à l'exemple
» des présidents de Harlay et Molé, être prêt
» à périr en défendant le souverain, le trône
» et les lois. » Ces vérités étaient loin de rien
perdre de leur force en passant par la bouche
de Napoléon ; et cependant l'époque n'était
déjà plus éloignée où ceux auxquels il les avait
adressées devaient avancer, en sa présence et de
son propre aveu, des maximes entièrement op-
posées !

Les menaces faites au magistrat qui n'avait pas su mourir pour le maintien de l'ordre de succession à la couronne impériale, ne tardèrent pas à se réaliser. Le 23 décembre, il fut destitué des fonctions de conseiller d'état et de préfet du département de la Seine. Napoléon avait associé son conseil à cet acte de rigueur. Toutes les sections en avaient été consultées, et chacune avait condamné, avec plus ou moins de force, M. Frochot, qui, libre alors de tout soin public, put se livrer entièrement à cette idéologie qui lui avait attiré une disgrâce si éclatante.

La France et l'Europe purent reconnaître, peu de temps après l'arrivée de Napoléon à Paris, que la ruine totale de son armée n'avait apporté aucun changement à ses desseins. Les journaux de Londres ayant avancé diverses conjectures sur la conduite qu'il allait tenir, il fit, dans une note insérée au *Moniteur*, cette déclaration, dont l'événement a si bien démontré l'absurdité: « L'Espagne est à la dynas-
» tie française ; aucun effort humain ne peut
» l'empêcher (1). » Buonaparte annonça en même temps, que si l'on voulait savoir quelles

(1) Il est bien connu que Buonaparte était l'auteur de la plupart des notes par lesquelles le *Moniteur* répondait aux allégations des journaux anglais. Nul autre que lui n'aurait hasardé

seraient les conditions auxquelles il pourrait souscrire à une paix générale, il fallait lire la lettre que le duc de Bassano avait écrite au lord Castlereagh, avant l'ouverture de la campagne de 1812. C'était dire, de la manière la

---

les déclarations qu'elles contenaient souvent. C'était aussi quelquefois la seule manière dont il communiquât ce qu'il appelait *sa pensée*, aux peuples qu'il gouvernait, et rien ne prouve mieux peut-être à quel point il les méprisait.

« Aucune puissance ne s'éloignera de la France, portait » une autre note. Toutes seront sourdes à vos intrigues.... » Malheur à vous, si quelque cabinet faible écoutait vos conseils! » vous seriez cause encore de l'accroissement des forces de la » France. — Voyez l'état de vos affaires, disait dans le même » temps Napoléon, elles vous crient: *modération! modération!* » *modération!* » A qui le conseil pouvait-il mieux convenir qu'à celui qui le donnait? Mais, à la vérité, personne n'aurait été moins en état d'en profiter.

Une quatrième note était ainsi conçue: « Les guerres d'Espagne » et du Nord seront menées de front. Trois cent mille hom- » mes, tous français, seront réunis dans le courant de février, » à Hambourg, sur l'Elbe, sur le Rhin et sur l'Oder, indépen- » damment de deux-cent mille hommes qui seront à la grande » armée; et la campagne prochaine va s'ouvrir avec une armée » française plus forte du double que dans la campagne passée. » En même temps, l'armée française d'Espagne sera renfor- » cée et maintenue à son complet de trois cent mille hommes. »

Ces notes prouvent que celui qui les écrivait parlait sérieusement, lorsqu'il disait que tout ce qui couvrait le sol de la France était à lui.

plus positive, qu'il ne voulait point faire de sacrifice, et qu'il serait inutile de lui en demander aucun; mais il pouvait se rassurer à cet égard. Le ministère anglais, dont un membre avait déclaré, sans être désavoué par ses collègues, que la Grande-Bretagne faisait une guerre *viagère* à Buonaparte, n'était pas disposé à traiter avec lui dans l'état critique où ses affaires étaient réduites.

Pour calmer les esprits, Napoléon avait déclaré, à son retour de Moscou, qu'il ne ferait point de nouvelle demande d'hommes ni d'argent. Un événement dont nous allons rendre compte, lui fournit l'occasion de révoquer cette promesse, que jamais, sans doute, il ne s'était proposé de tenir.

L'arrière-garde du dixième corps de l'armée française, corps qui avait été employé au siége de Riga et était commandé par le maréchal Macdonald, était formé par dix mille hommes de troupes prussiennes, aux ordres du général d'York, qui, tandis que nos troupes faisaient retraite, conclut un arrangement particulier avec les Russes. Il fut convenu que les Prussiens se sépareraient des Français, qu'ils occuperaient les environs de Memel et garderaient une étroite neutralité, jusqu'à ce que l'empereur de Russie et le roi de Prusse eussent fait

connaître leurs intentions. Le général d'York, en instruisant, par une lettre datée de Tauroggen, le 30 décembre, le maréchal Macdonald, de la résolution qu'il avait prise, disait qu'il ne lui avait plus été possible de continuer sa marche sans être entamé sur ses derrières et sur ses flancs; et il ajoutait, que s'étant trouvé dans l'alternative ou de perdre la plus grande partie de ses troupes et le matériel qui en assurait les subsistances, ou de sauver le tout, il n'avait pas cru devoir hésiter. « Quel que soit le jugement que le monde portera de ma conduite (poursuivait-il), j'en suis » peu inquiet. Mon devoir envers mes troupes » et la réflexion la plus mûre me la dictent. Les » motifs les plus purs, quelles qu'en soient les » apparences, me guident. » La défection ne se borna pas au corps qui formait l'arrière-garde. Le général Massenbach, qui commandait un autre corps de troupes prussiennes, composé d'environ cinq mille hommes, suivit l'exemple que lui avait donné le général d'York, et s'empressa de repasser le Niémen pour se réunir à lui.

La conduite tenue par ces deux généraux a-t-elle été le résultat d'ordres secrets donnés par la cour de Berlin? C'est une question à laquelle il n'est pas encore possible de répondre, et que

l'avenir même ne parviendra peut-être pas à résoudre. Quoi qu'il en soit, les mesures que prit sa majesté prussienne semblèrent annoncer, jusqu'à un certain point, qu'elle restait fidèle à l'alliance contractée avec la France. Elle ordonna que les généraux d'York et Massenbach fussent traduits devant un conseil de guerre, s'il était possible de les saisir, et que le premier fût remplacé par le général Kleist. Le prince de Hatzfeld fut en même temps envoyé à Paris pour faire à Napoléon des protestations d'attachement et de zèle, à la sincérité desquelles il n'ajouta probablement que peu de foi.

A la nouvelle de la défection du contingent prussien, il se tint un conseil des ministres, où le duc de Bassano fit un rapport rempli, selon l'usage, d'invectives contre l'Angleterre. Après avoir proposé une levée de trois cent cinquante mille hommes, M. le duc disait à son maître : « Le peuple Français sentira la » force des circonstances. Il rendra un nouvel » hommage à cette vérité si souvent proclamée » par Votre Majesté, du haut de son trône, » qu'il n'est aucun repos pour l'Europe, tant » que l'Angleterre n'aura pas été forcée à con- » clure la paix. »

Le sénat ayant été assemblé, le 10 janvier 1813,

on lui communiqua le rapport du ministre des relations extérieures, et Napoléon eut recours à l'éloquence verbeuse du comte Regnault de Saint-Jean d'Angely, pour développer les motifs du projet de sénatus-consulte. L'auteur ne manqua pas non plus d'accuser l'Angleterre, et de vanter les efforts que, disait-il, Napoléon avait faits pour le maintien de la paix. Il n'eut pas honte d'en célébrer les succès dans la dernière campagne, et de qualifier de retraite glorieuse la plus épouvantable déroute. Enfin il poussa l'impudence jusqu'à dire, que si le 29e. bulletin avait étonné la France, il l'avait aussi rassurée. Rassurée! et pourquoi? Était-ce pour avoir annoncé à la suite du tableau déchirant de toutes les pertes de l'armée française, que « l'empereur n'avait jamais joui » d'une meilleure santé? » Non! l'existence de Napoléon ne pouvait rassurer la France; elle n'était utile qu'aux hommes qui comme l'orateur, étaient payés par de riches dotations et d'énormes gratifications, des basses flatteries qu'ils lui prodiguaient.

La défection du général d'York parut exciter toute l'indignation de M. le comte Regnault. Il s'oublia au point de dire que le nom de ce général passerait, à l'avenir, pour une cruelle in-

jure (1). Cet oracle s'est accompli comme tous ceux que Napoléon et ses ministres ont rendus tant de fois : le contraire de ce qu'ils ont prédit, est arrivé. Le général d'York jouit de l'estime et de l'affection de son souverain, ainsi que de la considération de ses concitoyens, qu'il a soustraits à un joug étranger; et M. Regnault est à jamais banni de sa patrie, qu'il a trahie en faveur de l'ennemi de l'humanité.

Le projet de sénatus consulte fut renvoyé, pour la forme, à une commission qui le lendemain fit son rapport par l'organe du comte de Lacépède, dont le nom se retrouve toujours dans les actes les plus désastreux de ces temps. L'historien doit regretter que ce rapport n'ait pas été communiqué au public. Il serait piquant de le mettre en parallèle avec celui dans lequel le même orateur annonçait aux jeunes

---

(1) Il n'y a pas une seule municipalité de village qui n'ait fait parvenir au pied du trône de Napoléon, une adresse où les phrases de M. le comte Regnault étaient répétées et commentées de la manière la plus ridicule. La plupart des pièces de ce genre étaient fabriquées dans les ateliers du ministère de l'intérieur. Tout ce qui restait à faire aux municipaux qui les avaient reçues, était de les signer et de les renvoyer à Paris.

Français des cent cohortes, qu'ils ne seraient occupés que de jeux militaires jusqu'à l'instant, peu éloigné, où ils rentreraient dans leurs foyers. Afin de ne pas mettre le sénat trop fortement en contradiction avec lui-même, on avait engagé les chefs de ces cohortes à solliciter, pour elles, la faveur de faire partie de l'armée en activité de service. Elle leur fut accordée sans peine ; et les trois cent cinquante mille hommes demandés par le gouvernement, furent mis en même temps à la disposition du ministre de la guerre.

Les levées d'hommes ordonnées, il restait à pourvoir à l'equipement et à l'entretien des armées qui allaient être mises sur pied. Le corps législatif, à qui le droit de voter les impôts était réservé, fut donc convoqué. Napoléon en fit l'ouverture en personne, le 14 février, et prononça, du haut de son trône, le discours suivant :

« Messieurs les députés des départements au » corps législatif, la guerre rallumée dans le » nord de l'Europe, offrait une occasion favo- » rable aux projets des Anglais sur la pénin- » sule. Toutes leurs espérances ont été dé- » çues..... Leur armée a échoué devant la » citadelle de Burgos, et a dû, après avoir es-

» suyé de grandes pertes, évacuer le territoire
» de toutes les Espagnes.

» Je suis moi-même entré en Russie. Les armées françaises ont été constamment victorieuses aux champs d'Ostronowo, de Polosk, de Mohilow, de Smolensk, de la Moscowa et de Malo-Jaroslawetz. Nulle part les armées russes n'ont osé tenir devant nos aigles : Moscou est tombé en notre pouvoir.

» Lorsque les barrières de la Russie ont été forcées et que l'impuissance de ses armes a été reconnue, un essaim de tartares ont tourné leurs mains parricides contre les plus belles provinces de ce vaste empire, qu'ils avaient été appelés à défendre. Ils ont, en peu de semaines, malgré les larmes et le désespoir des infortunés Moscovites, incendié plus de quatre mille de leurs plus beaux villages, plus de cinquante de leurs plus belles villes, assouvissant ainsi leur ancienne haine, et sous le prétexte de retarder notre marche en nous environnant d'un désert. *Nous avons triomphé de tous ces obstacles!* L'incendie même de Moscou, où, en quatre jours, ils ont anéanti le fruit des travaux et des épargnes de quarante générations, n'avait rien changé à l'état prospère de mes affaires. . . . . Mais

» la rigueur excessive et prématurée de l'hiver » a fait peser sur mon armée une affreuse calamité. *En peu de mots, j'ai vu tout changer* (1). J'ai fait de grandes pertes. Elles auraient brisé mon ame, si, dans ces grandes » circonstances, j'avais dû être accessible à » d'autres sentiments qu'à l'intérêt, à la gloire » et à l'avenir de mes peuples.

» A la vue de maux qui ont pesé sur nous, » la joie de l'Angleterre a été grande ; ses » espérances n'ont pas eu de bornes. Elle offrait » nos plus belles provinces, pour récompense, à » la trahison. Elle mettait pour condition à la » paix, le déchirement de ce bel empire : c'était, » sous d'autres termes, proclamer *la guerre » perpétuelle.*

» L'énergie de mes peuples dans ces grandes » circonstances, leur attachement à l'intégrité » de l'empire, ont dissipé toutes ces chimères » et ramené nos ennemis à un sentiment plus » juste des choses.

» Les malheurs qu'a produits la rigueur des » frimas, ont fait ressortir, dans toute leur » étendue, la grandeur et la solidité de cet » empire, fondé sur les efforts et l'amour de » cinquante millions de citoyens, et sur les

---

(1) Tous les passages imprimés en caractères *italiques* le sont de même dans le *Moniteur.*

» ressources territoriales des plus belles con-
» trées du monde.

» C'est avec une vive satisfaction que nous
» avons vu nos peuples du royaume d'Italie,
» ceux de l'ancienne Hollande et des départe-
» ments réunis, rivaliser avec les anciens Fran-
» çais, et sentir qu'il n'y a pour eux d'espé-
» rance que dans la consolidation et le triomphe
» du grand empire.

» Les agents de l'Angleterre propagent chez
» tous nos voisins l'esprit de révolte contre les
» souverains. L'Angleterre voudrait voir le
» continent entier en proie à la guerre civile et
» à toutes les fureurs de l'anarchie; mais la
» providence l'a elle-même désignée pour être
» la première victime de l'anarchie et de la
» guerre civile.

» J'ai directement signé avec le pape un
» concordat qui termine tous les différends qui
» s'étaient malheureusement élevés dans l'é-
» glise. La dynastie française règne et régnera
» en Espagne. Je suis satisfait de la conduite de
» tous mes alliés. Je n'en abandonnerai aucun;
» je maintiendrai l'intégrité de leurs états. Les
» Russes rentreront dans leur affreux climat.

» Je desire la paix. Elle est nécessaire au
» monde. Quatre fois, depuis la rupture qui a
» suivi le traité d'Amiens, je l'ai proposée dans

» des démarches solennelles. Je ne ferai jamais
» qu'une paix honorable et conforme aux inté-
» rêts et à la grandeur de mon empire. Ma po-
» litique n'est point mystérieuse; j'ai fait con-
» naître les sacrifices que je pouvais faire (1).

» Tant que cette guerre maritime durera,
» mes peuples doivent se tenir prêts à toute es-
» pèce de sacrifice; car une mauvaise paix nous
» ferait tout perdre, jusqu'à l'espérance, et
» tout serait compromis, même la prospérité
» de nos neveux.

» J'ai besoin de grandes ressources pour
» faire face à toutes les dépenses qu'exigent
» les circonstances; mais moyennant diffé-
» rentes mesures que vous proposera mon mi-
» nistre des finances, je ne devrai imposer
» aucune nouvelle charge à mes peuples. »

Nous ne relèverons point les demi-aveux, les mensonges et les fausses prophéties contenus dans ce discours; mais il est un point qui mérite qu'on s'y arrête, et pour l'intelligence duquel il faut que nous reprenions les choses de plus haut.

(1) Les concessions de Napoléon consistaient à laisser l'île de Sicile à Ferdinand IV, aïeul de Marie-Louise, et le Portugal à la maison de Bragance. Il est peut-être superflu de remarquer qu'il ne renonçait qu'à ce qu'il ne possédait pas. Tels étaient les sacrifices qu'il s'était proposé de faire.

On a retracé, dans un des chapitres précédents, l'état des affaires de l'église et l'enlèvement du pape, qui, de Rome, avait été conduit à Grenoble, puis transféré à Savone. La fermeté du vénérable pontife ne s'y était point démentie. Napoléon, voulant probablement traiter en personne avec lui, le fit venir de Savone à Fontainebleau, où il arriva le 19 juin 1812. Sa sainteté y avait été amenée dans une voiture où elle se trouvait seule, avec un colonel de gendarmerie. Parvenue au haut du Mont-Cénis, l'état de sa santé avait paru si mauvais, qu'on avait été forcé de lui laisser quarante-huit heures de repos. On l'avait fait ensuite remonter en voiture, et à peine lui avait-il été permis d'en descendre jusqu'au terme de son voyage. Le secret de cette translation avait été si bien gardé, que rien n'était prêt pour recevoir sa sainteté, qui fut logée chez le concierge. Le lendemain, MM. de Champagny et Bigot de Préameneu, ministres de Napoléon, vinrent la visiter. On lui donna un appartement au château, et on lui accorda une certaine liberté. Il fut permis de la voir et d'assister à sa messe. On la traitait avec ménagement, dans l'espoir de l'amener à signer un nouveau concordat. On l'y prépara en lui envoyant des prélats français, qui l'assurèrent que, las des

difficultés que le Saint Père lui opposait, l'empereur finirait par séparer de l'église romaine, l'église gallicane. Napoléon lui-même vint à Fontainebleau, le 19 février, accompagné de Marie-Louise, son épouse. Son arrivée y fut, dit-on, tout aussi imprévue que celle du pape, et il n'avait quitté Paris que sous prétexte de faire une partie de chasse. Quoiqu'excommunié par lui, il osa se présenter devant le Saint Père, et tenta de l'intimider par ses menaces, tant contre l'église, que contre divers prélats qui, par leur fermeté, avaient encouru sa disgrâce. Ému de compassion pour eux, et surtout frappé des nouveaux dangers prêts à fondre sur la religion, le pape crut ne devoir pas rejeter absolument les voies de la conciliation. Alors Napoléon lui proposa un projet de concordat (1), qui fut accepté provisoirement, avec la réserve expresse qu'il ne serait

---

(1) Voici ce projet, qui est trop incomplet et trop peu précis, pour qu'il ait pu être le résultat d'une discussion contradictoire.

Art. 1er. Sa Sainteté exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie de la même manière et avec les mêmes formes que ses prédécesseurs.

II. Les ambassadeurs, ministres, chargés d'affaires des puissances près du St.-Père, et les ambassadeurs, ministres ou chargés d'affaires que le pape pourrait avoir près des puissances

point porté à la connaissance du public, avant qu'il eût été examiné et discuté par un consistoire, et qu'il ne serait considéré que comme les préliminaires d'une pacification entre l'église et l'empereur des Français. Napoléon pro-

---

étrangères, jouiront des immunités et priviléges dont jouissent les membres du corps diplomatique.

III. Les domaines que le St. Père possédait, et qui ne sont pas aliénés, seront exempts de toute espèce d'impôt; ils seront administrés par ses agents ou chargés d'affaires. Ceux qui seraient aliénés, seront remplacés jusqu'à la concurrence de deux millions de francs de revenu.

IV. Dans les six mois qui suivront la notification d'usage de la nomination par l'empereur aux archevêchés et évêchés de l'empire et du royaume d'Italie, le pape donnera l'institution canonique, conformément aux concordats et en vertu du présent indult. L'information préalable sera faite par le métropolitain. Les six mois expirés sans que le pape ait accordé l'institution, le métropolitain, et à son défaut, ou s'il s'agit du métropolitain, l'évêque le plus ancien de la province, procédera à l'institution de l'évêque nommé, de manière qu'un siége ne soit jamais vacant plus d'une année.

V. Le pape nommera, soit en France, soit dans le royaume d'Italie, à dix évêchés qui seront ultérieurement désignés de concert.

VI. Les six évêchés suburbicaires seront rétablis. Ils seront à la nomination du pape. Les biens actuellement existant seront restitués, et il sera pris des mesures pour les biens vendus. A la mort des évêques d'Anagni et de Rieti, leurs diocèses seront réunis auxdits six évêchés, conformément au concert qui aura lieu entre S. M. et le St. Père.

mit tout et ne tint rien. Le prétendu concordat fut communiqué au sénat et publié dans tous les journaux. Pour mieux faire croire à la réalité de cet acte, la liberté fut rendue à treize cardinaux exilés en différentes villes de France. Ils furent envoyés à Fontainebleau; mais on omit de lever le séquestre apposé sur leurs biens, et aucune somme ne fut affectée à leur entre-

---

VII. A l'égard des évêques des états romains, absents de leurs diocèses par les circonstances, le St. Père pourra excercer en leur faveur son droit de donner des évêchés *in partibus*. Il leur sera fait une pension égale au revenu dont ils jouissaient, et ils pourront être replacés aux siéges vacants, soit de l'empire, soit du royaume d'Italie.

VIII. S. M. et S. S. se concerteront en temps opportun sur la réduction à faire, s'il y a lieu, aux évêchés de la Toscane et du pays de Gênes, ainsi que pour les évêchés à établir en Hollande et dans les départements anséatiques.

IX. La propagande, la pénitencerie et les archives seront établies dans le lieu du séjour du St. Père.

X. S. M. rend ses bonnes grâces aux cardinaux, évêques, prêtres et laïques qui ont encouru sa disgrâce par suite des événements actuels.

XI. Le St. Père se porte aux dispositions ci-dessus, par considération pour l'état actuel de l'église, et dans la confiance que lui a inspirée S. M., qu'elle accordera sa puissante protection aux besoins si nombreux qu'a la religion dans le temps où nous vivons.

Signé NAPOLÉON, PIE VII.

Fontainebleau, le 25 janvier 1813.

tien. Le Saint Père, indigné qu'on eût violé la promesse qui lui avait été faite, adressa, par écrit, des reproches à Napoléon, et déclara nul l'arrangement fait avec lui. En même temps il protesta qu'il ne consentirait jamais à un concordat (1), à moins qu'il ne s'étendît à tous les points en litige, entre le Saint Siége et la France. Enfin il écrivit à tous les archevêques français, pour leur déclarer qu'il n'en avait été conclu aucun. Cette conduite suscita de nouvelles persécutions au Saint Père. Il fut gardé à vue par un gendarme; il ne lui fut plus permis de sortir du palais; et les cardinaux attachés à sa personne furent traités avec la dernière rigueur.

L'exposé de la situation de l'empire devait précéder naturellement les demandes d'argent que Napoléon se proposait de faire à ses peuples. D'après le tableau qui fut présenté par le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur, tout prospérait, population, agriculture, manufactures, commerce, instruction publique,

(1) On rapporte que le cardinal Maury insista un jour auprès de Sa Sainteté, pour qu'elle exécutât les articles du prétendu concordat. Le cardinal de San Pietro, qui était présent, soutint l'opinion du St. Père, et s'attira ainsi la disgrâce de Napoléon qui l'éloigna de Fontainebleau.

marine même. Voici, selon le ministre, quelles étaient les causes de cette grande prospérité, qui, si elle était réelle, aurait disparu promptement. « Les nouveaux procédés dans l'agriculture, » dans l'industrie, dans les arts utiles, ne sont » plus repoussés, dit-il, par cela même qu'ils » sont nouveaux. Partout on tente des essais; » et ce que l'expérience démontre préférable » est substitué aux anciennes routines..... Ce » degré de prospérité est dû aux lois libérales » qui régissent ce grand empire, à la suppres- » sion de la féodalité, des dîmes, des main- » mortes, des ordres monastiques; suppression » qui a constitué ou affranchi un grand nom- » bre de propriétés particulières, aujourd'hui » le patrimoine libre d'une multitude de fa- » milles jadis prolétaires; il est dû à l'égalité » des partages, à la clarté et à la simplicité des » lois sur la propriété et sur les hypothèques, » à la promptitude avec laquelle sont jugés les » procès, dont le nombre décroît chaque jour. » C'est à ces mêmes causes (1) et à l'influence » de la vaccine, que l'on doit attribuer l'ac- » croissement de la population. Et pourquoi ne

(1) Plusieurs de ces causes sont réelles; mais l'effet est plus que contre-balancé par la conscription.

» dirions-nous pas que la conscription elle-
» même, qui, chaque année, fait passer sous
» nos drapeaux l'élite de notre jeunesse, a
» contribué à cet accroissement en multipliant
» le nombre des mariages, en les favorisant,
» parce qu'ils fixent pour toujours le sort du
» jeune français, qui, une première fois, a
» obéi à la loi? » On a de la peine à concevoir comment un ministre même de Napoléon a pu pousser le dévouement ou la flatterie au point de faire une telle apologie d'une institution désastreuse qui a fait périr, sur les champs de bataille et dans les hôpitaux, plusieurs millions de Français, l'espoir de la patrie.

L'exposé de la situation de l'empire fut suivi de la présentation du budget. Elle fut faite par M. le comte Molé, conseiller d'état. L'orateur, dans un discours préliminaire, mit en parallèle la prospérité toujours croissante de la France et l'état critique de l'Angleterre, qui soutenait, dit-il, une lutte au dessus de ses forces, et ne trouvait de ressources qu'en des emprunts ruineux. Après avoir admiré le bon ordre des finances, le bon emploi des revenus de l'Etat, l'exactitude et la publicité des comptes rendus par le gouvernement, M. le comte Molé s'écria, pour sa péroraison : « Si un homme

» du siècle des Médicis ou de celui de » Louis XIV revenait sur la terre, et qu'à la » vue de tant de merveilles, il demandât com» bien de règnes heureux, combien d'années » de paix il a fallu pour les produire, vous ré» pondriez, Messieurs, qu'il *a suffi de douze* » *ans de guerre et d'un seul homme!* »

Le projet de loi qui suivit cet étrange discours, mettait à la disposition du gouvernement, pour les dépenses de l'année 1813, et pour faire face à l'arriéré des trois années précédentes, montant à deux cent trente-deux millions cinq cent mille francs, la somme énorme de onze cent cinquante millions. Comme les impôts ne pouvaient l'égaler, on ordonnait que les biens ruraux, maisons et usines, possédés par les communes, seraient vendus, et qu'on en verserait le produit à la caisse d'amortissement. Ainsi, après avoir dissipé tous les biens du clergé, et même ceux des hôpitaux, ainsi que la plus grande partie des biens de la noblesse; après avoir fait une banqueroute effrayante et imposé de rudes contributions à presque tous les peuples de l'Europe, contributions qu'il nous faut restituer aujourd'hui, la France était réduite, malgré toutes les merveilles opérées par le génie de Napoléon, à user de la faible ressource que

pouvait procurer une vente dont on ne se proposait pas de retirer plus de trois cent soixante-dix millions, et qui, peut-être, ne les produisit pas.

Le rapporteur de la commission des finances du corps législatif, s'efforça également de démontrer les prétendus avantages de cette mesure. Il soutint qu'il était contraire à un bon système d'administration, qu'une grande masse de biens se trouvât hors de la circulation ; il prétendit qu'une administration municipale ne pouvait mettre dans la régie de ceux qu'elle possédait, le même soin qu'un particulier, et qu'il en résultait que la culture des terres était imparfaite et le produit moindre ; enfin il représenta que le revenu accordé aux communes serait proportionné à celui dont elles auraient joui en 1813. D'après toutes ces considérations, que personne n'avait le droit de combattre dans une assemblée dont les membres étaient, pour ainsi dire, privés de la parole, le rapporteur proposa l'adoption du projet, qui, sur-le-champ, fut transformé en loi.

Comme la convocation du corps législatif n'avait eu pour objet que de procurer au gouvernement les fonds dont il avait besoin, la dissolution en fut ordonnée lorsqu'on y eut

pourvu. Deux jours auparavant (23 mars), Napoléon en avait reçu une adresse qui ne fut guère qu'une répétition des discours prononcés par les comtes Montalivet et Molé. La réponse qu'il y fit est remarquable par des expressions plus modérées que celles qu'il avait coutume d'employer ; mais le fonds des pensées était toujours le même.

« Appelé par la providence et la volonté de » la nation (1), dit-il, à constituer cet empire, » ma marche a été graduelle, uniforme, ana- » logue à l'esprit des événements et à l'intérêt » de mes peuples. Dans peu d'années, ce grand » œuvre sera terminé, et tout ce qui existe, » complètement consolidé.

» Tous mes desseins, toutes mes entreprises » n'ont qu'un but, la prospérité de l'empire, » que je veux soustraire à jamais aux lois de » l'Angleterre.

» L'histoire, qui juge les nations comme elle » juge les hommes, remarquera avec quel » calme, quelle simplicité et quelle prompti- » tude de grandes pertes ont été réparées. On » peut juger de quels efforts les Français seraient

---

(1) On a déjà démontré que ce vœu fut surpris, imcomplet, illégal et nul.

» capables, s'il était question de défendre leur » territoire, ou l'indépendance de ma couronne.

» Nos ennemis ont offert au roi de Danemarck, en compensation de la Norwège, nos » départements de l'Elbe et du Weser. Par » suite de ce projet, ils ont ourdi des trames » dans ces contrées. Le Danemarck a rejeté » ces propositions insidieuses, dont le résultat » était de le priver de ses provinces, pour lui » léguer en échange une guerre éternelle avec » nous.

» J'irai bientôt me mettre à la tête de mes » troupes et confondre les promesses fallacieuses de nos ennemis. Dans aucune négociation, l'intégrité de l'empire n'est ni ne sera » mise en question.

» Aussitôt que les soins de la guerre nous » laisseront un moment de loisir, nous vous » rappellerons dans cette capitale, ainsi que » les notables de notre empire, pour assister au » couronnement de l'impératrice, notre bien-aimée épouse, et du prince héréditaire, roi » de Rome, notre cher fils.

» La pensée de cette grande solennité, à la-fois religieuse et politique, émeut notre » cœur. J'en presserai l'époque pour satisfaire » aux desirs de la France. »

Depuis le retour de Napoléon, les feuilles publiques étaient remplies de recherches historiques sur les reines de France auxquelles on avait déféré la régence et sur les héritiers présomptifs du trône, que les monarques régnants avaient fait couronner de leur vivant. On ne réfléchit pas que ce dernier moyen n'avait été pris, le plus souvent, que lorsque l'ordre de succession à la couronne avait paru mal assuré, et qu'y avoir recours dans la conjoncture où l'on se trouvait alors, c'était annoncer que, comptant peu sur l'affection des Français envers son fils, Napoléon jugeait nécessaire de les enchaîner par des serments. Quant à la régence qu'il se proposait de déférer à Marie-Louise, on présume, avec beaucoup de vraisemblance, qu'il avait principalement en vue de flatter l'Autriche, dont il desirait la coopération. Mais une si vaine démonstration ne devait avoir que peu d'influence sur la conduite de la cour de Vienne, qui pouvait à peine y trouver l'assurance de n'être plus exposée à de nouvelles spoliations, tandis que l'état des affaires de l'Europe lui permettait d'espérer davantage. Quoi qu'il en soit, cet amas indigeste de lois, qu'on appelait les constitutions de l'empire, n'ayant déterminé que peu de points relativement

à la régence, un projet de sénatus-consulte fut présenté à ce sujet, le 2 février, au sénat, qui l'adopta trois jours après. Napoléon, se disposant à partir pour prendre le commandement de ses armées, déclara, par des lettres-patentes en date du 30 mars, qu'il conférait à Marie-Louise le droit d'assister aux conseils du cabinet, toutes les fois qu'il en serait convoqué durant son règne. Les mêmes lettres lui déférèrent la régence, en vertu desquelles elle pouvait présider le sénat, le conseil d'état, le conseil des ministres et le conseil privé, notamment pour l'examen des recours en grâce, sur lesquels elle était autorisée à prononcer, après avoir entendu les membres de ce dernier conseil. Toutefois elle ne pouvait autoriser, par sa signature, la présentation d'aucun sénatus-consulte, ni proclamer aucune loi de l'état, ce qui réduisait presque à rien le pouvoir remis entre ses mains. On en jugera par le serment qu'elle prêta le même jour, 30 mars, dans un conseil du cabinet, composé des grands dignitaires et de tous les ministres. Il était conçu en ces termes : « Je jure fidélité à l'empereur. Je jure de me conformer aux actes des constitutions et d'observer les dispositions faites ou à faire par l'empereur mon époux, dans l'exercice de l'autorité qu'il lui plairait de

me confier pendant son absence. » Napoléon n'avait donc délégué réellement que le droit de faire grâce; et l'on conviendra, sans peine, qu'il n'y avait pas là de quoi séduire l'Autriche.

La défection du général d'York avait été considérée généralement comme un présage assuré de la conduite que tiendrait la Prusse dans la lutte qui allait s'ouvrir de nouveau. Il était impossible, en effet, que cette puissance, dont les états avaient été réduits de moitié par le traité de Tilsitt, et qui avait vu accabler de contributions, de réquisitions et d'exactions de tout genre, les provinces qu'on lui avait laissées, ne saisît pas la première occasion qui pourrait s'offrir de soustraire aux maux qu'ils enduraient encore, ses peuples indignés. Il n'y avait que la terreur inspirée par le pouvoir colossal de Napoléon qui eût pu porter Frédéric-Guillaume à joindre ses armes à celles de son oppresseur, pour combattre un monarque auquel il était uni par les nœuds d'une amitié personnelle, et à qui même il devait la conservation de sa couronne. Dans cet état des choses, il ne fallait qu'un léger prétexte pour occasionner une rupture ; et il fut trouvé facilement dans les discussions qui existaient entre la France et la Prusse, au sujet des contributions de guerre et d'autres objets du même

genre. Sa majesté Prussienne ayant d'abord mis sa personne à couvert, en se retirant en Silésie, province qui n'était point occupée par nos troupes, son ministre annonça, le 17 mars, à l'ambassadeur de France, que la Prusse faisait cause commune avec la Russie; et la même notification fut adressée au ministre des relations extérieures, le 27 du même mois. Quelques jours après, le sénat fut assemblé pour entendre la lecture d'un rapport où le duc de Bassano ne craignit pas de célébrer la générosité de son maître, qui n'avait pas dépouillé de tous ses états sa majesté Prussienne, dont, en conséquence, l'ingratitude était notoire. Cette communication avait pour objet une nouvelle levée d'hommes, qui ne fut que de cent quatre-vingt mille. C'était ne pas garder les règles de la proportion, puisqu'à la défection du contingent prussien, on avait demandé trois cent cinquante mille hommes. Peut-être Napoléon crut-il se dédommager, en proposant la lévée de dix mille hommes choisis dans les familles les plus illustres, ou les plus riches, et destinés à former quatre régiments de gardes-d'honneur. On devait en faire un jour des compagnies de gardes-du corps, institution qui, selon l'observation judicieuse de l'orateur du conseil d'état, M. le comte Defermon, est né-

cessaire au trône, mais dont, peu d'années auparavant, l'usurpateur avait inutilement tenté le rétablissement (1). L'intention principale de Napoléon était d'obtenir des otages (2) qui pussent lui garantir la fidélité de leurs parents, durant la crise dont il ne pouvait se dissimuler entièrement les approches. Cette mesure tyrannique, comprit une foule de jeunes gens qui s'étaient proposé de parcourir une tout autre carrière que celle des armes, et du plus grand nombre desquels les talents furent à jamais perdus pour la France.

Napoléon, après avoir déployé, durant près de quatre mois, cette funeste activité dont l'a pourvu la nature, quitta sa capitale, le 15 avril, pour aller prendre le commandement de ses troupes, et s'efforcer de rendre à son nom un éclat qu'il ne devait recouvrer que pour peu d'instants.

---

(1) Cette armée, qui composait la garde de Buonaparte, en avait témoigné son mécontentement, et en conséquence le projet fut ajourné.

(2) Le nombre considérable des gardes-d'honneur suffirait pour prouver cette assertion, s'il en était besoin.

CHAPITRE V.

Première partie de la Campagne de 1813, en Allemagne.

Les malheureux débris de la grande armée avaient été poursuivis par les Russes, aussi vivement que l'avait permis la rigueur de la saison. Le comte de Wittgenstein était entré à Kœnisberg, le 6 janvier 1813; et le général Platoff s'était emparé d'Elbing, dix jours après. Ces mouvements contraiguirent Murat à porter son quartier-général à Posen. Dégoûté d'un commandement qu'il n'avait accepté qu'à regret, il s'en démit; et déguisé, dit-on, en juif allemand, il partit pour l'Italie. Napoléon ne fut pas plutôt instruit de ce départ, que la note suivante fut publiée par son ordre : « Le roi de » Naples étant indisposé, a dû quitter le com- » mandement de l'armée qu'il a remis entre les » mains du vice-roi. Ce dernier a plus d'habi- » tude d'une grande administration ; il a la » confiance de l'empereur. » Le fonds de vérité contenu dans ce sarcasme ne le rendait que

plus indécent de la part d'un homme qui avait mis la couronne sur la tête de Murat (1).

Le prince Eugène, dès qu'il eut pris le commandement en chef, s'empressa de mettre au complet les garnisons et l'approvisionnement des places de la Vistule; puis il marcha vers l'Oder, passa ce fleuve, cantonna son armée et ravitailla Custrin, Stettin, Gross-Glogaw et Spandau. Les troupes légères des Russes le suivirent de près. Quinze cents cosaques ayant passé l'Oder sur la glace, marchèrent, à la faveur de la nuit, vers Berlin, dont ils surprirent une porte. Ils pénétrèrent dans quelques rues adjacentes, et le peuple parut disposé à se joindre à eux. Quelques coups de canon et la vue des bataillons français qui formaient la garnison de Berlin, dissipèrent l'attroupement et mirent en fuite les cosaques.

Le roi de Prusse, à son arrivée à Breslau, avait ordonné à ses sujets de prendre les armes pour la défense de la patrie et du trône; mais il n'avait pas encore osé dire contre qui elles devaient être tournées. Ensuite, il fit proposer à Napoléon, par une note du 15 février,

---

(1) On lui reproche de ne s'être occupé en aucune sorte des besoins si multipliés de l'armée dont le commandement lui avait été confié.

une trève, d'après laquelle les Russes se seraient retirés derrière la Vistule et les Français derrière l'Elbe. Ce n'était là, très probablement, qu'une vaine démonstration de neutralité; car, le 28 du même mois, un traité d'alliance offensive et défensive fut conclu à Kalisch, entre la Prusse et la Russie (1). L'empereur Alexandre, qui s'était mis à la tête de ses troupes, visita, le 15 mars, Frédéric-Guillaume à Breslau. Le roi de Prusse versa des larmes de joie en embrassant son auguste allié, qui, attribuant son émotion au souvenir de ses malheurs, lui dit : « Consolez-» vous, mon frère. Ces larmes sont les der-» nières que l'empereur Napoléon vous aura » fait verser. Je jure de ne poser les armes que » lorsque l'Allemagne sera délivrée du joug des » Français! » Frédéric-Guillaume, encouragé par cette promesse d'un prince magnanime, adressa, le 17 mars, à ses sujets, une proclamation où il dévoila ses sentiments : « Nous » avons été obligés de nous courber sous la » puissance supérieure de la France, leur di-» sait-il : il n'en est résulté que hauteur et per-» fidie. Il n'est plus possible de nous faire illu-

(1) On croit que par ce traité, qui n'a pas été rendu public, la Russie a garanti à la Prusse des dédommagements proportionnés aux pertes qu'elle avait faites.

» sion sur notre propre situation..... Sou-
» venez vous du grand Frédéric ; souvenez-
» vous des avantages pour lesquels nos ancê-
» tres ont combattu la liberté de conscience,
» l'honneur, l'indépendance, le commerce,
» l'industrie et les sciences. Songez aux Russes,
» aux Espagnols et aux Portugais. Il n'est point
» de milieu entre une paix honorable ou une
» chute glorieuse. Si nous devons succomber,
» ce sera du moins avec honneur. Mais notre
» cause est juste ; Dieu donnera la victoire à
» nos armes, et nous verrons enfin des temps
» plus heureux (1). »

Ce touchant appel obtint tout le succès que le monarque avait droit d'en attendre. Tous les habitants en état de porter les armes se présentèrent pour la défense de la patrie, et formèrent ces nombreux bataillons de landsturm, ou de levée en masse, qui ont rendu de si grands services à la cause de la Prusse.

Le prince Eugène ayant appris que les Russes quittaient les rives de la Vistule, ne

(1) Frédéric Guillaume avait institué, le 10 mars, la décoration de la Croix de Fer. Elle devait être accordée à ceux qui se distingueraient, soit en combattant l'ennemi, soit de toute autre manière, durant la lutte qui allait s'ouvrir. Dans le préambule de son ordonnance, S. M. P. avait, non sans raison, appelé *temps de fer*, celui où l'on vivait alors.

crut pas qu'il fût prudent de les attendre sur l'Oder. En conséquence, il se porta vers l'Elbe, au-devant des nombreux renforts que Buonaparte envoyait à son armée ; et cette retraite se fit en bon ordre. Le 3 mars, les Français évacuèrent Berlin, où, le 10 du même mois, le comte de Wittgenstein fit son entrée aux acclamations universelles des habitants, transportés de joie à la vue de leur libérateur. Les troupes françaises s'étant aussi retirées de Hambourg, le colonel Tettenborn y entra avec quatre mille cosaques; mais la délivrance des malheureux hambourgeois ne fut que momentanée. Ils étaient réservés à des maux plus grands que ceux qu'ils avaient déjà soufferts.

L'armée française, au 1er. avril, était déjà plus nombreuse que celle des alliés (1). Cependant le prince Eugène fit évacuer Dresde, et établit ses principales forces sur la Saale, la

(1) L'armée russe qui avait poursuivi les Français depuis Moscou, avait fait des pertes considérables et n'avait reçu aucun renfort. Elle avait été obligée, au contraire, de laisser des garnisons en Pologne, des corps de blocus devant Dantzick, Thorn, Modlin, Zamosk, Czenstochau et Custrin, et un corps d'observation sur les frontières de la Gallicie. A la vérité, elle se voyait renforcée par la jonction des troupes de la Prusse; mais cette puissance n'était pas encore en état de faire de grands efforts, et ses finances étaient extrêmement embarrassées.

gauche appuyée sur Magdebourg, le centre sur Hall, et la droite sur Weissenfelds et Naumbourg. Le corps du maréchal Davoust était dans les environs de Zell, et le général Vandamme occupait Brême.

Dans les premiers jours du mois d'avril, le général Blücher, qui, vers la fin de mars, était sorti de la Silésie à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, avait passé l'Elbe à Dresde. Il avait été précédé par le général Winzingerode, qui avait été mis sous son commandement avec une armée de même force. Le comte de Wittgenstein et les généraux d'York et Borstel, ayant ensemble environ vingt-cinq mille hommes, se trouvaient sur la rive droite de l'Elbe, devant Magdebourg. Au-dessous de cette place et sur les deux rives du fleuve, étaient les détachements russes de Tettenborn, de Dœsenberg et de Tchertnitcheff, qui, réunis, formaient six à sept mille hommes.

La grande armée russe, forte de trente mille hommes, et dont l'avant-garde était commandée par le général Miloradowitsch, était à Kalisch et sur les frontières de la Silésie. Enfin un autre corps russe observait, en Pologne, celui du prince Poniatowsky.

Les forces des alliés postées sur l'Elbe, depuis les frontières de la Bohême jusqu'à l'em-

bouchure de ce fleuve, formaient donc environ quatre-vingt mille hommes, et elles n'avaient d'autre point d'appui que Dresde, ville qui n'était pas encore mise en état de défense.

Il y eut, le 2 avril, du côté de Lunebourg, entre les Français et les alliés, un combat, où la supériorité du nombre donna la victoire aux derniers (1). Le lendemain, l'avant-garde du maréchal Davoust fit repasser l'Elbe aux Russes. Le 5, le général Grenier attaqua les Prussiens en avant de Magdebourg, et on perdit environ mille hommes de chaque côté.

Napoléon, parti de Paris le 15 avril, arriva le 16 à Maïence, où il passa huit jours, livré aux travaux relatifs à l'organisation de ses armées. Il se remit en route, le 24, et arriva le 28 à Naumbourg. Ce jour, le maréchal Ney passa la Saale près de cette ville avec quarante mille hommes. Le prince Eugène, qui commandait l'aile gauche, dont la force était la même, débouchait alors par Hall et Naumbourg. La droite, composée aussi de quarante mille hommes, occupait les deux bords de la Saale, entre Naumbourg et Jéna. Le 29, l'avant-garde du maréchal Ney, aux ordres du général Souham, marcha vers Weissenfelds,

(1) Le général Morand fut tué dans cette action.

qui était occupé par une division russe. Après une vive canonnade, cette division se retira sur Leipsick, en bon ordre, ce qu'elle dut à la supériorité de sa cavalerie; et sa retraite entraîna celle des Prussiens, qui étaient restés sur la Saale, près de Mersebourg.

Le maréchal Ney manœuvra, le 1er. mai, pour franchir le défilé de Poserna. Il forma son infanterie en carrés, soutenus, entre eux, par de l'artillerie; et la cavalerie se tint en réserve. Le général Winzingerode s'était porté vers la Saale pour reconnaître la jonction du gros de l'armée française et sonder les intentions de Buonaparte. Le corps qu'il commandait, fort de dix mille chevaux, garnissait les hauteurs qui bordent le défilé et canonna les colonnes françaises; mais, dès que ce général eut fait ses observations, il se retira vers Leipsick, sans être poursuivi.

Le combat de Poserna ne fut guère qu'une vive escarmouche, où, de chaque côté, il n'y eut que trois cents hommes de tués et de blessés; mais les Français perdirent un de leurs maréchaux, le duc d'Istrie (Bessières (1), qui com-

(1) Napoléon, dans une revue faite aux Tuileries, l'hiver précédent, voyait défiler un régiment de cavalerie nouvellement formé : « Quand cela pourra-t-il servir? » demanda-t-il au maréchal

mandait en chef la cavalerie. Il fut tué roide par un boulet qui, après lui avoir coupé le poignet, lui fracassa la poitrine et le perça d'outre en outre.

Les alliés avaient aussi éprouvé une grande perte trois jours auparavant. Le maréchal Koutouzoff, que son souverain avait créé prince de Smolensk, était mort à Bantzlau, le 28 avril, à l'âge de soixante-dix ans. Depuis quelque temps il avait quitté le commandement suprême. Le comte de Wittgenstein, qui l'avait remplacé, porta, dans la nuit du 1er. au 2 mai, son armée sur la rive gauche de l'Elster. Le général d'York commandait l'aile droite, Blücher le centre, et Winzingerode l'aile gauche. L'armée combinée se montait à cent cinquante mille combattants. Les Français en avaient près de deux cent mille. Leur aile gauche était appuyée sur l'Elster, ayant sa droite dans la direction du village de Kaya, où était le centre, aux ordres du maréchal Ney. Le maréchal Marmont, qui commandait une ré-

---

Bessières, qui lui répondit : « Sire, dans deux ans. » Napoléon fut peu flatté de la réponse. Nous n'en tirerons pas la conséquence qu'il ait voulu se venger en mettant le maréchal à la tête d'une cavalerie de nouvelle levée; car il n'en avait pas d'autre.

serve, avait été placé à la droite. Le corps du maréchal Oudinot n'était pas encore arrivé; et celui du général Bertrand, qui venait d'Italie, devait manœuvrer pour tourner la gauche des alliés. Le corps du maréchal Marmont touchait au centre par sa gauche, et il avait sa droite à Poserna. La garde impériale, postée en avant de Lutzen, formait la réserve du centre, en remplacement du corps de Marmont, devenu la droite. Les alliés commencèrent l'attaque en s'emparant du village de Kaya. Malgré tous les efforts que le maréchal Ney fit pour le reprendre, ils le conservèrent jusqu'à la fin du jour, et il fut le pivot de leurs opérations. Winzingerode marcha fièrement pour attaquer la droite de l'armée française et tenter de se rendre maître du chemin de Weissenfelds. Le maréchal Marmont le repoussa et maintint sa position. Napoléon ayant deviné le projet des alliés, qui était de frapper un grand coup avec leur centre, où ils avaient réuni l'élite de leurs troupes, ordonna au prince Eugène de soutenir le centre de l'armée française, dont la position devenait plus critique à chaque instant. Le maréchal Macdonald attaquait la droite et le général Bertrand la gauche des alliés, lorsque leur centre, animé par la présence d'Alexandre et de Frédéric-Guillaume, culbuta

le maréchal Ney. Jugeant qu'il fallait opposer l'audace à l'audace, Napoléon se met alors à la tête de sa garde; et, soutenu par une batterie de quatre-vingts pièces de canons, il arrête la marche victorieuse des ennemis. Dès que le général Bertrand avait paru, le maréchal Marmont avait appuyé sur le centre, et le maréchal Macdonald avait aussi manœuvré par sa droite. Ces mouvements concentriques des deux ailes de l'armée française ôtèrent aux alliés tout espoir de se maintenir contre des forces si nombreuses, et leur retraite fut résolue. Les deux armées s'étaient battues avec fureur; mais les Français remportèrent complètement la victoire. Ils l'achetèrent par la perte de quinze mille hommes qui furent mis hors de combat (1). Celle des alliés fut au moins de vingt mille hommes. On trouva, parmi les morts, le prince de Hesse-Hombourg, que le prince de Neufchâtel fit enterrer à Pégau avec tous les honneurs dus à son rang. Le général Blücher fut blessé. Le vieux guerrier, quoique baigné dans son sang, ne voulut pas quitter son poste, et se fit panser sur le champ de bataille même.

On reproche deux fautes capitales au comte

(1) Le bulletin français n'en avoua que dix mille.

de Wittgenstein. La première, fut de n'avoir pas attendu l'armée française dans les vastes plaines de Leipsick, où sa belle cavalerie lui aurait rendu de si grands services, tandis qu'il la fit écraser, sans aucune utilité, dans un terrain coupé où elle ne pouvait se défendre. La seconde faute est d'avoir laissé, à Zeist, le corps de Miloradowitch, qui aurait pu l'aider à frapper un grand coup lorsque le centre de l'armée française plia. Quant à Napoléon, on ne peut, dit-on, lui adresser qu'un seul reproche, c'est d'avoir, contre sa coutume, affaibli son centre par une trop grande extension de sa gauche; mais son champ de bataille avait été parfaitement choisi.

Le vainqueur ne négligea pas de célébrer son triomphe. Il adressa le 3 mai, à son armée, une proclamation remplie d'exagération, d'emphase et de mensonges : « Soldats, dit-il, » je suis content de vous! Vous avez rem- » pli mon attente! Vous avez suppléé à tout » par votre bonne volonté et par votre bra- » voure...... Vous avez ajouté un nou- » veau lustre à la gloire de mes aigles; vous » avez montré tout ce dont est capable le sang » français. La bataille de Lutzen sera mise au- » dessus des batailles d'Austerlitz, d'Iéna, de » Friedland et de la Moscowa (c'était toujours la

» dernière victoire qu'il remportait qui était la
» plus éclatante). Dans la campagne passée,
» l'ennemi n'a trouvé de refuge contre nos ar-
» mes qu'en suivant la méthode féroce des bar-
» bares ses ancêtres. Des armées de Tartares
» ont incendié ses villages, ses villes, la sainte
» Moscou elle-même! Aujourd'hui, ils arri-
» vaient dans nos contrées, précédés de tout
» ce que l'Allemagne, la France et l'Italie ont
» de mauvais sujets et de déserteurs, pour y prê-
» cher la révolte, l'anarchie, la guerre civile
» et le meurtre. Ils se sont faits les apôtres de
» tous les crimes. C'est un incendie moral qu'ils
» voulaient allumer entre la Vistule et le Rhin,
» pour, selon l'usage des gouvernements des-
» potiques, mettre des déserts entre nous et
» eux. Les insensés! Ils connaissaient peu l'at-
» tachement à leurs souverains, la sagesse,
» l'esprit d'ordre et le bon sens des Allemands:
» ils connaissaient peu la puissance et la bra-
» voure des Français!

» Dans une seule journée, vous avez déjoné
» tous ces complots parricides.. . . Nous rejet-
» terons ces Tartares dans leurs affreux cli-
» mats qu'ils ne doivent plus franchir. Qu'ils
» restent dans leurs déserts glacés, séjour d'es-
» clavage, de barbarie et de corruption, où
» l'homme est ravalé à l'égal de la brute. Vous

» avez bien mérité de l'Europe civilisée (qui
» s'est donc montrée bien peu reconnaissante).
» Soldats! l'Italie, la France, l'Allemagne,
» vous rendent des actions de grâces! »

L'allégresse fut extrême parmi les partisans de Napoléon, à la nouvelle de la victoire qu'il avait remportée dans les champs de Lutzen. On chanta le *Te Deum* dans toutes les églises de France, d'après l'invitation que Marie-Louise en fit, en sa qualité de régente. Elle-même se rendit, dans toute la pompe de la souveraine puissance, à la métropole de Paris. Elle fut reçue par le cardinal Maury, qui venait de publier un mandement, où, déserteur de la cause de l'humanité (1), il n'avait pas eu honte de faire le panégyrique du plus sanguinaire de tous les hommes. « *J'irai bientôt me » mettre à la tête de mes troupes et confondre » les promesses fallacieuses de nos ennemis,* » avait dit Napoléon, dans sa réponse à l'adresse que lui avait présentée le corps législatif. L'orateur profanant de la manière la plus scandaleuse, la chaire de vérité, choisit ce texte et s'écria : « A peine la campagne est ouverte, et

(1) M. l'abbé Maury a dû sa première célébrité à son panégyrique de Saint-Vincent de Paule. Personne n'ignore que ce saint a été un des plus grands bienfaiteurs de l'humanité.

» déjà l'oracle se trouve accompli! Les pre-
» miers jours des hostilités ont acquitté cet en-
» gagement imposant du génie. Soutenu par la
» protection éprouvée du ciel et animé par le
» noble sentiment de sa force, notre auguste
» monarque présentait dès-lors ses espérances
» à la nation, sous une garantie de vingt années
» de triomphes, dont l'éclat efface toutes les ré-
» putations de l'histoire... Une campagne qui
» s'ouvre sous de si brillants auspices, semble
» devoir achever de nous manifester, dans toute
» leur étendue, les desseins de la Providence
» sur les magnifiques destinées de l'empereur.
» Puissances ennemies de la France! vous aviez
» dénombré nos légions; vous aviez calculé
» toutes les armes qui les composent; mais vous
» aviez oublié d'apprécier aussi le génie ex-
» traordinaire de leur chef, dont les sublimes
» conceptions savent en balancer l'action, en
» concerter l'ensemble, en suppléer les moyens
» et en doubler la force. Vous lui supposiez
» des soldats sans expérience, et vous osiez
» mépriser leur jeune bravoure, qui n'avait pas
» encore vu l'*effroyable feu des combats.*
» Mais vous ne songiez pas que le regard et la
» renommée du grand homme qui les com-
» mande, en feraient devant vous des héros.
» Vous l'avez cru loin de son armée; et son

» histoire, comme vos revers, aurait dû vous
» apprendre que dans ses marches, son poste
» est toujours à la tête de ses victorieuses pha-
» langes (1). Vous n'avez pu retarder, au moins,
» de reconnaître la présence du premier des
» capitaines, aux manœuvres comme à l'en-
» thousiasme de ses troupes, et aux ravages
» de la foudre qui a écrasé l'élite de votre ar-
» mée. Ne saviez-vous donc pas, sur la foi de
» vos précédentes défaites, que l'obliger de se
» défendre c'était l'appeler à la victoire? » Et
c'était dans les temples d'un Dieu de paix, qu'un
pontife poussait ces acclamations belliqueuses!
Continuant à s'adresser aux monarques alliés,
le panégyriste poursuivait ainsi : « Venez donc
» provoquer et accélérer le combat. La moitié
» de son armée, encore éloignée de son camp,
» n'aura plus à regretter, dans quelques heures,
» que de n'avoir pu partager ses lauriers. *L'in-*
» *fériorité de notre cavalerie*, *que l'empereur*
» *desirait d'épargner*, et à laquelle il destinait
» pour supplément sa foudroyante artillerie,
» éclaire tout-à-coup sa pensée d'une de ces
» illuminations soudaines dont parle Bossuet.»

(1) Réponse officieuse faite à l'accusation déjà portée contre Buonaparte, d'avoir abandonné son armée en Egypte, en Espagne et en Russie.

Comment l'ombre de l'illustre et vertueux prélat, éloquent défenseur des droits de l'autel et du trône, n'a t elle pas apparu menaçante aux regards de celui qui les trahissait l'un et l'autre? « *C'est une bataille d'Egypte*, dit-il à ses » troupes, *une bonne infanterie soutenue par* » *l'artillerie doit savoir se suffire*...... On » est transporté d'admiration devant l'homme » extraordinaire qui élève notre empire à un » si prodigieux degré de puissance et de gloire. » Sa destinée et ses officieux ennemis le pla- » cent sans cesse dans toutes les situations les » plus propres à nous découvrir tout l'horizon » de son génie. Il est l'ame de son gouverne- » ment comme de son armée. On ne conçoit » pas qu'un mortel puisse surmonter tant » d'obstacles et suffire à tant de devoirs, allier » tant d'activité à tant de prévoyance, tant de » sagesse à tant d'impétuosité, tant d'étendue » dans les conceptions à tant de vigilance dans » les détails, et que chaque partie de son im- » mense administration soit toujours surveillée » par la perspicacité de ses regards, comme s'il » n'avait aucune autre sollicitude sur le trône. »

Terminons ces citations, par respect pour le caractère sacré dont était revêtu l'orateur, qui abusait ainsi de son ministère et de son talent pour préconiser la guerre et prodiguer

l'éloge à un homme frappé des anathèmes de l'église et assis insolemment sur le trône de nos rois, où tous les crimes réunis l'avaient fait monter.

Le comte de Wittgenstein s'était retiré en bon ordre vers la rive droite de la Mulde; mais l'approche de l'armée française, tout entière, le contraignit de passer l'Elbe, le 4 mai. Il fit couvrir sa marche par les Prussiens, qui, en conséquence, restèrent sur la Mulde. Ils furent attaqués, le 5, par l'avant-garde des Français aux ordres du prince Eugène, qui tourna leur droite. Leur position n'étant plus tenable, ils se retirèrent vers Gersdorf, où ils furent renforcés par le corps de Miloradowitch. Alors ils firent volte-face, et attendirent l'ennemi de pied ferme. L'attaque fut faite avec vivacité et soutenue avec courage, et la nuit seule sépara les combattants. Cette arrière-garde des alliés continua sa route vers Dresde, qu'elle ne fit que traverser. Napoléon y arriva, le 8, en même temps que son avant-garde. Aussitôt il fit le tour de la nouvelle ville, et ordonna d'en réparer les fortifications. De là il se rendit au village de Priesnitz, sur l'Elbe, pour y faire jeter un pont. Le 10, les Français passèrent le fleuve et se mirent à la poursuite des alliés. Wittgenstein, avec la grande armée,

avait pris position, le 8, à Bishofswerde, et son arrière-garde, aux ordres de Miloradowitch, était restée sur les hauteurs de Fishbach. Le général Bulow couvrait Berlin.

Le roi de Saxe s'était réfugié dans la Bohême, à l'approche des alliés. Après la journée de Lutzen, il sortit de cette retraite; et Napoléon voulant en récompenser, d'une manière éclatante, la fidélité, alla, le 11, à sa rencontre, hors de la ville de Dresde, où ils rentrèrent en triomphe à la tête des principaux corps de l'armée française.

Pour ne pas compromettre la supériorité que la bataille de Lutzen lui avait acquise, Napoléon fut forcé de concentrer son armée, dont plus de cinquante mille hommes n'étaient pas encore en ligne, le 2 mai (1). Le prince Eugène partit, le 15, de Dresde, pour marcher en avant. Il trouva les alliés en position. Leur gauche s'appuyait contre les montagnes qui séparent la Lusace de la Bohême; leur centre contre Bautzen (2); et leur droite contre le vil-

---

(1) L'armée française reçut un renfort d'environ vingt-mille hommes, après la bataille de Lutzen. Quant aux alliés, il leur en arriva vingt-cinq mille; et plusieurs autres corps étaient en marche pour les rejoindre. En outre, ils attendaient la grande armée de réserve russe, commandée par le général Labanof.

(2) Les alliés, dans leur retraite, s'étaient dirigés vers ce

lage de Dobershutz. Tout leur front était couvert par la Sprée. Sur le rapport qui lui fut fait, Napoléon résolut de diriger, contre la grande armée combinée, toutes ses forces disponibles. Le 19, il arriva devant Bautzen, et ordonna, pour le lendemain, une attaque générale. Les maréchaux Macdonald et Oudinot étaient à la droite; le maréchal Marmont et le général Bertrand au centre; et le maréchal Ney à la gauche, avec les généraux Reynier et Lauriston. Le maréchal Soult avait le commandement supérieur du centre, dont la garde impériale formait la réserve.

Les alliés, témoins de toutes les dispositions de Buonaparte, profitèrent, avec habileté, d'une faute commise par le général Bertrand, qui donna aussi une trop grande étendue à son aile gauche. Attaqué le 19, par le général Barclay de Tolly, aux environs de Kœnigswartha, Bertrand fut surpris et battu, avec perte de deux mille hommes et de onze pièces de canon. Le maréchal Ney, qui courut à son secours, sauva cette division d'une destruction totale.

Le 20, à huit heures du matin, Napoléon ordonna le passage de la Sprée, qui, à midi,

---

point, pour empêcher que les Français ne se missent entre eux et les états autrichiens.

était exécuté sur tout le front de l'armée combinée. L'action fut vivement disputée. Miloradowitch réussit à maintenir son poste; mais Barclay de Tolly et d'York, à la droite, et Blücher et Wittgenstein à la gauche, perdirent du terrain. Ils se retirèrent dans une position retranchée, près de Wurtzen et à une lieue de Bautzen; et Miloradowitch se vit forcé de suivre leur mouvement.

Les Français commencèrent l'attaque, le 21, à la pointe du jour. Macdonald et Oudinot eurent l'ordre de presser vivement la gauche des alliés, afin qu'ils ne pussent la dégarnir pour soutenir leur aile droite contre laquelle Napoléon avait résolu de diriger tous ses efforts.

Marmont engagea une vive canonnade contre le centre, qui était couvert par des retranchements. Ney, en même temps, attaqua l'aile gauche et s'empara du village de Preilitz. Soult, avec la réserve de l'armée, infanterie et cavalerie, attendait dans un bas fond, hors de la vue des alliés, qu'il fût temps de se porter vers le point le plus convenable pour décider l'action. Il commença son mouvement à une heure de l'après-midi. Ney avait été assailli par les corps de réserve des alliés et obligé d'abandonner Preilitz. Ce succès momentané, mais brillant, fut dû à Blücher, qui, à son tour, se

vit forcé par la garde et les corps de réserve commandés par Soult, de se replier sur Wurtzen, ce qu'il fit dans le plus bel ordre. Barclay de Tolly, attaqué de nouveau par Ney, s'était porté sur la droite de ce village et avait occupé un mamelon qui le sépare de Rackel. Napoléon, maître des hauteurs de Kreckwitz, dominait le centre et la gauche des alliés, dont, en même temps, la droite était débordée par le mouvement de ses corps de réserve. Dans cette position critique, Wittgenstein ordonna la retraite vers les cinq heures. Ses colonnes se dirigèrent du côté de Weissemberg, et les corps de Kleist et de Miloradowitch firent l'arrière-garde.

Les Français couchèrent sur le champ de bataille; et le lendemain, 22, à quatre heures du matin, Napoléon mit de nouveau son armée en mouvement. Les alliés avaient quitté Weissemberg à minuit et marché du côté de Gorlitz. Leur arrière-garde fut atteinte par les troupes légères des Français, aux environs de Reichenbach. Miloradowitch prit position sur les hauteurs qui avoisinent cette ville. La cavalerie des deux armées en vint aux mains dans la plaine de Reichenbach; et les Français, soutenus par une artillerie légère très nombreuse, eurent encore l'avantage. Les alliés se retirèrent sur Gorlitz,

où ils firent halte sans être serrés de trop près. Buonaparte, jugeant qu'il était trop tard pour attaquer cette place, fit bivouaquer son armée à portée de canon des ennemis. Il évalua la perte qu'elle fit, dans les journées des 20, 21 et 22, à douze mille hommes, tués ou blessés; et l'on peut, sans craindre d'exagérer, la porter au double. Quant à celle des alliés, il est très probable qu'elle fut au moins égale à la perte des Français; mais Napoléon en fit particulièrement une qui aurait été très sensible pour un homme moins habitué à sacrifier à son ambition des générations entières et ses plus intimes amis. Duroc, son grand maréchal du palais, était sur une éminence, lorsqu'un des derniers boulets de l'ennemi lui enleva les entrailles. Il est vraisemblable qu'il ne put proférer un seul mot, et le bulletin n'en rapporte pas moins ses adieux à Napoléon, qui, pour réponse, lui aurait dit: « Duroc, il est une » autre vie! c'est-là que vous irez m'attendre, » et que nous nous retrouverons un jour. — » Oui, Sire, aurait repris le moribond; mais ce » sera dans trente ans, quand vous aurez » triomphé de vos ennemis et réalisé toutes les » espérances de notre patrie. » Nous nous abstiendrons de tout commentaire sur ce dialogue, dont le ridicule a été senti généralement;

ce qui n'a pas empêché que les flatteurs de Napoléon n'en aient fait le texte de divers discours prononcés soit dans les sanctuaires, soit dans les chaires pontificales, soit auprès des tombeaux (1). Si Buonaparte était pénétré de cette grande vérité qu'il y a si mal exprimée, sa conduite ne l'avait guère prouvée jusqu'alors. Quoi qu'il en soit, le boulet qui a tué Duroc lui a peut-être rendu le plus signalé service : aucune tache, du moins, ne souille sa mémoire.

Le 23 mai, les alliés continuèrent leur retraite vers Schweidnitz, faiblement poursuivis par l'armée française, dont l'avant-garde fut attaquée, le 27, par l'arrière-garde de Blücher, qui lui fit de trois à quatre cents prisonniers et lui enleva onze pièces de canon. Napoléon ayant envoyé des renforts, l'ennemi poursuivit sa retraite. Le 29, les deux armées étaient aux environs de Jawer, lorsque le comte de Schouwaloff, aide-de-camp de l'empereur de Russie, et le général prussien de Kleist, se présentèrent aux avant-postes pour parlementer. Le duc de

(1) Voyez le discours de M. le comte de Lacépède en présentant, au clergé de Sainte-Geneviève, le corps du sénateur Jacqueminot.

Vicence fut envoyé pour conférer avec eux ; et, le 4 juin, on signa un armistice qui devait durer jusqu'au 20 juillet suivant. Napoléon était alors sur le point de voir s'accroître le nombre de ses ennemis ; et comme il avait résolu de ne céder sur aucun point, il avait besoin de quelque temps pour recevoir des renforts qui le missent en état de soutenir une lutte moins inégale.

CHAPITRE VI.

Congrès de Prague. — Défection de l'Autriche et de la Suède. — Seconde partie de la campagne de 1813.

L'Autriche, que des circonstances impérieuses avaient forcée de prendre une part active à la guerre contre la Russie, ayant vu ses états à découvert par la retraite de l'armée française, avait conclu, au commencement de février 1813, une trève illimitée avec cette puissance. Ce n'était pas toutefois qu'elle en eût rien à craindre. Son amitié devenait trop importante pour qu'on ne cherchât pas à se la concilier; et les cours alliées y firent de bonne heure tous leurs efforts. Dès le mois de décembre précédent, l'Angleterre avait envoyé, à Vienne, un ministre plénipotentiaire, dont la mission ne réussit pas (du moins pour le moment), s'il faut en croire une note insérée au *Moniteur* du 31 de ce mois : « Votre lord » Walpole n'est plus à Vienne, disait-elle ; on » ne l'a pas écouté. » Quoi qu'il en soit, l'Au-

triche, qui desirait le rétablissement de l'équilibre de l'Europe, pressa Napoléon d'entrer en négociation. Toutes ses instances furent vaines. Elle ne fut pas plus heureuse près des alliés, qui lui opposèrent les déclarations publiques de l'empereur des Français, comme des preuves de son éloignement pour la paix.

Napoléon ayant reconnu qu'il fallait renoncer à enlever aucune de ses provinces à la Russie, et voulant s'en indemniser aux dépens de la Prusse, de laquelle il brûlait de se venger, déclara à la cour de Vienne, à l'ouverture de la campagne de 1813, qu'il avait résolu l'anéantissement de la monarchie prussienne, et qu'il ne dépendrait que de l'Autricheelle-même de réunir la Silésie à ses états. Cette puissance, à qui le partage des états prussiens eût été plus nuisible qu'avantageux, puisqu'il eût encore accru la prépondérance de l'empire français, rejeta la proposition; et comme elle ne voulait ni ne devait rester simple spectatrice de la lutte qui allait recommencer, elle pressa, de plus en plus, les préparatifs de guerre qu'elle faisait du consentement de Napoléon lui-même, qui, peut-être, se flattait encore d'en profiter.

Peu de temps après la bataille de Lutzen, il avait annoncé, dans un de ses bulletins, qu'il avait

proposé la formation d'un congrès à Prague. Toutefois, la manière dont il s'était exprimé n'avait laissé aux hommes clair-voyants, aucune espérance sur le succès de cette prétendue proposition : « D'un côté, arriveraient à ce congrès, » avait-il dit, les plénipotentiaires de la France, » ceux des États-Unis d'Amérique, du Danemarck, du roi d'Espagne (Joseph), et de » tous les princes alliés; et du côté opposé, » ceux d'Angleterre, de la Russie, de la Prusse, » des insurgés espagnols et des autres alliés de » cette masse belligérante. Dans ce congrès seraient posées les bases d'une longue paix. Mais » il est douteux que l'Angleterre veuille soumettre ses principes égoïstes et injustes à la » censure et à l'opinion de l'univers; car il n'est » aucune puissance, si petite qu'elle soit, qui ne » réclame, au préalable, les priviléges adhérents à sa souveraineté, et qui sont consacrés » par les articles du traité d'Utrecht sur la navigation maritime.

» Si l'Angleterre, par le sentiment d'égoïsme » sur lequel est fondée sa politique, refuse » de coopérer à ce grand œuvre de la paix du » monde, parce qu'elle veut exclure l'univers » de l'élément qui forme les trois quarts de » notre globe, l'empereur n'en propose pas » moins la réunion à Prague de tous les pléni-

» potentiaires des puissances belligérantes,
» pour régler la paix du continent. S. M. offre
» même de stipuler, au moment où le congrès
» sera formé, un armistice entre les différentes
» armées, afin de faire cesser l'effusion du sang
» humain.

» Ces principes sont conformes aux vues de
» l'Autriche. Reste à voir, actuellement, ce
» que feront les cours d'Angleterre, de Russie
» et de Prusse. »

Il suffit d'un mot pour renverser tout cet étalage de modération et d'humanité. La formation d'un congrès n'avait été proposée à aucune puissance; et la cour de Vienne, des sentiments de laquelle Napoléon se disait assuré, a déclaré solennellement qu'elle n'avait eu connaissance de la proposition que par les feuilles publiques.

Cependant cette cour, qui paraît avoir parfaitement connu l'avantage de sa position, négociait de toutes parts. Elle obtint, sans peine, le consentement de la Russie et de la Prusse pour la tenue d'un congrès de paix sous sa médiation. Ce premier pas fait, elle envoya, vers la fin de juin, le comte de Metternich à Dresde. Le résultat de cette démarche fut une convention signée, le 30 de ce même mois, et par laquelle Napoléon accepta la médiation de l'Au-

triche pour la conclusion d'une paix générale, ou, s'il n'était pas possible d'y parvenir, pour celle d'une paix continentale préparatoire. Ce fut seulement alors que la ville de Prague fut désignée pour la tenue du congrès, dont l'ouverture fut fixée au 5 juillet suivant, afin de donner le temps nécessaire pour les négociations préliminaires. Il fut stipulé par le même acte que Napoléon ne dénoncerait pas, avant le 10 août, l'armistice qui devait expirer au 20 juillet. De leur côté, la Russie et la Prusse consentirent à cette prolongation; mais l'ouverture du congrès fut remise au 12 du même mois.

L'Autriche, continuant ses bons offices, avait, dès le mois de mars, envoyé un ambassadeur à Londres, pour inviter l'Angleterre à prendre part à une négociation de paix générale. On lui avait aussi répondu, que les déclarations faites récemment par Napoléon ne laissaient aucun espoir d'obtenir un pareil résultat. Après l'armistice, la cour de Vienne crut devoir faire une nouvelle tentative près de la cour de Londres. Napoléon parut, dit-on, applaudir à cette résolution; il offrit même le passage, par la France, pour les personnes qu'on devait envoyer en Angleterre; mais, lorsqu'on en vint à l'exécution, il fit des difficultés, et finit par refuser les passe-ports nécessaires.

Le comte de Metternich, ministre de la puissance médiatrice, et les plénipotentiaires de la Russie et de la Prusse arrivèrent à Prague le 12 juillet, époque fixée pour l'ouverture du congrès. Napoléon avait, on ne sait trop pourquoi, nommé deux plénipotentiaires; l'un était le comte de Narbonne, et l'autre, M. de Caulincourt, duc de Vicence. Le premier se rendit aussi à Prague le 12 juillet; mais il avait ordre de ne rien faire avant l'arrivée de son collègue, qui jouissait plus particulièrement de la confiance de Napoléon, près duquel il se trouvait encore. On l'attendit de jour en jour jusqu'au 21 juillet, qu'on apprit qu'une difficulté qui s'était présentée lors de la conclusion de l'armistice, et qui pouvait être levée sur-le-champ par la médiation de l'Autriche, était alléguée pour justifier ce retard surprenant, auquel même on avait donné précédemment un motif encore plus étrange. Le duc de Bassano avait mandé, le 16 juillet, au comte de Metternich, que M. le duc de Vicence, ayant réuni provisoirement à son service de grand-écuyer celui de grand-maréchal du palais, les arrangements qu'il devait prendre au moment de son départ exigeaient qu'il fît encore quelque séjour à Dresde. Si l'excuse avait été réelle, des soins domestiques

l'auraient emporté sur des travaux dont la paix à rendre au continent de l'Europe était l'objet.

Seize jours après l'époque fixée pour l'ouverture du congrès, M. de Caulincourt arriva enfin à Prague (le 28 juillet); mais ses instructions ne se trouvèrent pas suffisantes. Il en résulta un nouveau délai qui dura jusqu'au 6 du mois d'août, que les deux ministres de Napoléon remirent une note où ils disaient, que la convention du 30 juin, par laquelle la France avait accepté la médiation de l'Autriche, n'avait été signée qu'après qu'on était tombé d'accord des deux points suivants:

1°. Que le médiateur serait impartial, et qu'il n'aurait conclu ni ne concluerait aucune convention, même éventuelle, avec une puissance belligérante, pendant tout le temps que dureraient les négociations;

2°. Que le médiateur ne se présenterait pas comme arbitre, mais comme conciliateur pour arranger les différends et rapprocher les parties.

La note semblait annoncer aussi que la forme des négociations avait été réglée d'avance par le comte de Metternich et le duc de Bassano, et qu'on avait jugé convenable de s'entendre, à cet égard, parce que la Russie avait donné à connaître qu'elle ne s'était proposé de négocier que dans la vue de compro-

mettre l'Autriche et d'étendre les malheurs de la guerre. Les plénipotentiaires français prétendaient ensuite qu'on s'était arrêté à la forme des conférences. Ils demandaient que chaque jour on en tînt une ou deux, où l'on traiterait soit par des notes remises en séance, soit par des explications verbales : « Et si le plénipotentiaire » russe (1), disaient-ils en finissant, persistait » à vouloir négocier la paix sans parler, il en » serait le maître, et pourrait faire connaître, » par des notes, les intentions de sa cour. »

Les plénipotentiaires de la Russie et de la

---

(1) Ce ministre était M. d'Anstett, qui avait déjà été grièvement insulté dans un journal français, semi-officiel, le *Journal de l'empire* (3 août 1813), où l'on avait inséré une prétendue lettre, datée des bains de Tœplitz, en Bohême. Nous ne répéterons pas les reproches qui lui étaient prodigués et dont le choix de l'empereur Alexandre l'avait disculpé d'avance. Cependant il en est un que nous ne pouvons passer sous silence. L'auteur de la lettre trouvait que M. d'Anstett, qui était fils d'un commis de l'intendance de Strasbourg, n'était pas d'une naissance assez relevée pour être le ministre plénipotentiaire d'un puissant souverain. Et quelle était donc l'origine de Napoléon Buonaparte, et de presque tous ceux qui composaient sa cour ? La lettre finissait de la manière suivante : « Ici, comme ailleurs, » on est bien convaincu que les hautes destinées de la France » sont indépendantes des hommes. Elles ont pour garanties le » génie de son empereur » (qui sans doute n'était pas un homme, mais un dieu). Quelle solide et noble base !

Prusse ne manquèrent pas de relever ce qu'une telle note contenait d'injurieux pour la puissance médiatrice, dont le ministre, de son côté, nia formellement les allégations des plénipotentiaires français. Il eût été, dit-il, contraire à la dignité de sa cour de prendre l'engagement d'être impartiale, comme celui de ne se lier, durant la négociation, par aucune convention, même éventuelle. Il ne convint pas non plus qu'il eût réglé, avec le duc de Bassano, la forme des conférences pour les négociations; et il soutint, non sans raison, que le droit de le faire ne pouvait appartenir à la puissance médiatrice et à l'une des parties, à l'exclusion des autres.

La discussion élevée sur ce sujet ayant conduit au 10 août, jour fixé pour l'expiration de l'armistice, les ministres de Russie et de Prusse déclarèrent ne pouvoir passer le terme, et le congrès fut dissous. Il est probable que, de part et d'autre, on n'avait voulu que gagner du temps; mais les cours alliées obtinrent un plus grand avantage, par la coopération de l'Autriche, qui, faisant cause commune avec elles, déclara la guerre à Napoléon (1).

---

(1) La cour de Vienne publia à cette époque (12 août 1813),

On ne peut nier que, dans cette conjoncture importante, la cour de Vienne n'ait mis la plus grande habileté dans sa conduite. Par des négociations avec toutes les puissances, elle en

---

un manifeste composé par M. de Gentz, qui est à-la-fois un littérateur et un homme d'état, qualités que, de nos jours, on trouve rarement réunies. Napoléon a extrêmement tronqué ou plutôt entièrement dénaturé cet acte important, auquel il a donné le titre de déclaration. Les passages que nous allons extraire du manifeste véritable, indiqueront suffisamment les causes de cette altération. L'auteur, après avoir retracé les pertes que la guerre de 1809 a fait essuyer à l'Autriche, poursuit ainsi :

« La marche et les résultats de cette guerre avaient pleine-
» ment convaincu S. M. que, dans l'impossibilité évidente de
» remédier immédiatement et radicalement à la détresse dans
» laquelle se trouvait l'Europe, les efforts que les états ten-
» teraient isolément par les armes pour opérer leur salut,
» au lieu de mettre un terme aux calamités communes, ne
» produiraient d'autre effet que d'user sans fruit les ressour-
» ces qui restaient encore d'accélérer la chute de tout, et d'a-
» néantir même l'espérance d'un avenir plus heureux.
» Guidée par cette conviction, S. M. reconnut qu'il était es-
» sentiellement nécessaire d'arrêter, au moins par une paix
» assurée pour quelques années, le torrent jusqu'alors in-
» dompté d'une puissance énorme qui prenait chaque jour des
» accroissements nouveaux . . . . Dans la conjoncture
» critique où se trouvait l'État, une paix de ce genre ne pou-
» vait être obtenue que par une résolution extraordinaire :
» l'empereur le sentit; il prit cette résolution. S. M. donna

devint en quelque sorte l'arbitre. L'offre de sa médiation dut flatter autant la Russie et la Prusse que choquer l'orgueil de Napoléon, qui, après les avantages qu'il venait de remporter,

---

» pour la monarchie, pour l'intérêt le plus sacré de l'humanité, » pour écarter des maux incalculables, enfin pour gage d'un » meilleur ordre de chose, S. M. donna ce qui était le plus » cher à son cœur. » (Le traducteur dit, dans une note, que l'expression *donne* ne rend pas, dans toute sa force, le mot *hingeben* que porte l'original; que *sacrifier* serait trop fort, et que *livrer* approcherait peut-être du sens véritable.) « Ce » fut dans ces sentiments élevés au-dessus des considérations » ordinaires, ce fut en s'armant contre les fausses interpréta- » tions du moment, qu'on serra un nœud qui, après les désas- » tres résultant d'une lutte inégale, devait relever la partie la » plus faible, la partie souffrante, en lui inspirant la con- » fiance de la sécurité, porter la partie la plus forte, la » partie victorieuse à la modération et à la justice, et préparer » ainsi, des deux côtés à-la-fois, la voie au retour d'un équi- » libre de forces, sans lequel l'union des états ne serait qu'une » communauté de misères.

» L'empereur était d'autant plus fondé à concevoir de pa- » reilles espérances, poursuit le manifeste, qu'à l'époque où » ce lien fut formé, l'empereur Napoléon avait atteint ce point » de sa carrière où l'affermissement de ce qu'on a acquis devient » plus desirable que des efforts continuels pour acquérir en- » core. Toute nouvelle extension de sa domination, qui déjà » passait toute mesure, était liée à un danger évident, non » seulement pour la France accablée sous le poids de ses con- » quêtes, mais aussi pour l'intérêt bien entendu de Napoléon.

ne doutait plus de recouvrer son premier ascendant, et fut peut-être charmé de s'attirer un nouvel ennemi, dans l'espoir de s'en approprier les dépouilles; peut-être prononça-t-il,

---

» Tout ce que cette domination gagnait en étendue, elle devait
» nécessairement le perdre en solidité. Le lien formé avec la
» plus ancienne maison impériale de la chrétienté, donna, aux
» yeux de la nation française et du monde entier, un tel degré
» de solidité et de perfection à l'édifice de sa grandeur, que
» des nouveaux projets d'agrandissement ne pouvaient doré-
» navant que l'affaiblir et l'ébranler. Ce que la France, ce que
» toute l'Europe, ce que tant de nations foulées et réduites au
» désespoir demandaient au ciel en suppliant, une saine poli-
» tique le prescrivait comme loi de sa propre conservation, au
» monarque couvert des lauriers de la victoire. Il était permis
» d'espérer que des motifs si nombreux et si puissants se réu-
» niraient pour triompher d'une seule passion.

» ....

» .... Les peuples germaniques avaient à peine
» eu le temps de respirer, après les ravages des deux derniè-
» res guerres, lorsque dans une heure fatale, l'empereur Na-
» poléon résolut de réunir à cette masse de pays qu'il appelait
» l'empire français, une portion considérable de l'Allemagne
» septentrionale, et de priver les anciennes villes libres de
» Hambourg, de Brême et de Lubeck, d'abord de leur exis-
» tence politique, et bientôt après de leur existence commer-
» ciale et des derniers moyens de subsistance qui leur restaient.
» Cet acte de violence s'exécuta sans aucun motif de droit,
» même apparent, sans avis préalable, sans négociation avec
» un cabinet quelconque, et sous le prétexte arbitraire et fu-
» tile qu'il était commandé par la guerre contre l'Angleterre.

au fond de son cœur la dissolution de la monarchie autrichienne, comme il avait prononcé celle de la monarchie prussienne. L'alliance de famille qu'il avait contractée avec la

---

» En même temps, on poursuivit avec une rigueur inexorable » ce système cruel (le système continental), qui, aux dépens de » l'indépendance, du bien-être des droits, de la dignité de tous » les états du continent, et par la violation de toutes les pro- » priétés publiques et particulières, devait anéantir le com- » merce du monde, dans le vain espoir d'arracher un résultat » qui, si heureusement il n'eût pas été impossible, eût, pour de » longues années, plongé l'Europe dans la misère, la faiblesse » et la barbarie.

» Le décret qui établissait sur les côtes de l'Allemagne une » nouvelle domination française, était par lui-même assez in- » quiétant pour les puissances voisines; mais il le fut surtout, » parce qu'on le regardait avec raison comme le présage de » dangers futurs bien plus éminents. Ce décret renversait un » système établi par la force elle-même, violé, à la vérité, » dans plus d'une occasion; mais que l'on proclamait cepen- » dant comme toujours subsistant, le système des soi-disant » limites naturelles de la France..... L'empereur Napoléon, » par cet acte arbitraire et sans exemple, anéantit même ses » propres créations. Ni les états de la confédération du Rhin, » ni le royaume de Westphalie, ni quelqu'autre territoire que » ce fût, ne se vit à l'abri de cette marche usurpatrice..... » La nouvelle ligne des frontières traversa les pays et les ri- » vières, enleva aux provinces du centre et du sud de l'Alle- » magne toute communication avec la mer du nord, passa » l'Elbe, sépara le Danemarck de l'Allemagne, se fixa même

maison d'Autriche, ne l'aurait pas arrêté. Il avait cru faire assez pour elle en lui laissant un peu de repos; mais il s'en dédommageait en la

---

» sur la Baltique, et parut tendre à rejoindre la ligne des for-
» teresses prussiennes sur l'Oder, que la France occupait
» encore. »

Après avoir retracé les inquiétudes que la réunion des villes anséatiques causait à la Russie, à la Prusse et même à l'Autriche, le manifeste rappelle les impuissants efforts que fit la cour de Vienne pour opérer une conciliation. « Aucune pré-
» voyance humaine ne pouvait deviner, poursuivait-on, que le
» mauvais succès de ces démarches bienveillantes devait deve-
» nir plus funeste à l'empereur Napoléon qu'à ses ennemis.
» Ainsi le voulait le grand ordonnateur de l'univers. »

La guerre étant devenue inévitable, il ne resta à l'Autriche, dans la position où elle était réduite, d'autre parti à prendre que d'entrer en lice comme alliée de la France. En signant le traité du 4 mars 1812, elle se proposa deux buts, l'un de ne renoncer à aucun moyen par lequel elle pourrait, tôt ou tard, influer sur le rétablissement de la paix; l'autre, de se mettre en mesure au-dedans et au-dehors, d'agir d'une manière indépendante, si l'impossibilité d'amener la paix, ou si les événements de la guerre exigeaient des démarches décisives.

« La campagne de 1812 prouve, par un exemple mémora-
» ble, comment une entreprise commencée avec des forces
» gigantesques, peut échouer entre les mains d'un général du
» premier ordre, lorsque, plein de confiance dans ses grands
» talents militaires, il veut franchir les bornes de la nature et
» heurter tous les préceptes de la sagesse. . . . .
» . . . .

tenant dans un état d'humiliation et de dépendance, par la privation de ses provinces maritimes, qu'il aurait dû s'empresser de lui rendre à son retour de Moscou. Un mot qui lui échappa, peu de temps après son mariage, fit connaître ses dispositions à l'égard de l'illustre maison dans laquelle il venait d'entrer. On lui proposait de renvoyer à l'empereur François quelques objets d'art qu'il avait enlevés à Vienne: « Moi! répondit-il, je ne lui rendrais » pas une métairie (1). »

Quant au congrès de Prague, nous tenterons de prouver ailleurs que Napoléon ne pouvait y conclure la paix; mais, du moins, il n'aurait pas dû témoigner si ouvertement combien il était éloigné de la faire.

S'il était une puissance avec qui la France eût dû espérer de vivre en bonne intelligence, c'était sans contredit la Suède, qui, par sa position géographique, en était naturellement l'alliée. Une révolution s'y était opérée, parce que le magnanime Gustave avait refusé de

---

(1) Une très jeune orpheline le suppliait un jour de lui faire rendre les biens de ses parents dont il avait ordonné la saisie: « Je prends, je prends, répondit-il en s'éloignant, mais je ne » rends pas. » L'homme qui ne rougissait pas de faire une telle réponse méritait bien d'être dépouillé de tout.

traiter avec Napoléon. Un français (le maréchal Bernadotte) avait, en conséquence, été appelé à la succession à la couronne de Suède, et tout alors parut annoncer que l'union la plus intime subsisterait entre les deux états. Mais, entêté d'un système absurde qui a causé sa ruine, Napoléon ne reconnaissait pour amis que ceux qui se pliaient à ses volontés. La Suède, quelque perte que son commerce dût en éprouver, fut donc forcée de déclarer la guerre à la Grande Bretagne. Napoléon la requit ensuite de lui fournir un corps considérable de matelots pour équiper la flotte de Brest ; de mettre à la solde de la France un corps de troupes suédoises ; d'établir un droit de cinquante pour cent sur les denrées coloniales, et de recevoir une troupe de douaniers français dans le port de Gothenbourg.

Toutes ces demandes étaient trop contraires, soit aux intérêts, soit aux lois du royaume, pour être accordées ; elles furent donc rejetées.

Napoléon avait aussi fait proposer, à la Suède, une alliance plus étroite avec la France. On y répondit d'une manière évasive. Une alliance entre la Suède, le Danemarck et le grand duché de Varsovie, sous la protection de l'empereur des Français, fut ensuite proposée. La cour de Stockholm n'ayant pas répondu assez affir-

mativement, la première proposition fut renouvelée. Elle se fit verbalement; et cependant on demanda une réponse par écrit, que, selon toute apparence, on voulait montrer à la cour de Saint Pétersbourg, afin de prouver que la Suède était entièrement dépendante du cabinet des Tuileries. On céda en partie, et l'on remit une note où l'on exprimait les dispositions de S. M. S. à établir des rapports plus intimes avec la France, dans l'espoir que les conditions en seraient compatibles avec la dignité et le véritable intérêt du royaume. L'ambassadeur de Buonaparte (Alquier) déclara sur-le-champ que cette réponse annonçait la résolution déjà prise par le gouvernement suédois, de demeurer indépendant de la politique continentale. On lui demanda ce que son maître exigeait de la Suède et ce que la Suède devait attendre de lui. L'ambassadeur fit cette réponse remarquable, qui prouve avec quelle hauteur Napoléon et ses agents traitaient les cours les mieux disposées en sa faveur; il dit: « Que l'empereur exigeait d'abord des faits » conformes à son système; après quoi, il était » possible qu'il fût question de ce que S. M. » voudrait bien faire en faveur de la Suède. » Ce que Buonaparte voulut bien faire pour cette puissance, ce fut de permettre aux corsaires

français de courir sur les bâtiments suédois, dont un grand nombre furent saisis et condamnés. Les matelots pris sur ces bâtiments furent traités comme prisonniers de guerre, puis envoyés dans les ports d'Anvers et de Toulon, pour servir sur les flottes françaises. Dans le même temps, l'Angleterre à qui, avons-nous dit, la Suède avait été forcée de déclarer la guerre, tenait envers elle une conduite tout opposée à celle de la France, et ce fut, pour Napoléon, un nouveau grief contre le gouvernement suédois.

La mésintelligence ne fit que s'accroître de jour en jour par différentes causes de la nature de celles qu'on vient de retracer. Enfin, le 12 janvier 1812, un corps de troupes françaises entra dans la Poméranie suédoise. Cet acte d'hostilité porta la cour de Stockholm à se rapprocher de la Russie et de l'Angleterre. Elle conclut, avec la première de ces puissances, un traité par lequel elle s'engagea à fournir une armée de vingt-cinq ou trente mille hommes, pour opérer une descente sur les côtes d'Allemagne; et, de son côté, la Russie lui promit la Norwège. L'Angleterre, par un autre traité, confirma cette promesse, à laquelle elle ajouta la cession de l'île française de la Guadeloupe. La colère de Napoléon dut être ex-

trême à la nouvelle de cet acte, qui semblait annoncer que désormais on pouvait le dépouiller impunément. Cependant il attendit quelques mois pour la faire éclater publiquement. Son sénat rendit, le 14 octobre, un décret portant qu'aucun traité de paix ne serait conclu entre l'empire français et la Suède, qu'au préalable elle n'eût renoncé à la possession de la Guadeloupe (1), et qu'il était défendu, sous peine de déshonneur, à tout français, habitant de cette île, de prêter aucun serment au gouvernement suédois et d'accepter de lui aucun emploi. Il est vrai que, selon les anciens usages de l'Europe, on ne devait pas disposer d'une province conquise avant que l'ancien souverain l'eût cédée par un traité; mais Buonaparte avait lui-même donné tant de fois l'exemple d'une telle violation, qu'on crut pouvoir se la permettre à son égard. Au reste, le décret du sénat devait, en quelque sorte, avoir son exécution; mais c'était tout autrement qu'on ne l'avait conçu. La restitution de la Guadeloupe à la France, a été stipulée par le

(1) Par une convention signée à Abo, le 30 août 1812, le corps auxiliaire suédois fut porté à trente-cinq mille hommes. L'empereur Alexandre et le prince royal de Suède eurent à la même époque une entrevue dans cette ville.

traité de paix qui a suivi la restauration ; et elle en a été, de la sorte, un des premiers bienfaits.

Ce fut seulement vers la fin du mois de mai 1813, que le prince royal de Suède arriva à Stralsund, place que, par différents ouvrages, il mit à l'abri d'un coup de main. Après s'être occupé de l'organisation de son armée, il profita du loisir que lui laissa l'armistice, et alla visiter l'empereur Alexandre et le roi de Prusse, dont le quartier-général était à Reichenbach. On prétend qu'il les y affermit dans la résolution de ne pas signer la paix tant qu'il resterait un seul soldat français sur la rive droite du Rhin.

Le prince royal de Suède ne doit point être, à cet égard, accusé d'ingratitude, soit envers sa première patrie, soit envers Napoléon. Il était à desirer, pour l'intérêt de la France elle-même, que son gouvernement fût forcé de renoncer à un système de conquêtes et d'envahissements, qui moissonnait, chaque année, la fleur de sa population, et qui lui attirait la haine de tous les peuples. Quant à Napoléon, il avait déclaré plusieurs fois que le maréchal Bernadotte ne lui était point redevable de son élévation. On prétend même qu'il a fait, comme s'il était mû par une sorte de pressentiment, tout ce qu'il a pu pour la prévenir.

Il n'avait certainement pas oublié que le maréchal avait refusé de concourir à la révolution du 18 brumaire, qui lui avait remis l'autorité entre les mains ; et d'ailleurs, tout homme doué d'un caractère ferme et d'un esprit indépendant, lui devait être naturellement odieux ou suspect.

La cour de Copenhague n'avait pu voir, sans inquiétude, les desseins de la Suède sur la Norwège. D'accord avec Napoléon, elle avait envoyé à Londres, M. de Bernstorff, pour demander de rester neutre et de conserver l'intégrité de ses états. On répondit qu'il fallait que le Danemarck fît cause commune avec les alliés et qu'il cédât la Norwège à la Suède, cession de laquelle on l'indemniserait par celle de quelques provinces situées dans le voisinage du Holstein. Ces conditions ayant été trouvées trop dures, la cour de Copenhague se rattacha de rechef à la France, ou plutôt à Napoléon. Le 10 juillet 1813, il fut conclu un nouveau traité par lequel les deux parties contractantes confirmèrent leur alliance et se garantirent réciproquement l'intégrité de leurs états. Les victoires remportées à Lutzen et à Bautzen, avaient sans doute ébloui la cour de Copenhague, qui tomba ainsi dans l'inconvénient

qu'elle voulait éviter. Elle jugea le présent par le passé; mais tout était changé.

Quelques jours après la conclusion de l'armistice, Napoléon revint à Dresde, où il donna des fêtes et des spectacles, pour lesquels il avait mandé les comédiens du théâtre Français, dont il aimait à être entouré. Cependant les plaisirs ne lui firent pas négliger les travaux militaires. Il parcourut, plusieurs fois, les environs de Dresde, passant des revues et ordonnant toutes les dispositions nécessaires pour la prochaine reprise des hostilités. Tendre époux, il fit venir à Maïence, Marie-Louise, et il s'y rendit lui-même. Il demeura quelques jours près d'elle, puis il retourna à Dresde pour y faire célébrer, le 10 du mois d'août, l'anniversaire de sa naissance et sa fête, qui fut ainsi devancé de cinq jours. Enfin, le 15, il quitta cette ville pour se mettre à la tête de ses troupes, l'armistice ayant été dénoncé pour le 17. L'armée française, à cette époque, était divisée en quatorze corps d'infanterie.

Le 1er. corps, que commandait le général Vandamme, était à Dresde.

Le 2e. corps, que commandait le maréchal Victor, était à Zittau.

Le 3e. corps, que commandait le maréchal

Ney, était près de Lignitz, sur la rive gauche de la Katzbach.

Le 4e. corps, que commandait le maréchal Oudinot, était en position à Dahme, sur la route de Berlin.

Le 5e. corps, que commandait le comte de Lauriston, était à Goldberg.

Le 6e. corps, que commandait le maréchal Marmont, était en position sur le Bober, près de Buntzlau.

Le 7e. corps, que le général Reynier commandait, sous le maréchal Oudinot, était aux environs de Dahme.

Le 8e. corps, que le prince Poniatowsky commandait sous le maréchal Victor, était à Zittau.

Le 9e. corps, que commandait le maréchal Augereau, se formait à Wurtzbourg, et était composé de renforts arrivés de l'armée d'Espagne.

Le 10e. corps, que commandait le général Rapp, formait la garnison de Dantzick.

Le 11e. corps, que commandait le maréchal Macdonald, était à Lowenberg, sur le Bober.

Le 12e. corps, que le général Bertrand commandait sous le maréchal Oudinot, était aux environs de Luckau.

Le 13e. corps, que commandait le maréchal

Davoust, et auquel les troupes danoises étaient réunies, campait en avant de Hambourg, où les Français étaient rentrés à la fin du mois de mai.

Le 14e. corps, que commandait le maréchal Gouvion-St.-Cyr, était sur les frontières de la Saxe et de la Bohème, dont il gardait les défilés.

Enfin la garde impériale, qui était sous le commandement du général Mortier, arriva le 18, à Gorlitz, sur la Neisse.

Les corps d'infanterie avaient de la cavalerie légère composée de régiments de hussards, de lanciers et de chasseurs à cheval. Les cuirassiers et les dragons formaient les réserves de grosse cavalerie, qui étaient aux ordres de Murat, récemment arrivé de sa capitale, malgré la manière injurieuse dont l'avait traité Napoléon. Le comte Sébastiani et Arrighi, duc de Padoue, commandaient les dragons. Les cuirassiers avaient pour commandants les comtes Nansouty et Latour-Maubourg.

Tous ces différents corps pouvaient porter l'armée française à quatre cent mille hommes, dont plus de cent mille étaient en garnison dans les places situées sur l'Elbe, sur l'Oder et sur la Vistule. Les forces que les deux partis avaient à présenter sur le champ

de bataille, étaient à peu près égales; mais la victoire, dit un homme de l'art (le général Sarrazin), devait appartenir aux alliés, à cause de la supériorité de leur cavalerie et de la fermeté de leur infanterie. Voici quelle était la position de ceux-ci, à la reprise des hostilités.

L'armée de Silésie, que commandait le feld-maréchal Blücher, était forte de quatre-vingt mille hommes, et se trouvait sur la rive gauche de la Katzbach.

La grande armée, qui était composée de troupes autrichiennes, russes et prussiennes, et avait pour généralissime, le prince de Schwartzenberg, se montait à cent quarante mille hommes. Elle occupait les rives de l'Éger et de l'Elbe, la droite étant à Melnick, le centre à Laun, et la gauche à Commotau. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse échauffaient, par leur présence, le courage de cette armée.

Le prince royal de Suède, dont l'armée, forte de cent dix mille hommes, était destinée à couvrir Berlin, avait son quartier-général à Postdam. Cette armée avait reçu le nom d'armée combinée du nord de l'Allemagne. Quarante mille prussiens en formaient l'aile droite, vingt-cinq mille russes l'aile gauche, et trente mille suédois en composaient le

centre. De plus, quinze mille hommes d'élite observaient le maréchal Davoust et couvraient Schwerin, Rostock et Stralsund.

Plusieurs corps, qui se montaient à environ trente mille hommes, servaient à unir entre elles les trois armées combinées, à éclairer leurs flancs et à maintenir leurs communications. Ainsi, les forces des alliés se montaient à trois cent soixante mille hommes, soutenus ou recrutés perpétuellement par les levées en masse de la Prusse, et pouvant être renforcées d'un moment à l'autre par les troupes qui bloquaient les places de l'Oder et de la Vistule.

Jamais plus noble cause n'avait mis à des peuples les armes à la main. Les alliés combattaient pour se soustraire au joug d'un tyran qui employait tour à tour la force et la ruse pour les soumettre à sa domination; et les Français voulaient conserver l'empire que d'innombrables victoires leur avaient acquis.

Le maréchal Ney, craignant d'être attaqué par des forces supérieures, quitta Lignitz dans la nuit du 16 au 17 août, et se replia derrière le Bober, à la gauche du maréchal Marmont. Lauriston suivit ce mouvement et alla prendre position près de Lowenberg, à la droite du maréchal Macdonald. Les alliés arrivèrent sur le Bober en même temps que les Français. Blü-

cher avait l'ordre de harceler continuellement l'ennemi, en évitant toutefois d'engager une action générale contre des forces trop inégales. Le 18, le maréchal Macdonald fit attaquer la ville de Lahn, qui fut emportée à la baïonnette. Le 19, le comte de Langeron, général français au service de Russie, porta une division de douze mille hommes sur la rive gauche du Bober, entre Lowenberg et Lahn. Lauriston marcha incontinent à sa rencontre avec tout son corps d'armée, fort de vingt-cinq mille hommes, et le contraignit à rentrer dans son camp de Zobten.

Le même jour, 19, Napoléon se porta à Zittau, ville située sur la route la plus praticable pour se rendre de la Lusace dans la Bohème. Ensuite il passa les défilés du Riesengeburg, que forment des montagnes très escarpées, et il entra, avec le 8e. corps, à Gabel. Les habitants de ce bourg lui confirmèrent les rapports que ses espions lui avaient faits sur les mouvements des alliés pour l'attaque de Dresde. Jugeant qu'il n'a que le temps nécessaire pour repousser l'armée de Silésie et voler ensuite à la défense de cette place d'armes importante, il quitte Gabel le 20, et arrive le 21 à Lowenberg, à la pointe du jour. Il ordonne sur-le-champ le passage du Bober. La

première division qui l'effectua était commandée par le général Maison. Soutenue par les 5e. et 11e. corps d'armée, cette division mena l'ennemi battant jusqu'auprès de Goldberg. Le maréchal Ney attaqua le comte de Sacken, qui commandait l'aile droite de Blücher; et en même temps, le maréchal Marmont se porta contre le général d'Yorck, qui avait le commandement de l'aile droite. Ces deux attaques furent appuyées par la garde impériale. Les alliés ne pouvant résister à tant de forces réunies, Blücher ordonna la retraite qu'il fit protéger, si efficacement, par toute sa cavalerie, qu'on ne put lui rompre aucune de ses colonnes.

Le 23, il y eut une autre affaire devant Goldberg. Le 5e. et 11e. corps furent engagés contre la gauche et le centre des alliés. La cavalerie prussienne fit des prodiges de valeur; mais Blücher, craignant un revers s'il engageait plus vivement l'action, se replia derrière la Katzbach et dans les environs de Jawer. Napoléon partit alors pour Dresde. Dès le 22, il avait fait marcher sa garde vers cette place; et le 23, après le combat de Goldberg, il y avait envoyé le 6e. corps. Il donna au maréchal Macdonald le commandement des 3e., 5e. et 11e. corps et des dragons aux ordres de Sébastiani. Enfin il emmena le maréchal Ney pour le se-

conder dans la lutte qu'il allait soutenir contre la grande armée combinée. Avant d'en retracer les détails, jetons un coup-d'œil rapide sur ce qui se passait sur un autre point.

Le 18 août, l'armée combinée du nord de l'Allemagne s'était concentrée entre Berlin et Spandaw. Le 21, on y eut avis que le maréchal Oudinot se disposait à marcher contre cette capitale de la Prusse, avec trois corps d'infanterie et les dragons que commandait le duc de Padoue. Le 22, le général Thumen fut attaqué à Trebbin par les Français. Il évacua ce poste et se replia sur le gros de l'armée. Le 23, le général Bertrand attaqua le général Tauenzien, près de Blankenfeld. Il fut repoussé. Les Français furent plus heureux à l'attaque de Gross-Beeren. Par l'occupation de ce village, qui est situé à cinq lieues de Berlin, ils menaçaient le centre des alliés, et en même temps Oudinot marchait contre leur droite par Ahrendorf. Le prince royal jugeant le moment favorable pour prendre l'offensive, ordonna au général de Bulow d'attaquer Gross-Beeren, et les Prussiens l'enlevèrent avec la plus grande intrépid é. Ce mouvement hardi imposa aux Français. Le 7e. corps, qui s'était déjà déployé dans la plaine, fut assailli à la baïonnette et forcé de se replier. Oudinot ne voulant pas en-

gager une action générale, chercha à gaguer du temps par une vive canonnade; et, à la nuit, il ordonna la retraite sur Luckenwalde par Trebin. Cette pointe, comme disent les gens de guerre, lui coûta vingt-six pièces de canon et quinze cents hommes qui furent faits prisonniers.

La grande armée combinée avait quitté ses cantonnements de Bohème, le 20 août. La plupart de ses colonnes furent réunies, le 25, devant Dresde et sur la rive gauche de l'Elbe. Le 26, la droite et le centre passèrent le Kaytzbach, ruisseau qui couvrait leur front. La gauche suivit ce mouvement. Les Français ne crurent pas devoir attendre hors des murs l'attaque d'une armée si formidable; ils évacuèrent le GrossenGarten (le grand jardin) qui est situé sur la droite du Kaytzbach, à cinq cents toises en avant de Dresde. Le maréchal St.-Cyr fit rentrer dans la place le 4e. corps, qui en éleva la garnison à trente mille hommes. A quatre heures de l'après-midi, neuf colonnes ennemies descendirent dans la plaine et marchèrent vers les redoutes. Les Russes étaient à droite, les Autrichiens à gauche, et les Prussiens au centre. En peu d'instants, l'artillerie et la mousqueterie firent un feu terrible. Napoléon venait alors d'arriver à Dresde avec sa garde.

Les Autrichiens réussirent à s'emparer d'une

redoute armée de huit pièces de canon. Ils s'avancèrent ensuite contre le corps de la place, dont les épaisses murailles résistèrent à tous les efforts de l'artillerie. Sur les cinq heures du soir, Murat, soutenu par la garde impériale et par l'infanterie aux ordres du maréchal St.-Cyr, fit, à la tête des cuirassiers, une sortie contre les colonnes de la droite. Le maréchal Victor marcha contre celles de la gauche. Les deux ailes de l'ennemi furent repoussées. Ses colonnes du centre se virent alors forcées d'en suivre le mouvement rétrograde et de se replier devant des forces supérieures. Les alliés toutefois rentrèrent dans leur camp sans être poursuivis.

Le lendemain 27, les Français devinrent assaillants à leur tour. La pluie tombait par torrents. Les ennemis occupaient une position très étendue sur les hauteurs qui environnent la ville de Dresde. Un vallon très profond séparait les Autrichiens du reste de l'armée combinée. Murat eut ordre de les attaquer avec le corps du maréchal Victor et les divisions de cuirassiers. Le maréchal Marmont, arrivé de Silésie pendant la nuit, combattit au centre, et le maréchal St.-Cyr à la gauche, avec son corps et la cavalerie aux ordres du général

Nansouty. L'attention des alliés était attirée, vers l'un et l'autre point, par une canonnade très vive et par les manœuvres de plusieurs colonnes d'infanterie et de cavalerie, tandis que la droite culbutait les Autrichiens, qui furent obligés de faire retraite. Tous les efforts du chef de l'armée française se dirigèrent ensuite contre le centre et la droite des alliés; mais il lui fut impossible de les entamer.

Napoléon a, selon sa coutume, porté au double la perte de l'armée combinée et diminué de moitié, au moins, sa propre perte, dans les deux journées du 26 et du 27. On croit que les alliés, depuis leur départ de Bohème jusqu'à leur rentrée dans ce pays, perdirent réellement trente mille hommes, tant tués que blessés ou faits prisonniers. Quant aux Français, il est très vraisemblable qu'ils eurent dix mille hommes mis hors de combat. On peut, à juste titre, compter parmi ceux qu'ils perdirent, quoiqu'il ne fût point dans leurs rangs, le général Moreau, qui, au moment où il s'entretenait avec l'empereur Alexandre, eut les deux jambes emportées par un boulet de canon. On fut obligé de lui faire une double amputation, à laquelle il ne put résister. Le 3 septembre, il mourut (à Laun en Bohème) entre les bras du

czar, qui daigna lui promettre de protéger sa famille (1). Moreau était depuis peu de temps arrivé d'Amérique dans le dessein de seconder, du moins, par ses conseils, les efforts que l'Europe allait faire contre le tyran qui l'avait banni. Ce grand capitaine se fût infailliblement déclaré pour la cause de la légitimité, si même il ne l'avait pas embrassée depuis long-temps, ce qui nous semble hors de doute. On ne doit donc que plus vivement en déplorer la perte. Tout porte à croire que ses anciens compagnons d'armes n'auraient pas hésité à choisir entre lui et son oppresseur; et en les retenant sous les drapeaux du souverain légitime, il leur eût rendu, non moins qu'à sa patrie, le plus signalé service.

Buonaparte fut transporté de joie à la nouvelle de la mort de Moreau. Il voulut faire croire que le ciel combattait en sa faveur. S'il l'avait cru réellement lui-même, les événements que nous allons rapporter auraient pu suffire pour le détromper.

Les alliés apprirent, dans la soirée du 27, que le général Vandamme marchait avec des

---

(1) Son corps a été embaumé et transporté en Russie. Sans doute, il n'y est qu'en dépôt, et il faut espérer qu'un jour il sera rendu à la France.

forces considérables contre Pirna. Craignant de voir couper leur ligne d'opérations et manquant de vivres, ils se décidèrent à rentrer en Bohème. Leur mouvement de retraite commença dans la nuit même. L'armée française les suivit durant les journées des 28, 29 et 30 août.

Vandamme avait franchi la grande chaîne de montagnes, appelée Erzegeburg, qui sépare la Bohème de la Saxe. Le 29, il livra un combat aux Russes et les poursuivit sur la route de Kulm. Le grand duc Constantin étant arrivé avec plusieurs corps de la garde de l'empereur Alexandre, l'action devint très vive. Vandamme fit alors venir les réserves qu'il avait placées sur les montagnes pour la garde du défilé. Il resta maître du champ de bataille et crut pouvoir se maintenir dans cette position. Il fut attaqué le lendemain par les Autrichiens et les Russes, contre lesquels il se défendit avec courage; mais au plus fort de l'action, les Français virent, sur leurs derrières, une formidable colonne prussienne au lieu du corps du maréchal de Saint-Cyr, qu'ils attendaient. Vandamme marcha contre les Prussiens avec l'élite de ses troupes, dont l'attaque fut terrible. Les Français s'ouvrirent un passage; mais ils furent forcés d'abandonner toute leur

artillerie et leurs bagages. Ils eurent dix mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Vandamme fut du nombre des derniers, après avoir fait les plus grands efforts, comme général et comme soldat. Il n'en fut pas moins abreuvé d'outrages, parce qu'étant né à Cassel, les Allemands le considéraient comme un transfuge.

Blücher, ayant appris que Napoléon s'était porté vers Dresde avec sa garde et le 4e. corps, fit ses dispositions pour attaquer le maréchal Macdonald. Le 26 août, ses colonnes étaient en marche pour passer la Katzbach, lorsqu'on vint lui annoncer que les avant-gardes des corps de Langeron et d'Yorck étaient aux mains avec les Français. A l'instant il fait faire halte à son armée et la range en bataille. Les Français avaient cru surprendre les alliés et en avoir bon marché; mais bientôt les Russes et les Prussiens s'avancèrent au pas de charge et dans le plus bel ordre. La pluie empêchant les fusils de partir, on se battit à la baïonnette; et les alliés, étant plus nombreux et moins fatigués que leurs ennemis, les culbutèrent promptement surtout le front de leur ligne. Selon Blücher, les Français perdirent cent trois canons, deux cent cinquante caissons et dix-huit mille hommes faits prisonniers. Parmi ceux-ci se

trouva une division presque tout entière, qui était commandée par le général Pothod, et qui avait été détachée pour empêcher la gauche des alliés de se jeter en Bohème, s'ils avaient été battus. On négligea, dit on, de rappeler cette division aussitôt que Blücher eut forcé l'armée française à battre en retraite; et ce fut seulement le 28, que l'ordre de rétrograder lui parvint. Après avoir combattu pendant trois jours contre des forces supérieures, elle arriva devant Lowenberg. Par malheur, les ponts avaient été détruits la veille, et la crue des eaux du Bober ne permit pas de les rétablir. De cette division, qui, le 26, était forte de plus de huit mille hommes, il ne se sauva que quelques bons nageurs : le reste fut pris ou tué.

A la nouvelle de cette défaite, Napoléon remit le commandement de sa grande armée à Murat, ou plutôt au maréchal St.-Cyr, qui commandait sous lui, et il se rendit à son armée de Silésie. Il la trouva dans la Lusace, près de Gorlitz. Le 3 septembre, il attaqua les alliés et les contraignit à repasser la Queiss. Blücher, fidèle à son système de ne livrer bataille qu'assuré de la victoire, refusa d'engager l'action. D'ailleurs, il prévoyait que les manœuvres des alliés obligeraient bientôt Napoléon de retourner dans les environs de Dresde.

Retraçons maintenant les opérations qui s'étaient faites à la gauche de la capitale de la Saxe.

Il s'était livré à Hagelsberg, le 27 août, un combat où les Français, après s'être conduits en héros, avaient succombé sous le nombre. Ils avaient eu quatre mille hommes tués, blessés, ou faits prisonniers.

Le 28, les alliés avaient sommé Luckau, où les Français avaient un dépôt considérable de munitions de guerre et de bouche. Le commandant effrayé, dit-on, par la chute de quelques bombes, avait capitulé le soir même du jour où il avait été attaqué.

Le maréchal Ney, qui avait pris le commandement du corps d'armée jusqu'alors confié au maréchal Oudinot, fut battu le 6 septembre à Dennewitz, par le prince royal de Suède. Il eut dix mille hommes mis hors de combat et perdit soixante pièces de canon.

Ainsi les Français, à cette époque, avaient déjà essuyé plusieurs échecs qui faisaient plus que compenser celui que les alliés avaient reçu devant Dresde; et cependant l'état des choses exigeait, pour retenir les troupes allemandes qui combattaient sous les drapeaux de la France, qu'ils fussent constamment victorieux.

Le prince de Schwartzenberg ayant appris que

Napoléon avait marché contre Blücher avec l'élite de son armée, s'était porté de nouveau vers Dresde. Le 7, les alliés avaient occupé Pirna. Napoléon qui, à la nouvelle de ce mouvement, avait quitté la Lusace, les attaqua le 8, et Pirna fut repris le même jour. L'armée française se porta ensuite en avant. Le 10, elle prit position sur le Geyersberg, haute montagne d'où l'on découvre la plaine de la Bohême. Les alliés s'étaient retirés presque sans combattre, afin d'attirer l'ennemi près de Kulm. Napoléon, n'ayant pas voulu livrer bataille sur un terrain que recouvraient encore les cadavres de ceux qui avaient péri dans les combats des 29 et 30 août, chercha une autre route qu'il trouva le 11. Ce jour, son avant-garde attaqua le village de Nollendorf, qui fut enlevé à la baïonnette. Tout annonçait une action générale pour le lendemain; mais, vers le soir, les alliés reçurent un renfort de vingt-cinq mille Autrichiens. Alors Napoléon ordonna la retraite, qui commença le 12. Les alliés franchirent, le 14, le défilé de Peterswald, et ils furent repoussés par le comte de Lobau. Le 16, Napoléon fit marcher son armée vers Nollendorf pour livrer bataille. C'était aussi le desir des ennemis, qui, dès qu'ils surent son arrivée, repassèrent les montagnes. Le 16, à midi, ils étaient en ligne.

près de Kulm. Les deux armées, fortes chacune de cent mille hommes, se canonnèrent avec beaucoup de vivacité. L'aile gauche de l'armée française ayant été renforcée, marcha, le 17, contre l'aile droite des alliés. Les Russes et les Prussiens furent culbutés. Ils se retiraient en désordre, lorsque le comte de Colloredo, à la tête d'une réserve d'Autrichiens, chargea les Français avec audace, et les fit reculer avec perte de dix pièces de canon et de deux mille hommes faits prisonniers. Tel est, du moins, le rapport des alliés. Napoléon prétendit n'avoir engagé qu'une vive canonnade hors de portée, et qui, par conséquent, aurait fait peu de mal. Mais, n'était-ce que pour cela qu'il était entré en Bohème? Quoi qu'il en soit, il demeura à Pirna les 19 et 20 septembre. Il voulait donner le temps d'arriver aux renforts qu'il envoyait à l'armée de Macdonald. Le 21, il se rendit à Dresde, et le 22 à Harthau.

Blücher s'était attendu à être attaqué, le 7 septembre, dans sa position sur la Queiss. Ayant appris le retour de Napoléon à Dresde, il marcha contre Macdonald. Le 8, il passa la Neisse presque sans obstacle. Le 13, il était maître de Bautzen et des deux bords de la Sprée. Il prit à la droite de cette rivière, une position avantageuse, où il attendit l'armée française. Napo-

léon ne crut pas devoir le faire attaquer; et le 24, il rentra à Dresde.

Le maréchal Ney avait déjà réussi, le 10 septembre, à rallier, dans les environs de Torgau, les 4e., 7e. et 12e. corps. Il avait reçu de Napoléon, l'ordre de balayer la rive gauche de l'Elbe. Les Suédois furent attaqués le 27, Dessau fut repris, et les alliés furent poursuivis jusque dans les retranchements qui formaient la tête de pont.

Le 13e. corps d'armée, composé de vingt-cinq mille français et de douze mille danois, avait évacué Schwerin dans la nuit du 2 au 3 septembre. Les Français firent halte à Ratzebourg, et les Danois marchèrent contre Lubeck. Le comte de Walmoden, général hanovrien, prit position, le 12, à Hagenow. Davoust, pour faire cesser les alarmes que causaient les excursions des partisans sur la rive gauche de l'Elbe, et maintenir ses communications, tant avec les places situées sur le Wéser qu'avec Brunswick et Magdebourg, détacha un corps de huit mille hommes, dont il donna le commandement au général Pécheux. Une lettre interceptée apprit le secret de cette manœuvre au comte de Walmoden, qui, après avoir chargé le général Vegesack d'observer Davoust, réunit l'élite de ses trou-

pes, passa l'Elbe à Domitz, dans la nuit du 14, et prit position, le 15, sur le bord septentrional de la Jetz, près de Dannenberg. Il apprit, là, que le général Pécheux était à Gorde sur la route de Lunebourg. Les alliés avaient environ 12,000 hommes; et les Français n'en comptaient pas plus de six mille, à cause des postes qu'ils avaient été forcés d'établir pour assurer leurs communications. Walmoden, craignant avec raison de ne pouvoir contraindre Pécheux à recevoir le combat s'il lui montrait toutes ses forces, cacha la marche d'une partie de ses colonnes. L'action s'engagea le 16, sur les quatre heures de l'après-midi. Les Français la soutinrent avec vigueur jusqu'à l'instant où ils furent attaqués sur leurs flancs par les corps ennemis dont on leur avait dérobé l'approche. Alors ils firent retraite, ayant eu environ deux mille hommes mis hors de combat. Cette expédition, qui ne coûta que cinq cents hommes aux alliés, consterna les partisans des Français. Les habitants de Hambourg en conçurent la flatteuse espérance de recevoir bientôt dans leurs murs les défenseurs de la liberté germanique; mais leur délivrance était encore éloignée.

Tous ces combats partiels ne faisant que perpétuer les malheurs de la guerre, les alliés résolurent d'y mettre fin par une action géné-

rale. En conséquence, l'armée russe qui s'était formée en Pologne, et était forte de quarante mille hommes, reçut l'ordre de se porter dans la Bohème. Le 1er. octobre, elle arriva aux environs de Tœplitz. A son approche, le prince de Schwartzenberg marcha vers Commotau, où son quartier-général fut établi le 5. Les alliés continuèrent, le 7, leur marche vers Leipsick. Murat eut d'abord, près de Froburg, quelque avantage sur le corps du comte de Wittgenstein, qui bientôt reçut des renforts et contraignit les Français à se replier sur Borna.

Napoléon qui, avons-nous dit, était rentré à Dresde le 21 septembre, demeura dans cette ville, ou dans les environs immédiats, jusqu'au 7 octobre suivant, sans qu'on puisse rendre un compte satisfaisant de cette étrange inaction. Les uns pensent qu'il s'agissait encore de négociations; mais on n'en découvre aucune trace. Les autres prétendent que Buonaparte n'était plus le même, qu'il avait beaucoup perdu de sa première activité, et qu'il ne vivait pas aussi sobrement que dans ses campagnes précédentes. Enfin, on veut que ce soit l'amour qui l'ait retenu à Dresde. De tous ces différents motifs, le dernier, sans doute, est le plus faible. Ce ne sera jamais par ce qui tient à la

sensibilité du cœur, qu'on pourra expliquer la conduite de Buonaparte.

C'était à la nouvelle que Blücher, après avoir réussi à dérober une marche à Macdonald, avait passé l'Elbe, le 3 octobre, vis-à-vis de Wartenburg, que Napoléon avait quitté Dresde. Il avait appris, en même temps, que le prince royal de Suède avait aussi franchi ce fleuve, le 4, avec toute son armée. Buonaparte coucha le 8 à Wurtzen, le 9 à Eulenbourg, et le 10 à Duben. Il avait à sa disposition les corps de Ney, de Bertrand, de Reynier et de Marmont, ainsi que sa garde. D'abord il feignit de menacer Berlin; mais bientôt ayant aussi résolu de livrer bataille, il concentra son armée aux environs de Leipsick.

Le 12, toutes les armées alliées étaient réunies au nombre de trois cent mille hommes, autrichiens, russes, prussiens et suédois. Le 15, Napoléon était à Reidnitz, près de Leipsick, avec sa garde. Murat était à Wachau avec les 11e., 5e. et 8e. corps. Le 4e., réuni au 12e., était à Lindenau. Les 3e. et 7e. étaient en marche d'Eulenbourg pour se joindre au 6e. Le 9e. était à Leipsick. Le 11e., qui avait été fort maltraité en Silésie, avait été fondu dans plusieurs autres corps. Le 1er. et le 14e. étaient restés à Dresde.

Le 10e. tenait garnison à Dantzick, et le 13e. était à Hambourg avec les Danois.

Le 16, à neuf heures du matin, les troupes françaises furent attaquées sur toute leur ligne. A midi, six des attaques de l'ennemi avaient été repoussées. Napoléon fit alors marcher sa garde avec cent cinquante pièces de canon; et les alliés firent avancer leurs réserves. Leur cavalerie exécuta, contre la droite des Français, une charge qui les contraignit à quitter momentanément Dœlitz, qu'une division de la garde reprit bientôt. Douze cents hommes, au nombre desquels se trouvait le comte de Merfeldt, qui commandait en chef, furent faits prisonniers. Les cuirassiers français attaquèrent la cavalerie ennemie, la culbutèrent et en firent un horrible carnage. Enfin, après huit heures de combat, les alliés rentrèrent dans la position qu'ils occupaient avant l'attaque. Ils furent plus heureux sur la droite de la Partha. Blücher attaqua Marmont avec furie. L'action fut disputée vivement, et le village de Mockern pris et repris cinq fois. A la fin, les alliés forcèrent les Français à se replier sur la gauche de la rivière. On compte que cette bataille, à laquelle on a donné le nom de Wachau, a coûté quinze mille hommes à l'armée

française et vingt-cinq mille à l'armée combinée.

La journée du 17 fut employée, de part et d'autre, à des reconnaissances. Napoléon, sachant que l'armée russe commandée par le comte de Bennigsen venait d'arriver à la droite du prince de Schwartzenberg, et que le prince royal de Suède allait prendre position à la gauche de Blücher, quitta, le 18, à deux heures du matin, les plaines de Wachau, pour se concentrer près de Leipsick. Sa nouvelle position formait un carré, dont chaque face avait environ mille toises de longueur, et elle était partout, excepté du côté du nord, défendue par des courants d'eau.

Instruits du mouvement fait par Napoléon, les alliés se mirent en marche trois heures après lui, dans le dessein de l'attaquer partout où ils pourraient le rencontrer. A neuf heures, les armées furent en présence. Blücher menaça Leipsick. Le prince royal de Suède enleva les hauteurs de Taucha, où était la droite de Ney, qui commandait en chef sur ce point. Bennigsen attaqua Macdonald à Holzhausen et le força de battre en retraite. Wittgenstein, dont les troupes firent des prodiges de valeur à l'attaque de Probstheide, fut vivement repoussé par Victor. Augereau, qui défendait

un bois, au centre, s'y maintint toute la journée, malgré la vivacité des attaques de Kleist. Poniatowski battit à plate-couture le comte de Colloredo. Enfin, à trois heures de l'après-midi, l'armée française soutenait le combat avec succès contre des forces doubles des siennes, lorsque le contingent saxon, qui était de douze mille hommes, passa presque tout entier du côté des ennemis, ou plutôt de ceux qui défendaient la cause de l'Allemagne, et tourna ses armes contre les Français. Cette défection fut d'autant plus favorable aux alliés, qu'ils commençaient à manquer de poudre et que les Saxons en étaient encore bien pourvus. Les Prussiens, encouragés par ce renfort, franchirent la Partha et se rendirent maîtres du village de Reidnitz.

Dès que Napoléon fut instruit des progrès de l'ennemi, il envoya la cavalerie de sa garde, avec vingt pièces de canon, prendre en flanc une forte colonne prussienne qui marchait contre Leipsick. En cet instant critique, il se porta lui-même avec une division d'infanterie, qui faisait également partie de sa garde, contre Reidnitz, qui fut enlevé à la baïonnette. Le désordre occasionné par la défection des Saxons étant réparé, Napoléon attaqua le prince royal de Suède. Les Français occu-

pèrent le village de Paunsdorf qu'ils avaient abandonné, et le général de Bulow fut obligé de se replier; mais une forte colonne de cavalerie étant venue à son secours, Paunsdorf fut encore repris. La nuit seule sépara les combattants. Les alliés ne firent point de prisonniers dans cette journée, tandis que Napoléon prétendit en avoir fait cinq cents. Les combattants étaient en plus grand nombre que le 16, et cependant la perte en hommes, soit tués, soit blessés, fut à peu près la même que ce jour, tant d'un côté que de l'autre.

Napoléon ordonna la retraite lorsque la nuit fut venue. Il n'y avait, pour tant de monde et tant de bagages, que le chemin de Leipsick à Lindenau, défilé de plus d'une lieue, dans lequel il faut passer quatre ponts. Le 19, à la pointe du jour, les parcs d'artillerie, les bagages et les deux tiers de l'armée en étaient sortis heureusement. Le maréchal Macdonald, ayant sous lui le prince Poniatowsky et le général Reynier, commandait les corps qui formaient l'arrière-garde. A dix heures du matin, elle était encore dans Leipsick. Le roi de Saxe, qui, avec toute sa famille, avait suivi l'armée française depuis Dresde, se trouvait dans cette ville. Il venait d'envoyer un parlementaire à l'empereur Alexandre pour obtenir une capi-

tulation. Le czar répondit qu'il fallait ouvrir les portes sur-le-champ et que la plus stricte discipline serait observée; que si les soldats allemands, qui étaient dans la place, voulaient se réunir à ceux qui combattaient dans son armée, ils seraient reçus comme des frères; mais que, connaissant bien l'ennemi auquel il avait affaire, il regarderait comme suspecte toute proposition qui lui serait faite tant que Buonaparte ne se serait pas retiré. Alexandre ne dit pas un mot du roi de Saxe, qui avait irrité les alliés par ses hésitations et surtout par le dévouement qu'il avait paru montrer pour Napoléon. Il suffira peut-être d'une seule observation pour justifier la conduite de ce prince. Les arrangements que les alliés avaient faits entre eux pouvaient lui donner lieu de craindre qu'on n'exigeât de lui la cession d'une partie au moins de ses états, comme on avait demandé au Danemarck celle de la Norwège. Dans cette supposition, que nous avons lieu de croire bien fondée, il aura préféré naturellement s'attacher à une cause pour le soutien de laquelle on n'exigeait de lui aucun sacrifice. Après les événements que nous allons rapporter, le monarque saxon fut fait prisonnier et conduit en Prusse.

Le maréchal Macdonald avait à peine vingt

mille hommes, qui furent attaqués par plus de cent mille tout autour de Leipsick. Napoléon, qui était encore dans la place, fit dire au maréchal de se retirer, et lui-même courut de sa personne à Lindenau, pour voir les dernières troupes passer les ponts avant de se mettre en marche sur Weissenfelds, où, dès la veille, il avait envoyé le général Bertrand avec un corps de vingt mille hommes, dans le dessein de s'assurer des débouchés de la Saale. Le grand pont de Lindenau avait été miné afin de le faire sauter pour retarder la marche de l'ennemi. Selon le rapport officiel, cette opération fut confiée à un colonel Montfort, qui s'en remit de l'exécution à un simple caporal de sapeurs. Celui-ci, poursuit le rapport, comprit mal l'ordre qui lui avait été transmis. En conséquence, il fit sauter le pont dès qu'il entendit siffler les balles de quelques tirailleurs, qui, partie à gué, partie à la nage, avaient passé les ruisseaux qui coulent entre Connewitz et Lindenau (1).

---

(1) Ce rapport, nous le savons, a tout l'air d'un conte. On prétend qu'il n'y avait dans les diverses armées françaises qu'un seul colonel du nom de Monfort, et qu'à l'époque de la retraite de Leipsick, il était à Maïence. Le colonel et le caporal devaient être traduits devant un conseil de guerre, et rien n'a annoncé qu'ils l'aient été. Nous n'en conclurons pas, cependant,

Les troupes de Macdonald, qui étaient poursuivies avec la plus grande vivacité, furent au désespoir lorsqu'elles se virent privées du seul moyen qui leur restât d'effectuer leur retraite. Il fallut renoncer à tout projet de résistance. On était sur un terrain étroit qui ne permettait pas de manœuvrer, et les boulets des alliés faisaient un carnage affreux en tombant au milieu des colonnes serrées qui couvraient toute la route. Les efforts qui furent faits pour rétablir le pont ayant été vains, chacun ne songea plus qu'à sa propre sûreté. La plus grande partie des troupes mirent alors bas les armes. Macdonald passa la rivière à la nage; mais la plupart de ceux qui voulurent suivre son exemple furent noyés. De ce nombre se trouva le prince Poniatowsky, qui, le 16 octobre, avait été fait maréchal d'empire sur le champ de bataille. Il méritait, dit-on, d'épou-

---

que ce soit Napoléon lui-même qui ait fait sauter le pont, ainsi qu'on l'en accuse. Il n'avait pas besoin de recourir à un tel moyen pour mettre sa personne à couvert; et la poursuite de l'ennemi n'aurait pas été plus nuisible à son armée que ne le fut cet événement. Les bulletins des alliés parlent d'un ou de plusieurs ponts rompus par l'armée française; mais ils disent que ce fut l'effet du trouble qui agitait cette armée à l'instant de la retraite : le fait matériel est peut-être vrai, et on se sera seulement trompé de nom quant au colonel.

ver un sort plus heureux, et surtout de servir une plus juste cause ; mais les Polonais croyaient assurer l'indépendance de leur patrie en combattant sous les drapeaux de Napoléon, qui, s'il avait été constamment vainqueur, n'aurait pas manqué de les tirer d'erreur.

La fatale rupture du pont de Lindenau fit perdre, à l'armée française, dix-huit mille hommes d'élite avec une nombreuse artillerie. Les généraux Lauriston et Reynier furent faits prisonniers.

Le duc de Reggio, qui fut chargé de conduire l'arrière-garde, demeura toute la journée du 19 à Lindenau, et il marcha sur Weissenfelds la nuit suivante. Napoléon y eut son quartier-général le 20, et il arriva le 23 à Erfurt, faiblement poursuivi par les alliés.

On fait divers reproches à Napoléon, sur la conduite qu'il a tenue dans les journées mémorables qui ont terminé la campagne de 1813 et décidé du sort de l'Europe (1). Ces reproches sont d'avoir montré de l'indécision, de n'avoir pas cherché par un coup d'éclat à imposer aux alliés, d'avoir négligé de fortifier la posi-

---

(1) Les Allemands, dans leur enthousiasme, ont donné aux affaires de Leipsick, le nom de *Batailles des nations*.

tion de Reidnitz, et de n'avoir pas placé les Saxons dans des redoutes qu'auraient flanquées la cavalerie et l'artillerie de sa garde. Mais la cause la plus réelle de ses revers a été l'infériorité du nombre de ses troupes, infériorité due en partie à l'absence de quatre corps d'armée qui formaient les garnisons de Dantzick, de Dresde, de Hambourg et d'autres places.

Napoléon passa la journée du 24 à Erfurt. Il en partit le lendemain, à la nouvelle qu'une armée ennemie, composée d'Autrichiens et de Bavarois, marchait vers Hanau pour couper la retraite aux débris de l'armée française. Ce nom de Bavarois annonce qu'une nouvelle défection venait de s'opérer. En effet, le roi de Bavière avait conclu à Ried, le 8 octobre, un traité par lequel il avait renoncé à la confédération du Rhin, et s'était engagé à joindre sur-le-champ ses troupes à celles des puissances alliées. Le contingent que ce prince avait fourni à Napoléon avait été mis en observation sur les frontières de l'Autriche, à Braunau. Il était commandé par le comte de Wrède, qui, après avoir fait sa jonction avec un corps de troupes autrichiennes, marcha vers Hanau, ville dont il se rendit maître le 28 octobre. Il y eut, le 29, un combat d'avant-garde où les Austro-

Bavarois furent culbutés. Le 30, le comte de Wrède fit une reconnaissance, d'après laquelle il se persuada faussement avoir à combattre de soixante à quatre-vingt mille hommes, tandis qu'il n'y en avait pas alors plus de vingt-cinq mille d'arrivés. Cependant il résolut de payer d'audace; il plaça son armée devant Hanau, et barra en même temps la route de Francfort.

Le même jour, 30 octobre, trois mille tirailleurs français s'emparèrent du village de Ruckingen, et l'avant-garde des alliés, qui l'occupait, se replia en bon ordre sur son corps d'armée. Lorsque Napoléon eut bien reconnu la force de l'ennemi, il résolut d'attendre le reste de ses troupes pour faire une attaque générale. Dès que l'artillerie parut, il fit marcher contre l'ennemi trente pièces de canon. L'infanterie et l'artillerie suivirent ce mouvement, qui avait pour objet de forcer les alliés à laisser libre le chemin de Francfort. Ce projet fut couronné par le succès. Le comte de Wrède se décida pendant la nuit à évacuer Hanau, qui fut à l'instant même occupé par les Français. Bientôt le général bavarois apprit que Napoléon, à cause des pertes énormes qu'il avait faites en Saxe, se retirait en toute hâte vers le Rhin. En conséquence, le comte de Wrède se mit, le 31, à la tête de ses troupes d'élite, et il reprit la

ville; mais il reçut une blessure que d'abord on crut mortelle(1), ce qui excita la fureur de ses soldats, à tel point qu'ils tuèrent, à coups de baïonnette, tous les Français qui se trouvèrent dans Hanau.

La perte des alliés fut de dix mille hommes, dans les journées des 29, 30 et 31 octobre. Celle des Français fut à peu près égale, à cause des attaques qu'ils furent obligés de faire contre un ennemi bien posté. Napoléon fit sonner très haut un avantage qui paraissait diminuer la honte de ses défaites et le faisait rentrer en France sous les auspices d'une victoire. Sa retraite n'en était pas moins une déroute. De Leipsick à Hanau et de Hanau à Maïence, le chemin était couvert de cadavres d'hommes et de chevaux, ainsi que de chariots de munitions et de voitures abandonnées. De cent cinquante mille combattants qu'il comptait, le 18, dans les plaines de Leipsick, à peine en ramena-t-il quatre-vingt mille sur le Rhin. Le 2 novembre, Napoléon passa ce fleuve à Maïence. Il y demeura jusqu'au 8, qu'il partit pour se rendre dans la capitale, où il arriva le lendemain.

L'exemple du roi de Bavière fut bientôt

(1) Le comte de Wrède fut rétabli au bout de trois semaines et reprit le commandement de l'armée.

suivi par le roi de Wurtemberg et par tous les autres princes allemands. Ainsi fut dissoute la confédération du Rhin, cette absurde conception, qui, de toutes les folies de Napoléon, a été la plus funeste à la France, en lui enlevant ses anciens alliés, ou plutôt en les transformant en ennemis et en aigrissant contre elle tous les peuples germaniques.

CHAPITRE VII.

Retour de Napoléon. — Invasion de la France et Campagne de 1814. — Abdication de Napoléon et son Départ pour l'île d'Elbe.

La rupture survenue entre la France et l'Autriche n'avait été portée à la connaissance des Français que par les hostilités; mais la tournure défavorable que les opérations militaires prirent pour Napoléon après l'attaque de Dresde, ayant paru nécessiter une nouvelle levée d'hommes, on assembla le sénat, et on lui communiqua les pièces relatives à la guerre contre l'Autriche et contre la Suède. « Cette » communication, déterminée par les lois de » l'État et la volonté du souverain, dit M. Cam- » bacérés, n'a été retardée que par des acci- » dents imprévus. » On ne jugea pas à propos de spécifier ces accidents ; et il est probable que si l'on différa si long-temps de faire entrevoir à la France les causes qui lui attiraient de nouveaux ennemis, c'est qu'on espérait parvenir, par des invasions en Bohème, à

détacher de la ligue européenne l'empereur d'Autriche, et qu'on se flattait d'annoncer à-la fois au premier corps de l'État, la rupture et la réconciliation entre le beau-père et le gendre.

Parmi les prérogatives attachées à la régence déférée à Marie-Louise, était la faculté de présider le sénat. Cette princesse en usa le 7 octobre. Si l'on s'était persuadé qu'une démarche si extraordinaire produirait de l'enthousiasme, l'erreur fut complète. On plaignit Marie-Louise, et on blâma généralement le discours inconvenant qu'on lui fit prononcer.

« Sénateurs, dit-elle, les principales puis-
» sances de l'Europe révoltées des prétentions de
» l'Angleterre, avaient, l'année dernière, réuni
» leurs armées aux nôtres pour obtenir la paix
» du monde et le rétablissement des droits de
» tous les peuples. Aux premières chances de
» la guerre, des passions assoupies se réveil-
» lèrent. L'Angleterre et la Russie ont entraîné
» la Prusse et l'Autriche dans leur cause. Nos
» ennemis veulent détruire nos alliés pour les
» punir de leur fidélité. Ils veulent porter la
» guerre au sein de notre belle patrie, pour se
» venger des triomphes qui ont conduit nos
» aigles victorieuses au milieu de leurs états.
» Je connais mieux que personne ce que nos

» peuples auraient à redouter s'ils se laissaient » jamais vaincre. Avant de monter sur le trône » où m'ont appelée le choix de mon auguste » époux et la volonté de mon père, j'avais la » plus grande opinion du courage et de » l'énergie de ce grand peuple. Cette opinion » s'est accrue tous les jours par ce que j'ai vu » se passer sous mes yeux. Associée depuis » quatre ans aux pensées les plus intimes de » mon époux, je sais de quels sentiments il » serait agité sur un trône *flétri* et sous une » couronne sans gloire. »

Après un rapport fait par le ministre de la guerre, on lut un projet de sénatus-consulte qui avait pour objet de mettre deux cent quatre-vingt mille hommes à la disposition du gouvernement. On nomma une commission qui eut ordre de faire son rapport le surlendemain; puis Marie-Louise leva la séance et retourna aux Tuileries en grand cortège comme elle en était venue. Aucune demande faite par Napoléon n'ayant jamais été rejetée par le sénat, il est à peu près inutile de dire que la levée de deux cent quatre-vingt mille hommes fut accordée.

La convocation du corps législatif n'était point dans les attributions de la régence, Napoléon la fit lui-même par un décret daté de

Gotha et du 25 octobre; mais comme l'assemblée ne devait s'ouvrir que le 2 décembre, et que les circonstances exigeaient la plus grande activité dans ses préparatifs de guerre, il rendit, le 11 novembre, un décret par lequel il augmenta considérablement les impositions.

Napoléon fut sans doute trop occupé, à son retour d'Allemagne, pour recevoir sur-le-champ, non les félicitations, mais les hommages de son sénat. Cependant il fallut, de part et d'autre, se conformer à l'usage. Les compliments furent courts, le sujet prêtant peu à de longues harangues. Nous imiterons cette réserve, et nous nous bornerons à citer un seul passage du discours que M. le comte de Lacépède, le perpétuel orateur du sénat, adressa, le 12 novembre, à Napoléon :

« Votre Majesté, qui connaît mieux que » personne les besoins et les sentiments de ses » sujets, lui dit-il, sait que nous desirons la » paix. Cependant les peuples du continent en » ont un plus grand besoin que nous; et si, » malgré le vœu et l'intérêt de plus de cent » cinquante millions d'ames, nos ennemis, re- » fusant de traiter, voulaient, en nous impo- » sant des conditions, nous prescrire une sorte

» de capitulation, leurs espérances fallacieuses
» seraient déjouées . . . . . »

La réponse de Napoléon fut parfaitement analogue à ce discours, que nous nous abstiendrons de qualifier.

« Toute l'Europe marchait avec nous il y a un
» an, dit-il ; toute l'Europe marche aujourd'hui
» contre nous : c'est que l'opinion du monde
» est faite par la France ou par l'Angleterre.
» Nous aurions donc tout à redouter sans l'é-
» nergie et la puissance de la nation.

» La postérité dira que si de grandes circons-
» tances se sont présentées, elles n'étaient pas
» au-dessus de la France ni de moi. »

La France ne pouvait résister à toute l'Europe, que le despotisme, l'extravagance et l'ambition d'un seul homme avaient armée contre elle ; et cet homme s'est réellement trouvé au-dessous des circonstances, puisqu'il a pu survivre à sa gloire.

Le sénat s'empressa de donner à Napoléon de nouvelles preuves de son dévouement, ou plutôt de son attachement à une cause qui, par les avantages qu'elle lui procurait, était la sienne propre. Les troupes revenues d'Allemagne, celles qui étaient restées en France, et les deux cent quatre-vingt mille hommes, dont la levée avait été ordonnée si récemment, n'étant

pas jugés suffisants pour résister à toute l'Europe prête à fondre sur nous, on autorisa, le 15 novembre, une autre levée de trois cent mille hommes à prendre sur les conscriptions solennellement libérées et presque entièrement épuisées (1). La défection de la Bavière et celle

---

(1) Napoléon, arrivé le 9 novembre à St. Cloud, y tint, le 11, un conseil-d'état extraordinaire. La séance s'ouvrit par la lecture du décret dont on parle dans le texte. Elle n'occasionna qu'une légère discussion, pendant laquelle Napoléon prétendit que les contributions ne devaient point avoir de bornes; qu'elles pouvaient, suivant l'urgence des cas, s'elever à la moitié; et que s'il y avait des lois qui dissent le contraire, c'étaient des lois mal faites. On lut ensuite le projet de sénatus-consulte qui mettait à la disposition du ministre de la guerre trois cent mille hommes. Il se fit alors un profond silence dans l'assemblée. Un des conseillers les plus courageux articula ces mots : « Sire, » le salut de l'empire... » Un autre blâma, comme alarmante, l'expression de *frontières envahies*, qui était dans le considérant : « Pourquoi? s'écrie Napoléon; il vaut mieux dire ici » toute la vérité : Wellington n'est-il pas entré dans le midi? » Les Russes ne menacent-ils pas le nord? Les Autrichiens, les » Bavarois, ne menacent-ils pas l'est? Wellington est en » France! Quelle honte! (oui, sans doute, mais pour celui-là » seul dont les extravagances l'y avaient attiré), et on ne s'est » pas levé en masse pour le chasser.......

» Tous mes alliés m'ont abandonné! Les Bavarois m'ont » trahi. Ne sont-ils pas venus se placer sur mes derrières pour » me couper la retraite : aussi comme on les a massacrés! Non, » point de paix que je n'aie brûlé Munich. Un triumvirat s'est

des troupes saxonnes furent les motifs donnés pour cette mesure désastreuse. Le sénat décréta, en même temps, que les membres de la quatrième série du corps législatif, dont les pouvoirs étaient expirés, continueraient leurs fonctions tant que durerait la session, dont l'ouverture devait se faire le 19 décembre, au lieu du 2, jour auquel elle avait d'abord été fixée. Enfin, un troisième sénatus-consulte porta que l'empereur nommerait de plein droit à la présidence du corps législatif, et que le sénat et le

---

» formé dans le nord, le même qui a partagé la Pologne. Point » de paix qu'il ne soit rompu. Je demande trois cent mille » hommes. Je formerai un camp de cent mille hommes à Bordeaux, un pareil à Lyon et un autre à Metz. Avec la précédente levée, et ce qui me reste, j'aurai un million d'hommes. » Mais je veux des hommes faits (où pouvait-on les trouver ?) » et point de ces jeunes conscrits à encombrer les hôpitaux ou » à expirer sur les routes..... Je ne puis compter que sur les » habitants de l'ancienne France.—Sire, dit un conseiller, il » faut que l'ancienne France nous reste.—Et la Hollande, reprend brusquement Napoléon ? S'il me fallait abandonner la » Hollande.... plutôt la rendre à la mer. Conseillers d'état, il faut » de l'élan, il faut que tout le monde marche.... Vous êtes les » chefs de la nation, c'est à vous à lui donner l'élan. On parle » de paix ; je n'entends que ce mot de paix ; tandis que tout devrait retentir du cri de guerre. » Après cette harangue, inspirée par la fureur et le dépit, le projet de sénatus-consulte fut approuvé et la séance levée.

conseil-d'état assisteraient aux séances dites impériales. Le motif de cette dernière clause était de flatter les députés par un appareil plus imposant; mais ils y furent moins sensibles qu'à la perte de cette prérogative en vertu de laquelle ils présentaient des candidats pour leur présidence.

Au jour fixé, Napoléon se rendit en grand cortége au palais du corps législatif. Si, comme on le dit, il est superstitieux, il dut tirer un augure peu favorable du temps affreux qu'il faisait. Nous ne ferions pas cette remarque, si tant de fois on n'avait tenté de persuader que les éléments s'étaient déclarés en sa faveur; mais, s'il fallut alors renoncer à un pareil charlatanisme, on y suppléa par un mensonge, en disant que, malgré la pluie, une foule immense s'était portée sur le passage de l'empereur, et avait fait retentir l'air de ses acclamations. La vérité est qu'il n'y eut qu'un très petit nombre de curieux, dont quelques-uns même furent attirés par l'espoir de jouir de la honte que devait éprouver Napoléon, et qu'en effet il éprouva, si l'on dut en juger par la pâleur extraordinaire de son visage.

S'étant assis sur son trône, il dit :

« Sénateurs, Conseillers-d'état, Députés des » départements au corps législatif,

» D'éclatantes victoires ont illustré les ar- » mes françaises dans cette campagne. Des » défections sans exemple (comme la conduite » qui les avait occasionnées) ont rendu ces vic- » toires inutiles; tout a tourné contre nous. La » France même serait en danger, sans l'union » et l'énergie des Français.

» Dans ces grandes circonstances, ma pre- » mière pensée a été de vous appeler près de » moi. Mon cœur a besoin de la présence et de » l'affection de mes sujets (c'est-à-dire de » leur argent).

» Je n'ai jamais été séduit par la prospérité » (on peut en juger par ses autres discours); » l'adversité me trouverait au-dessus de ses » atteintes.

» J'ai plusieurs fois donné la paix aux na- » tions lorsqu'elles avaient tout perdu; d'une » part de mes conquêtes, j'ai élevé des trônes » pour des rois qui m'ont abandonné.

» J'avais conçu et exécuté de grands desseins » pour la prospérité et le bonheur du monde » (le monde s'est donc montré bien ingrat; car » jamais homme ne lui a été plus en horreur). » Monarque et père, je sens ce que la paix

» ajoute à la sécurité des trônes et à celle des fa-
» milles (il fallait le sentir plus tôt). Des négo-
» ciations ont été entamées avec les puissances
» coalisées; j'ai adhéré aux bases préliminaires
» qu'elles ont présentées. J'avais donc l'espoir
» qu'avant l'ouverture de cette session, le con-
» grès de Manheim serait réuni ; mais de nou-
» veaux retards, qui ne sont pas attribués à la
» France, ont différé ce moment que presse le
» vœu du monde.

» J'ai ordonné qu'on vous communiquât
» toutes les pièces originales qui se trouvent au
» porte-feuille de mon département des affaires
» étrangères. Vous en prendrez connaissance
» par l'intermédiaire d'une commission. Les
» orateurs de mon conseil vous feront connaître
» ma volonté sur cet objet.

» C'est à regret que je demande à ce peuple
» généreux de nouveaux sacrifices ; mais ils
» sont commandés par ses plus nobles et ses
» plus chers intérêts. J'ai dû renforcer mes ar-
» mées par de nombreuses levées...... Un
» accroissement dans les recettes devient in-
» dispensable...... Nous ferons face à tout
» sans emprunt, qui consomme l'avenir (et
» l'arriéré?), et sans papier-monnaie, qui est
» le plus grand ennemi de l'ordre social.

» Je suis satisfait des sentiments que m'ont

» montrés, dans cette circonstance, mes peu-
» ples d'Italie.

» Le Danemarck et Naples sont seuls restés » fidèles à mon alliance. (Le roi de Danemarck venait enfin de s'en détacher par un armistice conclu le 15 décembre 1813. Quant à l'ingrat Murat, il est probable qu'il négociait alors avec l'Autriche.)

» J'ai reconnu la neutralité des dix-neuf can-
» tons suisses (1). »

Un décret rendu par Napoléon, conformément à la promesse qu'il venait de faire, autorisa le sénat et le corps législatif à nommer une commission extraordinaire. Le sénat fit choix de MM. de Fontanes, de Talleyrand, de St.-Marsan, Barbé-Marbois et de Beurnonville. Les commissaires du corps législatif furent MM. Raynouard, Laîné, Gallois, Flaugergues et Maine-de-Biran. Tous les hommes ne voient pas des mêmes yeux; la manière différente dont les deux commissions envisagèrent les démarches faites pour traiter de la paix, en fournit la preuve. M. de Fontanes déclara, dans un rapport qu'il fit au sénat, « que, dès que l'es-
» pérance d'une négociation avait paru possible,
» l'empereur l'avait saisie. »

---

(1) Mais les alliés n'ont pas voulu en faire autant.

La commission du corps législatif fit, dans la séance secrète du 28 décembre, son rapport par l'organe de M. Laîné; l'impression en fut ordonnée le 30, à la majorité de 253 voix contre 51. Cette pièce se lie trop à l'histoire de Napoléon, pour que nous puissions nous dispenser d'en citer les passages les plus remarquables :

« Si, dit l'orateur, les déclamations des puis-
» sances étrangères étaient fallacieuses, si les
» monarques alliés voulaient nous asservir,
» s'ils méditaient le déchirement du territoire
» sacré de la France, il faudrait, pour empê-
» cher notre patrie d'être la proie de l'étran-
» ger, rendre la guerre nationale. Mais, pour
» opérer plus sûrement ce beau mouvement
» qui sauve les empires, n'est-il pas desirable
» d'unir étroitement la nation et son monarque?

» C'est un besoin d'imposer silence aux en-
» nemis sur leurs accusations d'agrandisse-
» ments, de conquêtes, de prépondérance alar-
» mante; puisque les puissances alliées ont cru
» devoir rassurer les nations par des protesta-
» tions publiquement proclamées, n'est-il pas
» digne de S. M. de les éclairer par des décla-
» rations solennelles sur les desseins de la
» France et de l'empereur?

» Lorsque ce prince, à qui l'histoire a conser-

» vé le nom de grand, voulut rendre de l'éner-
» gie à ses peuples, il leur révéla tout ce qu'il
» avait fait pour la paix, et ses hautes confiden-
» ces ne furent pas sans effet (1).

» N'y aurait-il pas une véritable grandeur à
» désabuser les puissances coalisées, par une
» déclaration formelle, afin de les empêcher
» d'accuser la France et l'empereur de vouloir
» conserver un territoire trop étendu, dont elles
» semblent craindre la prépondérance?

» Il ne nous appartient pas, sans doute, d'ins-
» pirer les paroles qui retentiraient dans l'uni-
» vers; mais, pour que cette déclaration eût
» une influence utile, pour qu'elle fît sur la
» France l'impression espérée, ne serait-il pas
» à desirer qu'elle proclamât, à l'Europe et à
» la France, la promesse de ne continuer la
» guerre que pour l'indépendance du peuple
» français et l'intégrité de son territoire?

» Que si l'empire français restait seul fidèle
» aux principes libéraux que les chefs des na-
» tions de l'Europe auraient pourtant tous pro-
» clamés, la France, alors forcée à une guerre
» de nation et d'indépendance, à une guerre re-

(1) Ce passage dut extrêmement choquer Buonaparte, qui, en parlant de Louis XIV, a eu l'impudence de dire qu'il n'en aurait pas voulu pour son aide-de-camp.

» connue juste et nécessaire, la France, unanime
» dans son vœu pour obtenir la paix, montrerait
» encore au monde qu'une grande nation peut
» tout ce qu'elle veut, lorsqu'elle ne veut que
» ce qu'exigent son honneur et ses justes droits.

» Mais ce n'est pas assez pour ranimer le peu-
» ple et le mettre en état de défense, c'est, d'a-
» près les lois, au gouvernement à proposer les
» moyens qu'il croira les plus prompts, les
» plus sûrs pour repousser l'ennemi et asseoir
» la paix sur des bases durables. Ces moyens
» seront efficaces, si les Français sont persua-
» dés que le gouvernement n'aspire plus qu'à
» la gloire de la paix; ils le seront, si les Fran-
» çais sont convaincus que leur sang ne sera
» versé que pour défendre une patrie et des
» lois protectrices. Mais ces mots consolateurs
» de paix et de patrie retentiraient en vain, si
» l'on ne garantissait les institutions qui pro-
» mettent les bienfaits de l'une et de l'autre.

» Il paraît donc indispensable à votre com-
» mission, qu'en même temps que le gouver-
» nement proposera les mesures les plus promp-
» tes pour la sûreté de l'Etat, S. M. soit sup-
» pliée de maintenir l'entière et constante exé-
» cution des lois qui garantissent aux Français
» les droits de la liberté, de la sûreté, de la

» propriété ; et, à la nation, le libre exercice » de ses droits politiques.

» Cette garantie est le moyen le plus efficace » de rendre aux Français l'énergie nécessaire » à leur propre défense. »

Aujourd'hui, que les esprits sont plus calmes, on doit convenir que les reproches contenus dans ce rapport devaient, quelque enveloppés qu'ils fussent, et quoiqu'accompagnés de formes respectueuses, irriter le plus orgueilleux des hommes. L'état critique où il se trouvait réduit, devait les lui rendre encore plus amers; mais ils n'étaient que trop réels; et le passé avait suffisamment démontré que ce n'était pas dans la prospérité qu'on aurait pu lui faire entendre le langage de la vérité.

Le corps législatif, dans sa séance du 3 décembre, nomma une commission qui fut chargée de la rédaction d'une adresse à présenter à Napoléon. Les cinq membres de la commission extraordinaire furent élus. Ils firent adopter, dans la même séance, un projet d'adresse dont le rapport, que nous avons cité, semble avoir fourni les passages les plus importants. A la nouvelle de ce qui venait de se passer, il se tint un conseil privé, où l'ajournement du corps législatif fut résolu. Ce parti était le moins vio-

lent de ceux que proposèrent les flatteurs; mais Napoléon ne borna pas là sa vengeance. Le lendemain, 1er. janvier 1814, il adressa aux députés venus pour lui rendre hommage, un discours qui est remarquable surtout par l'impropriété des expressions, et qui ne fit que multiplier le nombre de ses ennemis, dans un temps où il ne devait point y en avoir à mépriser pour lui (1).

Le sénat avait été loin de montrer la même fermeté que le corps législatif. Dans l'adresse qu'il avait présentée le 31 décembre précédent, il n'avait parlé que de ses vœux pour la paix, et de sa confiance en Napoléon, qui, dans sa réponse, annonça clairement l'invasion du Béarn, de l'Alsace, de la Franche-comté et du Brabant. « J'appelle, dit-il, les Français au se-» cours des Français! J'appelle les Français » de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, » de la Champagne, de la Bourgogne et des au-» tres départements au secours de leurs frères! » Les abandonnerons-nous dans leurs mal-» heurs? Paix et délivrance de notre territoire, » doit être notre cri de ralliement. » Les Français se sont toujours montrés prêts à voler à la défense de leur patrie; mais Napoléon avait sa-

(1) *Voyez* la deuxième partie de l'*Histoire du 18 brumaire*, page 161.

crifié en cent combats, soutenus pour satisfaire une ambition qui ne connaissait point de bornes, tous ceux qui auraient pu opposer la force de leurs bras aux progrès des armées étrangères. Leurs corps, ensevelis dans les plaines des quatre parties du monde, ne pouvaient plus se ranimer; et le ciel avait décidé, dans sa sagesse, que la France serait conquise, pour la punir d'avoir reconnu les lois d'un usurpateur, ou plutôt pour l'y soustraire et mettre un terme à ses malheurs et à ceux de l'humanité.

Avant de partir pour sa funeste campagne de Russie, Napoléon avait organisé les gardes nationales de France, à l'exception de celle de Paris. Il craignait d'armer les nombreux habitants de cette capitale, où sa conduite avait toujours été mieux appréciée que dans le reste de la France. Mais, prêt à la quitter sans y laisser la plus faible garnison, il rendit, le 8 janvier, un décret qui détermina la mise en activité de la garde nationale parisienne, dont il se déclara le commandant en chef. A peine les officiers en furent-ils nommés, qu'il les réunit au palais des Tuileries (le 23). Il parut au milieu d'eux, tenant par la main sa femme et son fils; il leur dit qu'il allait se mettre à la tête de son armée, et qu'il espérait, avec l'aide de

Dieu et la valeur de ses troupes, repousser l'ennemi au-delà des frontières. Jetant ensuite sur Marie-Louise, qui tenait son fils entre ses bras, un regard qui paraissait exprimer l'attendrissement, il ajouta qu'il confiait à sa fidèle ville de Paris les objets de ses affections les plus chères (1). Cette scène, qui cependant n'était qu'une faible imitation de la séance mémorable où l'aïeule de Marie-Louise, où l'auguste Marie Thérèse, menacée d'être dépouillée de son héritage paternel, présenta son fils à la diète de Hongrie; cette scène, disons-nous, produisit le plus grand effet sur ceux qui en furent témoins. Mais, s'il faut en croire différentes relations, elle avait été étudiée et répétée avec un acteur célèbre, qui avait indiqué les attitudes, les gestes et jusqu'aux inflexions de la voix, particularités desquelles il nous semble qu'on peut douter. Ce manque de sensibilité, qu'à si juste titre on reproche à Napoléon, n'est pas de l'apathie. Fortement menacé de voir s'écrouler cette puissance à l'acquisition de laquelle il avait tout sacrifié, il devait éprouver une profonde émotion; et l'on sait com-

(1) On assure qu'il déclara que si l'ennemi entrait dans Paris, ce ne serait qu'après avoir marché sur son cadavre.

bien une vive douleur prête de vérité et de force à l'élocution.

Après avoir conféré de nouveau la régence à Marie-Louise, Napoléon quitta la capitale (le 25 janvier), où il ne devait plus rentrer que comme un conspirateur, et il se rendit à Châlons-sur-Marne, ville aux environs de laquelle il avait réuni son armée.

Les monarques alliés, avant de s'engager dans une guerre d'invasion contre la France, avaient publié à Francfort (le 1er. décembre) une déclaration par laquelle ils avaient annoncé qu'ils n'en voulaient qu'à cette prépondérance que Napoléon avait exercée trop long-temps hors des limites de son empire. Ils assuraient qu'ils lui avaient offert la paix; mais ils n'en spécifiaient pas les conditions. Seulement ils disaient : « Les souverains alliés desirent que » la France soit grande, forte et heureuse, » parce que la puissance française, grande et » forte, est une des bases fondamentales de l'é- » difice social. Ils desirent que la France soit » heureuse, que le commerce français re- » naisse; que les arts, les bienfaits de la paix » refleurissent, parce qu'un grand peuple ne » saurait être tranquille qu'autant qu'il est » heureux. Les puissances confirment à l'em- » pire français une étendue de territoire que

» n'a jamais connue la France (Si c'était la » ligne du Rhin qui devait en faire les limites, » pourquoi ne pas le dire?) sous ses rois, parce » qu'une nation valeureuse ne déchoit pas pour » avoir à son tour éprouvé des revers dans une » lutte opiniâtre et sanglante, où elle a com- » battu avec son audace accoutumée. » Tout en applaudissant au contenu de ce passage, qui n'a peut-être eu pour objet que de séparer la cause de Napoléon de celle des Français, on ne peut guère y reconnaître les bases d'un traité de paix.

Comme le tableau de la campagne de 1814 a été tracé dans tous ses détails par un écrivain aussi exact qu'ingénieux et bien intentionné (1), nous croyons devoir y renvoyer le lecteur. Nous nous contenterons donc d'en rappeler les principaux traits.

Napoléon quitta Châlons le 27, et se porta rapidement vers Saint-Didier, qui était occupé par un détachement de troupes russes. Il s'en rendit maître ce même jour. Il marcha ensuite vers Brienne, où les Prussiens, commandés par le maréchal Blücher, tenaient une belle position, qu'ils négligèrent de garder avec des forces suffisantes. Napoléon les attaqua vive-

(1) M. de Beauchamp.

ment et les délogea. Secondés par les Autrichiens, ils revinrent à la charge près du village de la Rothière ; et, à leur tour, ils forcèrent les Français à se retirer sur Troyes. Blücher se porta sur la Marne vers la mi-février, et occupa Château-Thierry et la Ferté-sous-Jouarre. Ses troupes légères se montrèrent même aux portes de Meaux, tandis que la grande armée, commandée par les souverains en personne, s'avançait sur la Seine. Napoléon parut d'abord se retirer devant cette armée comme pour couvrir la capitale; mais, tout-à-coup il se jeta sur la gauche, et fondit, le 13 février, avec la rapidité de l'éclair, sur un corps qui était posté à Champ-Aubert et formait la jonction entre les deux armées combinées. Ce corps fut culbuté dans deux affaires successives à Montmirail et à Château-Thierry. Dix mille prisonniers qui restèrent entre les mains des Français furent envoyés dans les provinces de l'ouest et traversèrent Paris, dont les habitants signalèrent envers eux leur humanité, au grand regret des agents d'un gouvernement, qui, pour rendre la guerre nationale, s'efforçait d'en accroître les horreurs. Le jour même de la bataille de Champ-Aubert, l'avant-garde russe entrait dans Soissons et le général comte de Bulow s'emparait de Laon.

D'un autre côté, le corps du comte de Wittgenstein qui se portait vers la Seine, obligea Napoléon à retourner sur ses pas. Des combats sanglants eurent lieu à Montereau et à Nogent; et après y avoir fait de grandes pertes, la principale armée des alliés fut obligée de se retirer sur Troyes, puis d'évacuer cette ville.

Napoléon transporté de joie s'écria (1): « Je suis » plus près de Vienne qu'ils ne sont de Paris; et » j'irai bientôt me venger, dans Munich, de la » défection des Bavarois! » Ce fut alors que l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie conclurent le traité de Chaumont, par lequel

(1) Rentré dans Troyes, Napoléon signala sa vengeance contre un habitant de cette ville, nommé M. de Gouault, qui avait commis la noble et généreuse imprudence de reprendre la croix de Saint-Louis. Traduit devant une commission militaire, il fut condamné à mort et fusillé le même jour, à onze heures du soir, malgré les vives sollicitations de plusieurs citoyens pour obtenir sa grâce. Son corps demeura exposé sur le lieu de l'exécution, toute la journée du lendemain. Un décret de proscription et de mort fut ensuite rendu contre tout français qui porterait les signes ou les décorations de l'ancien régime, et contre tous ceux qui accompagneraient les armées ennemies dans l'invasion du territoire français.

Il paraît que, malgré cet acte de vengeance et ce décret, Napoléon craignit peu le rappel des Princes de la maison de Bourbon; et c'était ce qu'il pouvait y avoir de plus heureux pour la cause sacrée de la légitimité.

elles s'engagèrent à ne faire ni paix ni trève que d'un commun accord et contractèrent entre elles une alliance de vingt ans.

Au commencement du mois de mars, Napoléon se porta vers l'Aisne, et le 7 de ce mois il attaqua les hauteurs de Craone, que le maréchal Blücher occupait. Il s'en rendit maître, avantage qui fut plus que compensé pour les alliés, par l'échec qu'il essuya deux jours après. Blücher, soutenu par les corps de Langeron et de Sacken, alla l'attendre dans la forte position de Laon. Napoléon, qui l'avait suivi, voulut faire gravir ses troupes contre la montagne isolée au haut de laquelle cette ville est située. Elles furent repoussées plusieurs fois avec une grande perte. Napoléon se retira en déclarant inattaquables les hauteurs de Laon. Pourquoi donc ne les avait-il pas fait garder?

Un congrès était assemblé depuis quelque temps à Châtillon-sur-Seine. Les plénipotentiaires des puissances alliées avaient fait leurs propositions, qui n'ont pas été publiées officiellement, mais qu'on peut supposer n'avoir pas été plus avantageuses que les conditions du second traité de Paris. Elles ne furent point agréées par Napoléon, à qui l'on donna jusqu'au 15 mars pour fournir un contre-projet. Ce jour arrivé, le plénipotentiaire français, M. le

duc de Vicence, demanda, au nom de son maître, la ligne du Rhin, Anvers, Flessingue, Nimègue, et une partie de la ligne du Wahal. Napoléon réclamait aussi l'Italie supérieure, y compris Venise, pour Eugène de Beauharnais, son fils adoptif. Il n'exigeait pas que la Hollande, qui venait de se détacher de l'empire français, lui fût rendue; mais il voulait que l'indépendance de ce pays fût purement nominale. Enfin, il fallait des indemnités pour ses frères Joseph et Jérôme, et pour le jeune Louis, son neveu, qu'il avait créé grand-duc de Berg. Cet *ultimatum* révolta les souverains alliés, qui prirent de nouveau l'engagement solennel de ne poser les armes que lorsqu'ils auraient atteint le grand objet de leur alliance. En conséquence, le congrès fut rompu.

On reproche assez généralement à Napoléon de n'avoir pas conclu la paix, soit à Prague, soit à Francfort ou Manheim, soit à Châtillon. Nous sommes loin de partager cette opinion, qui ne nous paraît fondée que sur la comparaison de l'état où l'ex-empereur est tombé, avec la puissance, qu'à ce qu'on suppose, il aurait pu conserver. Mais pour obtenir la paix à Prague, il fallait qu'il consentît au rétablissement de l'équilibre de l'Europe, tel au moins qu'il avait été fixé par le traité de Campo-

Formio, c'est-à-dire qu'il renonçât aux villes anséatiques, à la Hollande, au protectorat de la confédération du Rhin, à l'Espagne, à la Lombardie vénitienne, aux provinces illyriennes, à la Dalmatie, etc. Etait-ce donc pour cela qu'il venait de remporter les victoires de Lutzen et de Bautzen ou Wurtzen? Souscrire à de pareilles conditions, n'eût-ce pas été condamner lui-même son expédition de Russie, qui lui aurait coûté de si grands sacrifices? Quand on en eût exigé aucun, pour lui accorder la paix, la France n'aurait-elle pas toujours eu le droit de lui reprocher une entreprise désastreuse dont il n'aurait retiré que de la honte? Qu'eût-ce donc été, si le démembrement de l'empire français en avait été la suite immédiate? Il était plus sensible qu'on ne le croit aux discours du public; et peut-être même l'était-il beaucoup trop. On doit convenir, cependant, que son autorité n'était fondée réellement que sur le prestige produit par des succès jusqu'alors inouïs, et par une sorte d'infaillibilité politique. C'était en sapper la base que de reconnaître formellement qu'il pouvait éprouver des revers, qu'il pouvait se tromper. Et ce système continental, qui, depuis si long-temps, était comme sa boussole! il fallait donc avouer que ce n'avait été qu'un prétexte pour enchaî-

ner l'Europe. Quel triomphe n'eût-ce pas été pour l'Angleterre, et quelle humiliation pour Napoléon, qui ne se croyait pas encore réduit à la subir?

Quant au reproche d'avoir refusé de traiter de la paix à Francfort, on peut répondre que rien ne prouve qu'on y ait posé réellement les bases d'une pacification. Il est probable que les alliés n'étaient pas disposés à perdre le fruit des avantages qu'ils venaient d'obtenir dans les plaines de Leipsick, et ils s'y fussent exposés en laissant respirer Napoléon. Ils devaient donc poursuivre les opérations militaires, et il était alors impossible de défendre contre eux les départements de la rive gauche du Rhin. Ce fleuve une fois franchi par les alliés, rien n'était plus contraire à leurs intérêts les plus chers, que de le laisser pour limite à la France; et Napoléon ne pouvait y renoncer, même à l'époque du congrès de Châtillon. Il était impossible qu'il consentît à la réduction du territoire français, tel qu'il était lorsque le gouvernement avait été remis entre ses mains, ou plutôt qu'il s'en était emparé (1). Quel déchaînement une

(1) Si l'on objectait que S. M. a consenti à cette réduction, par le traité du 30 mai 1814, nous répondrions que sa position à, l'égard des Français, n'était pas la même que celle de

telle cession n'aurait-elle pas occasionné contre lui? Et qu'on ne dise pas qu'il aurait pu reprendre un jour ce qu'on lui aurait enlevé. Leurs longs malheurs avaient prouvé aux principales puissances de l'Europe, qu'il n'y avait que leur union qui pût les soustraire à une ruine totale. En conséquence, aucun espoir de rompre leur ligue ne pouvait rester à Napoléon. Sa plus grande faute, en politique, est donc de n'avoir pas su s'arrêter. Voilà ce qu'on doit lui reprocher sans cesse, et sa chute nous paraît en avoir été la suite inévitable.

Pour donner le change sur le revers qu'il venait d'essuyer devant Laon, Napoléon se porta rapidement vers Reims, dont les Russes s'étaient emparés. Arrivé devant cette ville, il se poste sur une hauteur, et ordonne les dispositions nécessaires pour une attaque générale. Un sourire cruel s'échappe alors de ses lèvres : « Dans une heure, dit-il, les dames de » Reims auront grand'peur. » Il se rendit maître de la ville; mais son aile gauche venait d'essuyer un grand échec à Bar-sur-Aube, et avait été obligée de se replier en désordre sur Troyes.

Napoléon. Il suffira d'un mot pour le prouver. Le Roi n'avait point de reproche à se faire. Il pouvait donc céder à la loi impérieuse de la nécessité; et l'on doit même considérer comme conquis par lui, tout ce qu'on a recouvré de l'ancienne France.

Sa cause parut alors entièrement désespérée. On prétend qu'il songeait, depuis quelques jours, à se porter vers la Meuse, et à se renforcer par les garnisons de l'Alsace et de la Lorraine, pour revenir tomber sur les derrières de l'armée autrichienne. Au commencement de ce mouvement, il écrivit à Marie-Louise qu'il avait perdu l'espoir de couvrir Paris, et qu'il ne lui restait plus d'autre ressource que de chercher à attirer l'ennemi après lui, en s'éloignant de cette capitale. Cette dépêche fut interceptée par le maréchal Blücher; et aussitôt, loin de songer à le suivre, toute la grande armée des alliés, par un mouvement rapide, se porta sur Paris. Napoléon n'avait laissé, pour leur en barrer le chemin, que les deux divisions commandées par les maréchaux Mortier et Marmont, qui, réunies, ne s'élevaient pas à plus de douze mille hommes. Elles furent forcées au combat de Fère-Champenoise, et rejetées jusque sous les murs de la capitale. Toute l'armée combinée les suivant de près, y arriva elle-même le 29 mars, et tout se disposa pour livrer bataille le lendemain.

Comme on n'avait pu dissimuler entièrement aux Parisiens la marche de l'armée ennemie, on leur avait annoncé que ce n'était qu'une colonne égarée qui s'était portée vers Meaux. Cependant, le 27, on vit, avec terreur,

partir Marie-Louise et son fils. Napoléon avait envoyé, la veille, l'ordre de leur départ: « J'aimerais mieux, avait-il dit, les savoir au » fond de la Seine, que de les voir conduits à » Vienne en triomphe. » Cependant un ordre du jour de Joseph, son frère, qu'il avait créé son lieutenant-général, déclarait qu'il n'y avait rien à craindre, que Napoléon accourait au secours de la capitale, et que, quant à lui, il restait à Paris. Par bonheur, ce ne devait pas être pour long temps.

Paris n'avait pour sa défense que les corps des maréchaux Marmont et Mortier, quelques régiments de vétérans, et sept à huit mille hommes de la garde nationale. Ces forces réunies composaient une armée qui n'allait guère que de vingt-six à vingt-huit mille hommes, parmi lesquels il n'y en avait que de dix-huit à vingt mille d'aguerris. Joseph en avait le commandement suprême. Les troupes françaises prirent une position défensive, le 29. Leur droite occupa les hauteurs de Belleville, de Mesnil-Montant et la butte Saint-Chaumont, et elle s'appuya sur Vincennes. Le centre fut porté entre le canal de l'Ourcq et Montmartre. La gauche s'étendit de Mousseaux à Neuilly.

Le 30 mars, entre trois et quatre heures du matin, le rappel des tambours tira de leur sommeil les citoyens, dont un grand nombre ne s'étaient pas attendus à ce réveil. La garde

nationale, quoiqu'irritée du départ de Marie-Louise et de celui de tous les membres du gouvernement, qui s'étaient empressés de mettre aussi leurs personnes et leurs richesses à couvert, se rendit à ses postes avec célérité. Nombre de compagnies furent tirées hors des barrières; mais les généraux eurent la sagesse de ne les placer qu'en seconde ligne (1), uniquement pour présenter à l'ennemi l'apparence de colonnes plus fortes qu'elles ne l'étaient réellement.

Ce fut contre l'aile droite des Français que l'ennemi dirigea l'attaque la plus vive. La défense fut opiniâtre; mais il fallut céder à la supériorité du nombre; et les positions que cette aile occupait furent abandonnées dans le cours de la matinée.

L'attaque du centre avait été confiée au feld-maréchal Blücher, qui, n'ayant reçu les ordres que fort tard, ne se mit en mouvement qu'à onze heures et qu'après avoir chargé le comte de Langeron de prendre ou bloquer Saint-Denis, de déloger d'Aubervilliers les troupes françaises qui occupaient ce village, et enfin de se porter par Clichy sur Montmartre. Blücher surmonta tous les obstacles. Il marchait vers les barrières, lorsque des par-

(1) La garde nationale fournit cependant beaucoup de volontaires qui firent le service de tirailleurs.

lementaires, envoyés par le corps municipal, annoncèrent, aux avant-postes des alliés, que la ville demandait à capituler. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse n'attendaient que ce signal pour arrêter l'effusion du sang. On convint donc facilement d'une suspension d'armes, pendant laquelle on régla les articles de la capitulation. Lorsqu'elle fut signée, les deux monarques, transportés d'une joie vive et pure, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, en s'écriant : « *La cause de l'humanité est ga-* » *gnée* (1)!

Cependant, M. de Langeron, qui n'était pas encore instruit de l'armistice, attaquait Montmartre. Son infanterie fut repoussée plusieurs fois. A la fin, elle escalada les hauteurs au pas de charge; elle en culbuta quelques compagnies de ligne soutenues par des gardes natio-

(1) Ce ne fut pas toutefois le dernier sang versé dans cette guerre, sans parler de l'attaque de Sens, qui ne dut son salut qu'au dévouement courageux d'une dame de cette ville ; le maréchal Soult, poursuivi par le duc de Wellington, livra, le 10 avril, sous les murs de Toulouse, une bataille qui coûta vingt mille hommes à l'humanité, sans qu'il pût en résulter aucun avantage pour l'un ou pour l'autre parti.

Le 11 janvier précédent, Napoléon avait conclu un traité de paix avec le roi d'Espagne, Ferdinand VII, qu'il avait fait aussitôt reconduire jusqu'à la frontière de ses états. Le 23 du même mois, le pape avait quitté Fontainebleau pour retourner en Italie.

nales et prit sept pièces de canon. Il n'y en avait pas davantage pour défendre ce poste important. « Quand les armées ennemies se» raient campées sur les hauteurs de Montmar» tre, pas un village des provinces réunies consti» tutionnellement à l'empire ne serait cédé, » avait dit Napoléon, il y avait un an, jour pour jour; et ce fut sur ces mêmes hauteurs que se termina cette bataille qui anéantit la puissance colossale qu'il avait mis quinze années à élever !

L'aile droite des Français fut à peine attaquée; on ne tira que deux ou trois coups de canon contre les postes qu'elle occupait.

La perte des alliés fut de sept à huit mille hommes, et celle des Français de trois à quatre mille, parmi lesquels on compta cinq cents hommes de la garde nationale : perte d'autant plus sensible qu'il y avait, dans ce nombre, des pères de famille. Quant au lieutenant-général de Napoléon, on sait qu'il ne fut pas trouvé parmi les morts ni les blessés. Malgré la promesse qu'il avait faite de rester à son poste, il s'était retiré vers les onze heures du matin; mais, du moins, il avait autorisé les généraux à capituler.

Il avait été stipulé que les corps des maréchaux Mortier et Marmont évacueraient Paris, le 31 mars, à sept heures du matin. Cependant

leur mouvement de retraite commença le 30, dans la soirée. Les troupes étaient tristes sans être découragées, et elles annonçaient des dispositions très peu favorables pour les Parisiens, qu'elles accusaient de ne les avoir pas soutenues. Il fut impossible de leur faire comprendre que si un plus grand nombre d'hommes n'avaient pas pris les armes, c'était parce qu'ils n'en avaient point.

Napoléon était à trois lieues en arrière de Doulevant, lorsqu'il apprit que les diverses armées alliées, après avoir fait leur jonction, marchaient sur Paris. Il quitta Doulevant le lendemain 29, et porta son quartier-général à Troyes, où il passa douze heures à attendre sa garde. Il en partit le 30, à neuf heures du matin, et il arriva à Fontainebleau à neuf heures du soir. De là il continua sa marche vers Essone. A onze heures, un général qui allait lui annoncer la capitulation de Paris, le rencontra à un relais de poste, dit *la Cour de France*. A cette nouvelle, Napoléon demeure quelques instants comme un homme frappé de la foudre. Revenu à lui, il dit qu'il aurait mieux aimé qu'on lui eût percé le cœur d'un coup de poignard. Il demanda si la garde nationale s'était bien battue. Le général lui répondit qu'elle n'avait pas tiré un coup de fusil, ce qui était

d'une fausseté insigne. *Ah! les lâches!* s'écria Buonaparte; *ils me le paieront.* Il ajouta qu'il se reprochait deux grandes fautes : l'une, de n'avoir pas brûlé Berlin; l'autre, de n'avoir pas brûlé Vienne. Il passa le reste de la nuit à *la Cour de France;* et le 31, au matin, il reprit le chemin de Fontainebleau.

Nous n'entreprendrons pas de retracer, dans son ensemble, la situation de Paris dans la journée du 30 mars : du mouvement et cette sorte d'agitation que produit l'inquietude, tels en furent les principaux traits. Pour exciter le peuple à une défense opiniâtre et irréfléchie, la police avait fait afficher et distribuer un placard dont le titre était : *Nous laisserons-nous piller? Nous laisserons-nous brûler?* De bons citoyens prirent sur eux d'arrêter la distribution de cet écrit incendiaire. Des misérables parcouraient tous les quartiers, annonçant que l'ennemi était repoussé à plus d'une lieue; que Napoléon arrivait à la tête de quatre-vingt mille hommes; et que le roi de Prusse, ayant été fait prisonnier, entrait à l'heure même dans Paris. Ce dernier mensonge servit uniquement à faire connaître que les deux monarques alliés étaient à la tête des troupes qui attaquaient la capitale.

Lorsque le bruit de l'artillerie et de la mous-

queterie eut cessé, et qu'on eût vu rentrer les troupes en silence, les moins clairvoyants purent juger du résultat de la journée. Cette ville qui, depuis le temps de Charles VII, n'avait point vu pénétrer d'armée étrangère dans son enceinte, ne devait donc pas tarder à recevoir les guerriers de ces peuples auxquels Napoléon, dans sa fureur, avait prodigué l'injure, et qu'il avait qualifiés de *barbares du Nord*. L'inquiétude fut d'autant plus vive que, soit négligence, soit prudence, on ne fit pas connaître officiellement la capitulation. Sur les sept heures du soir, toutes les maisons se fermèrent hermétiquement : plus de lumières que celles qui servent à éclairer les rues, où l'on ne rencontrait que quelques citoyens effrayés, qui se demandaient les uns aux autres ce qui allait arriver. Enfin Paris offrait le même aspect de désolation et d'effroi que le jour où le plus épouvantable des crimes y fut commis.

Le 31 au matin, on vit continuer la fuite des agents du gouvernement, qui se retiraient vers Blois, où la régente s'était établie. Mais, entre huit et neuf heures, un autre spectacle vint étonner les uns et consoler les autres. Au milieu de groupes formés sur les boulevards du nord, des hommes dévoués à la juste cause, firent lecture, à haute voix, des proclamations

du Roi, de MONSIEUR, et des alliés. Elles furent d'abord écoutées en silence; bientôt de nouvelles lectures furent suivies du cri de *vive le Roi!* poussé par un petit nombre de personnes, puis par un plus grand, et à la fin par la foule elle-même. Alors les royalistes se réunissent. Précédés de drapeaux blancs faits à la hâte, mais ornés du véritable écu de France, ils parcourent les boulevards, les rues et les places adjacentes, faisant retentir l'air de leurs acclamations, auxquelles, de toutes parts, les femmes répondent avec enthousiasme. Le tyran qui leur enlevait les objets de leurs plus chères affections, était abattu, et tout faisait présumer qu'il ne se relèverait jamais.

Ce fut au milieu de cette ivresse que les monarques alliés firent leur entrée dans Paris. A leur aspect, les transports redoublent; chacun cherche à contempler de plus près les libérateurs de l'Europe, devenus, comme par miracle, les libérateurs de la France. L'expression de la joie publique n'est interrompue que pour maudire celui qui a fait des Français abusés les instruments de son ambition et de ses fureurs. On en demande la déchéance, ou plutôt on la prononce réellement, en confondant les cris de vive Alexandre! vive Frédéric-Guillaume! vive Louis XVIII! vivent les Bourbons! Des

souverains légitimes ne pouvaient repousser un pareil voeu, un voeu dont l'accomplissement devait concilier les intérêts de l'Europe entière. Il fut donc promptement exaucé. A peine entrés dans Paris, les souverains alliés déclarèrent qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Buonaparte, ni avec aucun membre de sa famille. Bientôt un gouvernement provisoire est institué par ce même sénat qui avait tant secondé la tyrannie, mais qui, en voyant la chute assurée, craignit de la partager, et se flatta même de transformer en une autorité réelle l'ombre de pouvoir dont il avait joui sous le prétendu gouvernement impérial.

Cependant Napoléon, rentré à Fontainebleau, n'avait pas encore perdu l'espérance. Il avait même résolu de conduire son armée jusqu'à Paris, et de livrer bataille sous les murs de cette capitale. La retraite du corps entier du maréchal Marmont, qui, le premier, écoutant la voix de la patrie, donna son adhésion aux actes du gouvernement provisoire, ne le détourna pas de ce dessein. Il était même prêt à se mettre en marche, lorsqu'il apprit que sa déchéance avait été prononcée la veille, 3 avril, par le sénat. Aussitôt il exhale sa fureur par l'ordre du jour suivant :

« L'empereur remercie l'armée pour l'atta-

» chement qu'elle lui témoigne, et principale-
» ment parce qu'elle reconnaît que la France
» est en lui, et non pas dans le peuple de la ca-
» pitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune
» de son général, son honneur et sa religion.
» Le duc de Raguse (le maréchal Marmont)
» n'a pas inspiré ces sentiments à ses compa-
» gnons d'armes; il est passé aux alliés. L'em-
» pereur ne peut approuver la condition sous
» laquelle il a fait cette démarche; il ne peut
» accepter la vie ni la liberté de la merci
» d'un sujet. Le sénat s'est permis de disposer
» du gouvernement français; il a oublié qu'il
» doit à l'empereur le pouvoir dont il abuse
» maintenant; que c'est lui qui a sauvé une
» partie de ses membres de l'orage de la révo-
» lution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre
» contre la haine de la nation. Le sénat se
» fonde sur les articles de la constitution pour
» la renverser; il ne rougit pas de faire des re-
» proches à l'empereur; sans remarquer que,
» comme le premier corps de l'État, il a pris
» part à tous les événements. Il est allé si loin,
» qu'il a osé accuser l'empereur d'avoir chan-
» gé des actes dans la publication (1). Le monde

(1) Le considérant du décret de déchéance portait entr'autres griefs, que des actes et rapports entendus par le sénat,

» entier sait qu'il n'avait pas besoin de tels ar-
» tifices : un signe de tête était un ordre pour
» le sénat, qui, toujours, faisait plus qu'on ne
» desirait de lui. L'empereur a toujours été
» accessible aux sages remontrances de ses
» ministres ; et il attendait d'eux, dans cette
» circonstance, la justification la plus indé-
» finie des mesures qu'il avait prises. Si l'en-
» thousiasme s'est mêlé dans les adresses et
» discours publics, alors l'empereur a été trom-
» pé ; mais ceux qui ont tenu ce langage doi-
» vent s'attribuer à eux-mêmes la suite funeste
» de leurs flatteries. Le sénat ne rougit pas
» de parler des libelles publiés contre les gou-
» vernements étrangers ; il oublie qu'ils furent
» rédigés dans son sein. Si long-temps que la
» fortune s'est montrée fidèle à leur souverain,
» ces hommes sont restés fidèles, et nulle
» plainte n'a été entendue sur les abus du pou-
» voir. Si l'empereur avait méprisé les hommes,
» comme on le lui a reproché, alors le monde
» reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des rai-
» sons qui motivaient son mépris. Il tenait sa di-
» gnité de Dieu et de la nation (1) ; eux seuls

---

avaient subi des altérations dans la publication qui en avait été faite.

(1) Si Dieu a permis que Napoléon régnât sur la France,

» pouvaient l'en priver : il l'a toujours considérée comme un fardeau; et lorsqu'il l'accepta, ce fut dans la conviction que lui seul était à même de la porter dignement. Son bonheur paraissait être sa destination. Aujourd'hui, que la fortune s'est décidée contre lui, la volonté de la nation seule pourrait le persuader de rester plus long-temps sur le trône. S'il se doit considérer comme le seul obstacle à la paix, il fait volontiers ce dernier sacrifice à la France : il a en conséquence envoyé le prince de la Moskowa et les ducs de Vicence et de Tarente à Paris, pour entamer des négociations. L'armée peut être certaine que son honneur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la France. »

Le motif pour lequel les négociateurs nommés par Napoléon avaient été envoyés à Paris, était la proposition qu'il faisait d'abdiquer en faveur de son fils. Elle fut rejetée, quoique, selon plusieurs rapports, on ait eu un moment l'inquiétude qu'elle ne fût acceptée. Enfin, après beaucoup d'hésitation, Napoléon se ré-

---

c'est qu'il ne la jugeait pas encore assez châtiée. Quant à la nation, il serait plus facile de prouver son opposition que son adhésion aux actes qui ont fait monter l'usurpateur sur le trône.

solut à signer, le 11 avril, un acte d'abdication pure et simple. Voici cet acte :

« Les puissances alliées ayant proclamé que » l'empereur Napoléon était le seul obstacle au » rétablissement de la paix en Europe, l'em- » pereur Napoléon, fidèle à son serment, dé- » clare qu'il renonce, pour lui et ses héritiers, » aux trônes de France et d'Italie, et qu'il » n'est aucun sacrifice personnel, même celui » de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt » de la France. »

Le même jour, 11 avril, on conclut, à Paris, un traité qui cédait, en toute souveraineté, l'île d'Elbe à Napoléon, et qui assurait à Marie-Louise les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, pour en jouir de même, et être transmis à son fils et à sa descendance en ligne directe.

Le sort des autres membres de la famille de Buonaparte était également réglé par ce traité (1).

Napoléon, soit qu'il espérât encore que quelque mouvement se fît en sa faveur, soit plutôt qu'il voulût se concerter avec ses complices sur la manière dont on pourrait s'y prendre pour troubler le gouvernement légi-

---

(1) Nous l'avons placé à la fin du présent volume.

time, différa son départ jusqu'au 20 avril. Ce jour, accompagné des commissaires des puissances alliées, et prêt à monter en carrosse, il adressa le discours suivant à sa garde :

« Officiers, sous-officiers et soldats de la » vieille garde, je vous fais mes adieux.

» Depuis vingt ans que je vous commande, » je suis content de vous, et je vous ai toujours » trouvés sur le chemin de la gloire.

» Les puissances alliées ont armé toute » l'Europe contre moi : une partie de l'armée » a trahi ses devoirs, et la France a cédé à des » intérêts particuliers.

» Avec vous et les braves qui me sont restés » fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile » pendant trois ans ; mais la France eût été » malheureuse, ce qui eût été contraire au but » que je m'étais proposé. Je devais donc sacri» fier mon intérêt personnel à son bonheur : » c'est ce que j'ai fait.

» Soyez fidèles au nouveau souverain que la » France s'est choisi ; n'abandonnez point cette » chère patrie trop long-temps malheureuse ; » ne plaignez point mon sort, je serai toujours » heureux quand je saurai que vous l'êtes. J'au» rais pu mourir, rien ne m'était plus facile : » mais non, je suivrai toujours le chemin de » l'honneur ; j'écrirai ce que nous avons fait.

» Je ne puis vous embrasser tous; mais je » vais embrasser votre chef. Venez, général. (Il » embrasse le général Petit). Qu'on apporte » l'aigle. (Et en l'embrassant, il dit) : Cher ai- » gle, que ces baisers retentissent dans le cœur » de tous les braves!

» Adieu, mes enfants! Adieu mes braves! » entourez-moi encore une fois. »

Ce perfide discours nous paraît être la preuve que Napoléon avait déjà conçu le dessein de s'emparer de nouveau du pouvoir. Sans ce puissant motif, il se fût épargné des adieux qui auraient dû lui être aussi pénibles qu'à ceux auxquels il les adressait.

Nous ne retracerons pas les particularités de sa route. Il n'est personne qui ne soit instruit des dangers qu'il y a courus, et qui ne sache à quel degré de violence la haine publique se manifesta contre lui dans les provinces du midi de la France. Il s'embarqua le 28 avril à St.-Rapheau, et il débarqua le 4 mai suivant dans son île, où il passa dix mois à méditer et préparer son retour.

Traité conclu à Paris, le 11 avril 1814, entre les puissances alliées et S. M. l'empereur Napoléon.

Art. Ier. S. M. l'empereur Napoléon renonce pour lui, ses successeurs et descendants, ainsi que pour tous les membres de sa famille, à tous droits de souveraineté et de pouvoir, non-seulement sur l'empire français et le royaume d'Italie, mais sur tout autre pays.

II. LL. MM. l'empereur Napoléon et Marie-Louise conserveront leurs titres et leur rang pendant leur vie entière. — La mère, les frères, sœurs, neveux et nièces de l'empereur conserveront aussi les titres de princes de sa famille, quels que soient les lieux où ils résident.

III. L'île d'Elbe, choisie par S. M. l'empereur comme le lieu de sa résidence, formera durant sa vie une principauté séparée, qu'il possédera en toute souveraineté et propriété. Il sera, en outre, accordé en toute propriété à l'empereur Napoléon un revenu annuel de deux millions de francs en rentes sur le grand-livre de France, desquels un million sera reversible sur l'impératrice.

IV. Les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla seront accordés en toute propriété et souveraineté à S. M. l'impératrice Marie-Louise. Ils passeront à son fils et à ses descendants en ligne directe. Le prince, son fils, prendra en conséquence le titre de prince de Parme, Plaisance et Guastalla.

V. Toutes les puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour que le pavillon et le territoire de l'île d'Elbe soient respectés par les puissances barbaresques. A cet effet, les relations avec les puissances barbaresques seront assimilées à celles de France.

VI. Dans les territoires auxquels il est renoncé ci-dessus, il

sera reservé pour S. M. l'empereur Napoléon et sa famille, en domaines ou en rentes sur le grand-livre, un revenu libre de toutes déductions et charges de 2,500,000 francs. Ces domaines ou rentes appartiendront en toute propriété et pour en être disposé comme ils le jugeront à propos, aux princes et princesses de sa famille, et seront divisés entre eux, de telle manière que le revenu de chacun d'eux soit dans les proportions suivantes; savoir : à Madame mère, 300,000 fr.; au roi Joseph et à la reine, 500,000; au roi Louis, 200,000; à la reine Hortense et ses enfants, 400,000; au roi Jérôme et à la reine, 500,000; à la princesse Élisa, 300,000; à la princesse Pauline, 300,000; total, 2,500,000 fr.

Les princes et princesses de la maison de l'empereur Napoléon conserveront, en outre, les propriétés en meubles et immeubles de quelque nature qu'ils puissent être, qu'ils se trouvent posséder par droit public et individuel, et les rentes dont ils jouissent aussi comme individus.

VII. La pension de l'impératrice Joséphine sera réduite à un million en domaines ou en inscriptions sur le grand-livre de France; elle continuera de jouir en toute propriété de toutes les propriétés particulières en meubles et immeubles, avec le droit d'en disposer conformément aux lois françaises.

VIII. Il sera accordé au prince Eugène, vice-roi d'Italie, un établissement convenable hors de France.

IX. Sur les propriétés que S. M. l'empereur Napoléon possède en France, soit comme domaine extraordinaire ou privé, attachés à la couronne, et les fonds placés par l'empereur, soit sur le grand-livre de France, dans la banque de France, dans les actions des forêts ou de toute autre manière, et que S. M. abandonne à la couronne, il sera réservé un capital qui n'excédera pas deux millions de fr., pour être distribué comme gratifications, en faveur de telles personnes dont les noms se-

ront contenus dans une liste qui sera signée par l'empereur Napoléon, et qui sera transmise au gouvernement français.

X. Tous les diamants de la couronne resteront en France.

XI. S. M. l'empereur Napoléon fera rentrer au trésor et dans toutes les autres caisses publiques toutes les sommes et effets qui en auront été distraits d'après ses ordres, à l'exception de ce qui a été approprié pour la liste civile.

XII. Les dettes de la maison de S. M. l'empereur Napoléon, telles qu'elles étaient à la signature du présent traité, seront immédiatement payées sur l'arriéré dû par le trésor public à la liste civile, suivant un état qui sera signé par un commissaire nommé pour cet effet.

XIII. Les obligations du Mont-Napoléon de Milan, envers tous les créanciers, soit Français, soit étrangers, seront exactement remplies, à moins qu'il n'y ait quelques changements de faits à cet égard.

XIV. Il sera délivré tous les passe-ports nécessaires pour le libre passage de S. M. l'empereur Napoléon et pour celui de l'impératrice, des princes et princesses, et de toutes les personnes de leur suite qui désireront les accompagner ou s'établir hors de France, aussi-bien que pour le passage de tous les équipages, chevaux et effets leur appartenant. Les puissances alliées fourniront en conséquence des officiers et soldats pour escorte.

XV. La garde impériale française fournira un détachement de 1200 à 1500 hommes de toute arme, pour servir d'escorte à l'empereur Napoléon jusqu'à Saint-Tropez, lieu de son embarquement. (Ce lieu a été changé.)

XVI. Il sera fourni une corvette et les bâtiments de transport nécessaires pour conduire au lieu de sa destination S. M. l'empereur Napoléon et sa maison, et cette corvette appartiendra en toute propriété à S. M. l'empereur Napoléon.

XVII. Il sera permis à l'empereur Napoléon de prendre avec lui et de retenir, comme sa garde, quatre cents hommes volontaires, officiers, sous-officiers et soldats.

XVIII. Aucuns des Français qui auraient suivi l'empereur Napoléon ou sa famille ne pourront être considérés comme ayant perdu leurs droits de Français en ne retournant pas en France dans l'espace de trois ans; mais au moins ils pourront n'être pas compris dans les exceptions que le gouvernement français se réserve d'accorder après l'expiration du présent terme.

XIX. Les troupes polonaises de toute arme au service de France seront libres de retourner dans leur patrie, et conserveront leurs armes et bagages comme un témoignage de leurs honorables services. Les officiers, sous-officiers et soldats conserveront les décorations qui leur auront été accordées et les pensions attachées à ces décorations.

XX. Les hautes-puissances alliées garantissent l'exécution de tous les articles du présent traité, et s'engagent à obtenir qu'il soit accepté et garanti par la France.

XXI. Le présent acte sera ratifié et les ratifications échangées à Paris sous deux jours, ou plus tôt s'il est possible.

Fait à Paris, le 11 avril 1814.

Signés le prince DE METTERNICH; S. S. comte DE STADION; Lord CASTLEREAGH; ANDRÉ, comte DE RASOUMOFFSKY; CHARLES-ROBERT, comte DE NESSELRODE; CHARLES-AUGUSTE, baron DE HARDENBERG; maréchal NEY; CAULINCOURT.

FIN DE LA QUATRIÈME PARTIE.